

JOHN KERRY À ALGER : SÉCURITÉ, SAHEL ET BUSINESS AU MENU P. 2

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

ACTUALITÉ
AUTREMENT VUE

P. 7 à 17

LES JEUNES, L'AUTRE ENJEU ÉLECTORAL

CHERIF ALI

LES ÉLECTIONS, LA PRESSE ET LES ÉLECTEURS

TOUFIK HAMIANI

LE RÔLE DE L'ARMÉE DANS LE «PRINTEMPS ÉGYPTIEN»

PIERRE MORVILLE



LENDEMAINS DE DÉBÂCLE ÉLECTORALE SOCIALISTE EN FRANCE

ABDELHAK BENELHADJ



■ Je n'ai rien trouvé
à vous dire cette semaine !
BACHIR BEN NADJI

■ Algérie, une et multiple...
et «crises»
B. AHCENE-DJABALLAH

■ Fragments de révolution
KMAR BENDANA

■ Système politique,
changement et solidarités
AREZKI DERGUINI

■ Les Chaouis,
de Baghaï à El Khroub
SLEMNIA BENDAOU

■ La nouvelle dynamique
électorale
YAZID HADDAR

■ Sur les positions
des ex-hauts responsables
ABDELLATIF BOUSENANE

■ Ce que le monde nous doit
ABDELKADER LEKLEK

■ DZombie
AKRAM BELKAÏD

■ Lettre ouverte au futur
président algérien
H. MILOUD AMEUR

LE DERNIER BAROUD

ABED CHAREF



UNE PRÉSIDENTIELLE DÉSORMAIS OUVERTE

SALIM METREF

ILS ONT TOUT ET RIEN DIT

EL YAZID DIB

John Kerry à Alger

Sécurité, Sahel et business au menu

Lutte contre le terrorisme, la sécurisation du Sahel, la coopération économique, les questions politiques bilatérales et régionales seront, en gros, les thèmes les plus importants qui sont au menu de la visite de 48 heures, en Algérie, du secrétaire d'Etat américain John Kerry.

Yazid Alilat

Abdelaziz Cherif Benali, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, a précisé, hier, mercredi, à la Radio nationale que cette visite de Kerry en Algérie, la première qu'il effectue, après un report, en 2013, pour «des raisons de calendrier», sera axée sur le dossier sécuritaire avec son volet global de la lutte contre le terrorisme, dans la région sahélo-saharienne. Mais, auparavant, il a estimé que cette visite «est un rendez-vous normal» dans les relations qu'entretiennent les deux partenaires. «Il ne faut pas réduire cette visite (de Kerry) à la dimension sécuritaire», a-t-il prévenu, lors de cette émission, estimant qu'elle (la visite en Algérie) «ne s'articulera pas, uniquement, autour des questions sécuritaires, mais elle s'intéressera, aussi, à la coopération économique, commerciale et politique». Il précise: «il n'y a aucune raison pour confiner la relation bilatérale, entre l'Algérie et les Etats-Unis d'Amérique, à un seul aspect, à savoir la question sécuritaire», même si «cette question est axiale et occupera une bonne place, lors des entretiens entre MM. Kerry et Ramtane Lamamra et les membres des délégations». Pour autant, d'autres dossiers chauds seront au menu des entretiens, entre les délégations des deux pays et des deux chefs de la diplomatie algérienne et américaine. Sur la table de ces entretiens il y aura, surtout, la tenue de la seconde session du dialogue stratégique, institué entre l'Algérie et les Etats-Unis, prévue mercredi et jeudi, et sera co-présidée par les chefs de la diplomatie des deux pays, avec plusieurs questions inscrites à l'ordre du jour. Cette session se déroule, a-t-il dit, sous forme de discussions entre des groupes de travail, qui seront mis en place pour aborder différentes thématiques de coopération. Il y aura, ainsi, un groupe de travail sur les questions politiques, un atelier de travail sur la coopération sécuritaire et lutte contre le terrorisme, un atelier de travail, également, sur la coopération économique et commerciale. «Ces groupes de travail vont présenter leurs conclusions aux deux ministres», indique le porte-parole du MAE, selon lequel «cette visite va nous permettre d'élargir la coopération économique à d'autres domaines, autres que les hydrocarbures».

EXPORTER LA STABILITÉ

Sur la sécurité régionale et les entretiens de Kerry à Alger, Cherif Benali n'a pas caché que l'Algérie travaille en profondeur et avec une grande discrétion, avec les pays de la région sahélienne, à leur sécurité et celle de la région, et au-delà. «L'Algérie est le premier pays à avoir tiré la sonnette d'alarme. Nous essayons d'arranger les choses, peser, de tout notre poids, dans le cadre des formats de coopération, de dialogue et de concertation avec les Américains, comme avec d'autres partenaires européens. La situation, dans cette

région, intéresse le reste du monde, nous essayons donc, de coordonner nos efforts pour aider les pays fragilisés pour qu'ils puissent retrouver la sérénité et la stabilité», explique Cherif Benali. En outre, il a affirmé que «nous oeuvrons pour être des exportateurs de stabilité, car notre stabilité est le meilleur garant de toute la région maghrébine, sahélo-saharienne et même méditerranéenne». Pour autant, il reconnaît, sur la base du malheureux épisode de Tiguentourine, que «l'Algérie n'est pas à l'abri des menaces terroristes car le pays est entouré de points de tension qui peuvent dégénérer, à tout moment». L'Algérie est reconnue comme étant un pays pivot, dans la région, a-t-il dit, et à ce titre, «nous ne pouvons tourner le dos à la situation dans les pays avec lesquels nous avons une frontière. Nous allons peser de tout notre poids par le dialogue sur ces questions de sécurité, dans la région, car cela intéresse le reste du monde. Nous essayons de coordonner nos efforts avec notre partenaire américain pour aider ces pays fragilisés», a-t-il encore expliqué s'agissant de la coopération algéro-américaine, dans les questions de conflits au Sahel, avant de relever que ce dossier sera «une question centrale, lors de cette visite de Kerry, à Alger».

Sur le Sahara Occidental, Benali Cherif a confirmé que les entretiens de Kerry, à Alger, porteront sur ce dossier, d'autant que le diplomate américain, selon lui, est de ceux qui préconisent un règlement définitif de cette question de décolonisation, en Afrique par la voie démocratique et le retour de la parole aux Sahraouis.

«Nous allons, bien entendu, examiner les voies et moyens à même de nous permettre d'aller un peu plus vite, sur la voie de recherche d'une solution définitive et juste, à ce conflit, qui a trop duré», a-t-il souligné.

Sur la visite de l'Emir de Qatar, à Alger, qui coïncide avec celle de Kerry, le porte-parole du MAE a confirmé, également, qu'elle est importante pour les deux pays, d'autant que l'Algérie est un partenaire privilégié du Qatar, dans plusieurs domaines, dont la coopération économique, mais également politique.

Le dossier syrien, l'Egypte, et les soubresauts actuels dans le monde arabe seront au menu des entretiens algéro-qataris, à Alger, a-t-il souligné, avant de rappeler que dans le dossier syrien, le temps a donné raison à l'Algérie, puisque c'est l'option du dialogue qui est, actuellement, privilégiée pour régler ce dossier. «Tout le monde est revenu à une position plus réfléchie, le dialogue, que nous avons préconisé, au début», a précisé, encore, Benali Cherif. Enfin sur la prochaine élection présidentielle, il a relevé que la visite de M. Kerry permettra à l'Algérie de «mettre en évidence tous les efforts déployés pour organiser une élection présidentielle transparente et juste».



ANALYSE

Kharroubi Habib

La visite du secrétaire d'Etat américain à Alger a été depuis longtemps inscrite dans son agenda diplomatique. Prévue pour se produire avant que ne démarre la campagne électorale pour la présidentielle, elle a fait l'objet d'un report à cause de priorités internationales ayant accaparé le temps du chef de la diplomatie américaine. Cela étant avéré, elle n'aurait pas dû susciter les remous algéro-algériens qu'elle provoque depuis qu'il a été su que Kerry viendrait à Alger en pleine campagne électorale.

L'hôtel des autorités algériennes ne pouvait ignorer que le timing de sa visite prêterait à des exégèses et des exploitations de la part de parties algériennes en lien avec les enjeux du processus électoral dans le pays. Ce qui n'a pas manqué de se produire. A commencer par l'explication officielle algérienne qui a tendu à présenter cette visite comme consacrant que pour la plus grande puissance du monde, l'Algérie du président candidat est dans une situation de «normalité» qui n'oblige pas l'administration américaine à renvoyer à plus tard la visite du secrétaire d'Etat sous prétexte que se déroule dans le pays une campagne électorale électrique. Explication bien évidemment refusée catégoriquement par d'autres protagonistes de la vie politique nationale qui voient dans le timing de cette visite l'expression du soutien que les Etats-Unis auraient décidé d'apporter à Bouteflika candidat pour un quatrième mandat à la présidence contesté par de larges segments de l'opinion publique et de la classe politique. Pour eux, le fait même que Kerry s'annonce dans ce contex-

Une visite qui n'en finira pas d'entretenir les controverses

te en est la démonstration.

Le paradoxe est que ceux qui justement voient dans la visite de John Kerry une «ingérence» américaine dans un débat et une confrontation algérienne

ne ne se sont pas pour certains limités à dénoncer ce «fait». Eux qui en effet s'élèvent contre l'atteinte à la souveraineté nationale que constituerait le supposé soutien américain que Kerry serait venu apporter au président candidat, car impliquant de la part de celui-ci d'inévitables concessions sur cette souveraineté nationale aux intérêts américains dans le pays et dans la région, interpellent l'hôte de l'Algérie pour lui demander de s'en abstenir et de cautionner l'opposition au quatrième mandat. Ce qui en définitive revient à admettre que l'ingérence américaine et étrangère en générale serait acceptable si elle converge dans le sens voulu par eux. Tout autant qu'est condamnable l'exploitation que font les autorités de la visite du secrétaire d'Etat américain, le sont aussi les appels lancés à celui-ci pour tenter de le convaincre de leur exprimer son soutien.

Ils ne sont pas sans ignorer que la grande puissance que sont les Etats-Unis n'ont pas d'amis mais des intérêts et qu'elle ne se positionne à l'égard d'un problème d'un pays tiers qu'en fonction de ce qu'elle cherche à en obtenir qui garantisse et fructifie ces intérêts. Solliciter son appui c'est accepter d'entrer dans la logique des concessions, or c'est justement le grief discréditant qu'ils font à Bouteflika. Ainsi va la politique dans les pays où les acteurs de celle-ci sont mus non par l'intérêt national et la défense de la souveraineté du pays, mais par celui du clan et du groupe de pression auxquels ils appartiennent.

Forum global de lutte contre le terrorisme Rezzag-Bara à Rabat

La 5ème réunion du Comité de coordination du Forum global de lutte contre le terrorisme (GCTF) a été ouverte hier à Rabat, avec la participation d'une trentaine de membres du Forum (29 pays et l'Union européenne) ainsi que de nombreux partenaires et représentants d'organisations régionales et internationales. L'Algérie est représentée par M. Kamel Rezzag-Bara, conseiller à la présidence de la République.

Plusieurs thèmes seront abordés dans plusieurs séances de travail de cette réunion de deux jours ayant trait notamment à la mise en œuvre des différents mémorandums, aux

initiatives inspirées par le GCTF et au renforcement de la coopération avec l'Organisation des Nations unies (ONU) et les organisations régionales. Coprésidé par les Etats-Unis et la Turquie, le GCTF est une plateforme informelle multilatérale de lutte contre le terrorisme qui vise à identifier les besoins essentiels des civils en matière de lutte contre le terrorisme, à mobiliser l'expertise et les ressources nécessaires pour y répondre et à renforcer la coopération internationale dans ce sens.

Le Forum a été lancé le 22 septembre 2011 à New York lors d'une réunion des ministres des Affaires

étrangères de 30 pays en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. Le GCTF se compose d'un comité de coordination de niveau stratégique, de cinq groupes de travail thématiques et régionaux dirigés par des experts et d'une petite structure administrative. Les groupes de travail se concentrent sur le secteur de la justice pénale et l'Etat de droit, la lutte contre l'extrémisme violent, le renforcement des capacités de la région du Sahel (coprésidé par l'Algérie et le Canada), le renforcement des capacités de la région de la Corne de l'Afrique, la détention et la réinsertion.

Tirage du N°5886
119.591 exemp.**Le Quotidien**
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.32.63.09
32.72.78 / 32.91.34
32.86.66 / 32.86.67 / 32.86.68**Fax Pub:** 041.32.69.06
Fax et Rédaction
041.32.51.36 / 32.69.06**Imp.: Oran** : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Rédaction Algéroise**
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57**Rédaction Constantinoise**
Tél. : 031.64.19.81 - Fax : 031.64.19.80**Pub**
Tél. : 021. 64.96.44**Diffusion** : **Quest:** SEDOR Tél.: 041.58.85.52
Centre: SEDOR - **Est:** SO.DI. PRESSE - **Sud:** TDS

Conflit à Lafarge Des proches de grévistes de la faim bloquent l'accès à l'usine

Dans la journée d'hier, le conflit opposant seize travailleurs grévistes de la faim depuis vingt-cinq jours à leur employeur à Oggaz a cessé d'être un duel.

Ziad Salah

Désormais d'autres acteurs se trouvent sur la ligne de ce front. En premier lieu, les parents des grévistes de la faim, qui, par leur action d'hier, ont réussi à desserrer l'étau exercé sur le mouvement de leurs enfants et à faire sortir le conflit sur l'espace public d'une manière des plus inattendues.

En effet, en coupant la route dès sept heures du matin, empêchant une centaine d'engins, gros porteurs, d'accéder et de sortir de l'usine Lafarge d'Oggaz, ils ont obligé les autorités locales à considérer autrement ce conflit. Ainsi donc, désormais, les parents des grévistes de la faim et les autorités locales, notamment la wilaya de Mascara, se trouvent partie prenante de ce bras de fer qui perdure depuis plus de quatre mois.

Rappelons que les grévistes de la faim réclament leur intégration et des indemnités.

Premier résultat concret de cette évolution, le wali a finalement accepté le principe de recevoir les grévistes et de dialoguer avec eux. Mais on ne peut pas parler de négociation puisqu'il se confine dans sa position de représentant de l'administration publique. Dans son cabinet, il nous confie que sur les treize décisions de justice, dont il détient des copies des jugements, aucune ne plaide en faveur de la réintégration des travailleurs. Ce qui laisse supposer que ces grévistes de la faim ont perdu une première bataille sur le plan juridique en premier. Par ailleurs, il nous lira de larges extraits d'une

correspondance adressée par la direction de Lafarge à l'union de wilaya de l'UGTA. Des perspectives d'arrangement sont clairement perceptibles, malheureusement pas pour tout le groupe des grévistes. Quand nous avons quitté le cabinet du wali, il devait s'entretenir avec les grévistes de la faim. Deux heures auparavant, la situation a failli dégénérer, quand un officier de la Gendarmerie a ordonné à ses troupes de se préparer à une intervention pour libérer la route menant de et vers l'usine Lafarge. Signalons que l'action des parents, entamée à sept heures du matin, a pris au dépourvu tout le monde. Au moins une dizaine de bus des travailleurs n'ont pas pu rejoindre le lieu de travail à temps. Il fallait faire un grand détour, par le chemin des carrières pour rejoindre l'enceinte de l'usine. Quant aux camionneurs, ils ont été obligés de stationner, formant un bouchon de plusieurs kilomètres.

S'agissant de la santé des grévistes de la faim, elle se détériore jour après jour. La tension artérielle ne franchit pas la barre de cinq. Jusqu'au milieu de la matinée, l'affaire de blocage de la route menant de et vers l'usine était strictement affaire des parents, notamment des vieilles femmes et des enfants. Mais dès que les grévistes ont eu vent de l'intention des éléments de la Gendarmerie d'user de la force pour libérer le passage, les grévistes de la faim ont quitté leur campement pour rejoindre les leurs. En tout cas, la matinée d'hier a été un tournant dans ce conflit qui perdure et dont l'enjeu, désormais sont des vies humaines.

Service national La situation de plus de 100.000 citoyens régularisée

La situation de 101.645 citoyens, vis-à-vis du service national, a été régularisée depuis le début de l'opération, en mars 2011 et jusqu'au 20 mars 2014, a indiqué, mercredi, le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué, précisant que l'opération se poursuit dans de «bonnes conditions». Le ministère informe que la régularisation de la situation vis-à-vis du Service national des citoyens âgés de trente (30) ans et plus, décidée par le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelaziz Bouteflika, «se poursuit dans de bonnes conditions», a souligné la même source.

«A ce titre, et depuis le début

de cette opération, en mars 2011 et jusqu'au 20 mars 2014, le nombre de citoyens ayant bénéficié des mesures présidentielles s'élève à 101.645 citoyens, dont 2.106 résidant à l'étranger», précise le communiqué. Dans le cadre de ces mêmes mesures, 428.939 retardataires des classes de 2002 à 2010 ont été, également, régularisés pendant cette même période. Par ailleurs, le MDN porte à la connaissance des citoyens que les centres du Service national, à travers tout le territoire national, «continueront à recevoir et à prendre en charge, avec toute la diligence requise, les personnes concernées, et ce, indépendamment des calendriers de passages fixés pour chaque classe».

Registre du commerce Près de 500.000 radiations en moins de 3 ans



Près de 500.000 entreprises ont procédé à la radiation des registres du commerce depuis l'entrée en vigueur, en 2010, de la mesure de facilitation des radiations, apprend-on auprès du Centre national du registre du commerce (CNRC).

«Depuis la mise en oeuvre du nouveau dispositif de facilitation des radiations des registres du commerce des commerçants et des sociétés commerciales le 15 juillet 2010 et jusqu'au 31 décembre 2013, le CNRC a enregistré 496.987 radiations», précise-t-on de même source. Visant l'assainissement du fichier national du registre du commerce, cette opération a été instaurée par la loi de finances complémentaire de l'année 2009. L'article 39 de cette dernière substitue la fourniture d'un extrait de rôle apuré par une at-

testation de situation fiscale pour toute radiation du registre du commerce.

«Cette disposition a levé une contrainte importante qui a permis aux entreprises de procéder à la radiation des registres du commerce se rapportant à des commerces inexistantes sur le terrain», note l'organisme. Selon les données du CNRC, 106.052 radiations ont été enregistrées en 2013 contre 102.371 en 2012, soit une hausse de 3,5%. Par secteur d'activité, le commerce de détail suivi du secteur des services constituent les secteurs les plus touchés par les radiations chez les personnes physiques. S'agissant des personnes morales, le secteur des services a enregistré le plus grand nombre de radiations (+30%), suivi par le secteur de la production industrielle et du BTPH (+ 26%). Les

wilayas ayant enregistré le plus grand nombre de radiations depuis le début de l'application de l'article 39 de la LFC 2009 sont Alger, Sétif, Chlef, Tizi Ouzou, Tlemcen et Oran. Toutefois, les opérateurs ayant radié leur registre de commerce peuvent, en vertu de cette nouvelle mesure, se faire immatriculer et exercer une nouvelle activité commerciale «sans condition particulière». En 2013, le bilan des activités en matière d'inscription au registre du commerce fait ressortir un nombre global (immatriculations, réimmatriculations, modifications, radiations) qui s'élève à 371.235 dont 181.751 créations nouvelles d'entreprises.

Le nombre d'opérateurs économiques inscrits au registre du commerce était de 1.678.791 en 2013, en progression de 5,16% par rapport à 2012.

Raïna Raïkoun

Moncef Wafi

Le syndrome américain

Mais pourquoi est-il venu ? Que cherche-t-il au juste ? Qui veut-il voir et surtout que veut-il faire ? Que

cache-t-il dans sa poche et quelles sont ses arrière-pensées ? Vient-il en ami ? Si c'est oui alors il est l'ami de qui ? Et s'il est l'ami de quelqu'un en particulier, il est forcément l'ennemi des adversaires de son ami. Pourquoi avoir choisi ce moment précis alors que le pays dort et que des candidats parlent en son nom ? Acte délibéré ou hasard du calendrier, difficile de croire que la visite de John Kerry à Alger n'a aucune portée politique. Même si Washington s'en défend, le timing de la présence du secrétaire d'Etat américain, l'équivalent du ministre des Affaires étrangères pour le reste du monde, ne peut que susciter commentaires et points d'interrogations. La nature même de l'hôte de l'Algérie ne peut laisser personne indifférent puisque les Etats-Unis d'Amérique ont leur mot à dire concernant notre cuisine interne, n'en déplaise aux patriotes de dernière minute.

Et même si Kerry n'a rien prévu de partisan dans son escalade algéroise, le fait qu'il débarque à ce moment sur le tarmac de Houari-Boumediene peut suffire à cautionner un candidat au détriment des autres. Cette intrusion «maladroite» ne peut occulter l'intérêt tout stratégique que porte sur nos épaules les grandes puissances militaro-économiques qui voient en l'Algérie un pion important sur l'échiquier régional. Parce que, et malgré notre nombrilisme maladif et notre égocentrisme naïf, on n'est en fin de

compte qu'un pion qu'on déplace sur la carte géostratégique du nouvel ordre mondial qui commence à se dessiner sur la peau des Arabes. Pour ceux qui tirent

les ficelles, gouvernent l'argent et le pouvoir, les pays du tiers-monde n'ont d'intérêts que par ce qu'ils ont dans leur ventre. Pétrole et gaz sont pour eux les seuls critères d'éligibilité à leur monde et une Algérie affaiblie, cernée de toutes parts par des mâchoires prêtes à nous tailler en pièces, reste une parfaite proie à ces prédateurs. Que Kerry débarque chez nous, aujourd'hui ou demain, c'est hier qu'il fallait s'inquiéter quand le pays a été cédé aux industries pétrochimiques. La visite de l'Américain n'est qu'anecdotique dans un contexte qui en regorge. Un fait de match, comme dirait un commentateur sportif qui focalise une attention phagocytée par des détails et des à-côtés insignifiants.

L'essentiel est de deviner les nouveaux compromis consentis pour rester ou devenir président, car il serait malvenu de croire en une indépendance totale et sans partage d'un pays incapable de s'assurer une indépendance alimentaire. Un pays qui est obligé de tout importer sauf les compétences et la bonne gouvernance. John Kerry n'est pas la seule menace qui pèse sur l'Algérie et les ennemis intérieurs sont bien plus nombreux et beaucoup plus dangereux sur la stabilité d'un pays qui ne cesse de vaciller. Kerry repartira d'où il est venu, dans son portefeuille le nom de notre prochain président et dans son attaché-case des promesses, des contrats et surtout, surtout, des concessions. God save us !

فدرالية لجان المساندة للسيد عبد العزيز بوتفليقة

"الإخلاص والاستمرارية"



الاتحاد الوطني للعلميين والتكنولوجيين الجزائريين

Union Nationale des Scientifiques et Technologues Algeriens



كلنا معاك

Le Coordinateur Abdelkader REGUIG

**Le directeur de campagne de Benflis
«Le FIS, c'est fini»
Le directeur de campagne du
candidat Ali Benflis, Abdelkader
Sallat, a exclu catégoriquement
l'idée du retour ou
de la réhabilitation du FIS dissous
dans l'équation politique,
si Ali Benflis est élu président.
Sallat dira texto «le FIS, c'est fini».**

M. Aziza

Cette mise au point faite hier par le directeur de campagne d'Ali Benflis, au Forum d'El Moudjahid, vient ainsi mettre un terme aux suspicions quant à la réhabilitation du FIS sur la scène politique. Mais, pour Abdelkader Sallat, personne ne peut empêcher les membres et les dirigeants de l'ex-FIS, ceux n'ayant pas participé à des actes de violence ou à l'effusion du sang, à exercer la politique. Il a précisé que la mouvance islamiste, qu'elle soit silencieuse ou bruyante, est là, et qu'on ne doit pas la négliger. Dans les détails, il explique qu'Ali Benflis n'a pas lancé un appel aux dirigeants de l'ex-FIS pour un retour sur la scène politique. «Ali Benflis est un homme de droit et soucieux du respect des droits de l'homme». Il enchaîne: «Sa démarche consiste à organiser un dialogue national auquel prendront part tous les partis et la société civile sans exclusion et sans marginalisation afin d'arriver à un règlement consensuel de la crise politique».

Il insiste sur un dialogue qui sera ouvert à toutes les composantes de la société et à tous les courants sans aucune exclusion, et ce pour arriver à une solution consensuelle. Un dialogue qui n'exclura nullement les familles des disparus, a-t-il souligné.

Ali Benflis veut approfondir le projet de la réconciliation nationale, qui reste, selon sa conception des choses, «insuffisant». Mais, avec deux principes fondamentaux: «en interdisant l'utilisation de la religion en politique et l'interdiction formelle de tout acte de violence».

Concernant la visite du secrétaire d'Etat américain John Kerry en Algérie, en pleine campagne électorale, elle est aux yeux du directeur de campagne de Ali Benflis, une visite normale, «une tournée régionale» et «une visite déjà préprogrammée depuis longtemps». Pour Abdelkader Sallat, interpréter la visite de John Kerry comme un soutien au président sortant, c'est aller un peu vite en besogne. «Certes, les Etats-Unis ainsi que d'autres pays ont le droit de s'informer sur le déroulement, la transparence, la crédibilité des élections, mais ni Washington, ni Paris, ni Doha n'ont le droit de choisir un président pour

l'Algérie, le choix revient exclusivement au peuple algérien», a-t-il souligné.

Benflis est contre une période de transition qui entraînera le gel des institutions. Il est pour une transition générationnelle, en créant un pont avec la génération de Novembre. Cette dernière doit remettre le flambeau à celle d'aujourd'hui. Pour ce qui est du rôle de l'armée, Abdelkader Sallat a précisé que le rôle de l'armée dans la Constitution est clairement défini «elle n'intervient pas dans le choix des présidents» ou «dans l'action politique». Mais seulement, a-t-il ajouté, elle est obligée de s'intéresser à la crédibilité des institutions. L'armée a intérêt d'avoir des institutions crédibles à l'issue d'un scrutin transparent. Il explique: «lorsqu'une institution n'est pas crédible, elle est rejetée par le peuple, et si elle rejetée par la violence, ce que nous ne souhaitons pas, c'est l'armée qui doit remettre en ordre, c'est le pompier de la nation», a-t-il précisé.

En niant l'implication des militants du candidat d'Ali Benflis dans des actes perturbant le meeting de la direction de campagne de Bouteflika, Abdelkader Sallat a préféré parler de dépassements flagrants, preuves à l'appui, lors de cette campagne électorale. Il a commencé par le 1^{er} ministre Abdelmalek Sellal qui anime une campagne électorale «avec le costume de l'administration». Il a fustigé le staff gouvernemental qui est en campagne en faveur du président sortant.

Abordant le programme d'Ali Benflis, le directeur de la campagne précise que les deux principaux axes reposent sur l'indépendance de la justice et la révision de la loi sur la corruption.

Car, selon Sallat, la loi contre la corruption de 2006 encourage la corruption au lieu de la répression. «La corruption est devenue un délit avec une peine ne dépassant pas les 10 ans, alors qu'elle était criminalisée auparavant». Pour Sallat, il faut durcir la répression mais aussi juguler les causes de la corruption par la transparence de l'action publique. L'autre promesse de Benflis est de rajeunir l'administration en intégrant les jeunes dans les plus hautes fonctions de l'Etat. Sallat termine «Si Benflis est président, son gouvernement sera constitué majoritairement de jeunes».

De notre envoyée spéciale
à Béchar: Ghania Oukazi

Troisième région militaire, la wilaya de Béchar est de fait une wilaya garnison. Elle l'est d'autant parce que c'est une région frontalière du sud-ouest du pays. Elle partage des frontières longues de 600 km avec le Royaume du Maroc. Elle est à 130 km d'un des points frontaliers. Lune de ses daïras, Beni Ounif, elle, est à peine à 7 km de Figuig la marocaine. La région se doit de faire face à une pression constante d'un trafic de drogue dont l'intensité a augmenté d'une manière fulgurante, ceci, depuis que les mouvements de contestation secouent le monde arabe. La drogue semble constituer aujourd'hui une arme redoutable pour déstabiliser l'Algérie qui a réussi, à ce jour, à ne pas céder aux sons des sirènes qui appellent «au changement».

Abdelmalek Sellal parlera de tout ça lorsqu'il prendra la parole devant une foule dense. La salle omnisports de la ville était pleine à craquer dès le début de l'après-midi. C'est sous les sons joyeux du gnaoui, région réputée pour ce genre de musique, que les partisans de Bouteflika l'ont attendu. Son entrée se fera sous les youyous, les acclamations et des cris stridents, à la limite de l'hystérie. Il commencera par saluer les jeunes venus nombreux. Il convoquera l'histoire pour rappeler le passé révolutionnaire de la région et sa participation dans la guerre contre le co-

Adrar Louisa Hanoune s'en prend aux «impérialistes»

Bentouba Said

La candidate du Parti des Travailleurs (PT) à la présidentielle du 17 avril, Louisa Hanoune, s'est engagée, ce mercredi, à partir d'Adrar, à mettre en place des politiques d'aide au développement économique aux pays du Sahel voisin, afin de faire obstacle à l'ingérence des grandes puissances dans la région et près de nos frontières.

Louisa Hanoune s'est attaquée à ce qu'elle a qualifié de pays impérialistes qui se cachent derrière la démocratie pour influencer les Etats

et changer des régimes pour leurs intérêts. La candidate à l'élection présidentielle a critiqué, également la politique monétaire algérienne, notamment le prêt de 05 milliards de dollars, accordé par l'Algérie, au Fonds monétaire international, en rappelant la position du FMI contre l'Algérie, durant la décennie noire où notre nourriture même, était en danger. Elle a, aussi, appelé à investir nos fonds dans le développement local et la création d'emplois pour les jeunes Algériens, ajoute Louisa Hanoune. Localement, la candidate du PT s'est

Touati à Mascara Une carte de vote magnétique pour empêcher la fraude

Le président du Front national algérien (FNA), Moussa Touati, candidat à l'élection présidentielle du 17 avril prochain, a suggéré mercredi à Aouf (wilaya de Mascara) l'utilisation d'une carte de vote magnétique afin d'empêcher la fraude électorale. «Je lance un appel aux autorités du pays pour utiliser une carte de vote magnétique, équipée d'une puce électronique afin d'empêcher la fraude le jour du scrutin», a indiqué M. Touati dans un meeting populaire, organisé à Aouf, à une cinquantaine de km du chef-lieu de wilaya. «Nous utilisons des cartes magnétiques pour le retrait d'argent dans les

banques et les bureaux de poste ainsi que la carte chiffrée, généralisée pour le remboursement des soins médicaux», a fait observer M. Touati, estimant qu'il est temps de «réfléchir à confectionner des cartes de vote magnétiques». Pour le président du FNA, le recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les différentes opérations électorales devrait permettre de «réhabiliter les droits des démunis, spoliés par un groupe d'individus qui se maintiennent au pouvoir par des procédés bureaucratiques et administratifs facilitant le recours à la fraude électorale». «Vous avez le

Sellal à Béchar Construire un Etat moderne et fort C'est sous un vent violent que l'avion du directeur de campagne de Bouteflika a atterri, hier, à l'aéroport de Béchar. Première étape, une prise de parole en ville, suivie dans l'après-midi d'une virée vers zaouiet Sidi M'hamed Benbouziane de Kenadsa.

lonialisme français. «Béchar est une région de moudjahidine (...), Béchar est connu pour ses martyrs», dit-il. «Bouteflika, le moudjahid, est avec vous, il est connu à Béchar, en février 1957, il vivait ici dans la montagne El Louz», ajoute-t-il. Rappel des réalisations et promesses pour «donner à Béchar plus d'eau pour son agriculture». Paix, sécurité et retour de l'Algérie «dans le concert des nations». Sellal note : «Aujourd'hui, les grands de ce monde rendent visite à l'Algérie». Il fera de la problématique de la stabilité un leitmotiv. Comme il se trouve dans le sud du pays, son évocation de la rente pétrolière et «de son partage équitable» se sont imposés, «pour qu'il n'y ait aucune différence entre le Nord et le Sud, pour ce qui est de l'emploi, l'investissement (...)». Et parce que la région est frontalière et que la contagion de la déstabilisation fait désormais partie de «la politique», Sellal se fera un devoir de parler longuement des jeunes et de leur «encadrement par l'éducation et l'emploi, les droits, les libertés individuelles et collectives...». Le dialogue et le savoir sont évoqués pour «développer la société». Pour en faire «des

hommes libres et nous le resterons jusqu'à la fin de nos jours». Il estime que «seul Bouteflika peut aller loin, loin, pour construire une Algérie forte et puissante». Il promet que «nous serons un pays fort et leader dans la région et en Afrique, nous devons aller de l'avant pour construire un Etat moderne et fort, pour montrer que nous sommes une grande civilisation». Il appelle à «un vote massif le 17 avril, notamment les jeunes (...)». Il lancera à tue-tête que «ceux qui doutent de nous, nous devons leur montrer que hna charika gadra».

C'est en fin d'après-midi que le directeur de campagne de Bouteflika fera un détour de 25 km pour aller à Kenadsa, précisément à la zaouïa de Sidi M'hamed Benbouziane, Saint homme de la région. Il fera comme il a fait lundi dernier dans la wilaya de Relizane lorsqu'il s'est rendu dans la zaouïa de Sidi M'hamed Benaouda, Batache, El Fliti Khams Khmous. Il prendra la baraka des chouyoukh, disciples et gardiens de la zaouïa du cheikh Benbouziane. Couscous et pain traditionnel ont garni les tables comme au temps des waâdat.

engagée, si elle est élue, à donner toute sa dimension africaine à la wilaya d'Adrar, vu son attachement géographique, culturel, économique et social avec les pays africains voisins. Par ailleurs, elle a appelé ses militants et sympathisants à se mobiliser, en masse, le jour du scrutin, pour un sursaut national surtout que le pays vit dans un climat de tension critique, à cause de la situation près de nos frontières, soutenant que la mobilisation pour la stabilité de l'Algérie est un devoir, afin de passer à une nouvelle république.

Violences à Ali-Mendjeli

Le wali de Constantine rencontre les associations de l'UV 14

C'est dans des moments très difficiles pour les habitants de l'UV n° 14 à Ali-Mendjeli, durement éprouvés par les affrontements violents entre bandes rivales, que la wali a cru bon d'organiser une rencontre ce jeudi 3 avril avec les associations du quartier pour débattre de leurs préoccupations.

Abdelkrim Zerzouri

La situation dans ce quartier va de mal en pis, la cité est devenue tout simplement invivable et dans un climat de terreur permanent. Les habitants qui ont saisi l'occasion de la présence du wali et des hauts responsables des services de sécurité qui l'accompagnaient sur les lieux samedi dernier n'ont pas manqué de lui faire part de leurs angoisses face aux risques qui pèsent sur les familles dans des circonstances où plus personne n'est en sécurité avec cette montée de la violence qui dévaste tout sur son passage. Selon certains habitants, ceux qui ont sollicité le wali pour trouver une solution à leur désarroi et qui ont été reçus dans son bureau, ont révélé la préparation d'une marche que compte organiser les habitants de l'UV n° 14 pour crier leur ras-le-bol et lancer un SOS aux autorités pour une meilleure sécurisation des lieux. «Lorsque les choses se gâtent, la plupart des habitants ne vont pas au travail, vu l'impossibilité de laisser les gosses et les mères seuls dans un environnement sauvage, et c'est là un autre souci pour les pères de familles qui vivent dans l'angoisse de perdre leur gagne-pain», relèvent dans ce contexte des habitants. De graves développements du conflit sont donc perceptibles, surtout après l'embrasement vécu durant la semaine écoulée, et le chef de l'exécutif local devrait déployer toute son énergie pour apaiser les esprits, notamment à la veille du scrutin du 17 avril prochain.

D'où le sentiment largement partagé au sein des habitants qui fait croire que cette rencontre avec les associations ne sort pas d'une volonté des pouvoirs publics d'apporter un remède conjoncturel, tout juste un calmant, en attendant de passer le cap des élections présidentielles... «et puis, est-ce qu'il existe des associations dans ce quartier avec lesquelles on puisse sérieusement parler de la violence qui déchire l'UV n°14 depuis six mois ?», ne manque-t-on pas de s'interroger non sans pertinence. Si l'on excepte de parler des associations du temps où ces résidents vivaient dans des bidonvilles, il n'existe aujourd'hui aucune association active à l'UV n° 14, soutient-on. Ajoutant dans cet ordre d'idée que personne ne veut s'engouff-

rer dans ce conflit où le seul langage privilégié est celui des épées et des cocktails Molotov. «Les gens ne peuvent pas s'afficher en tant que représentants des habitants et affronter les bandes mafieuses, car ils seraient dans ce cas dans l'obligation d'assumer leur responsabilité et dénoncer les malfrats à l'origine des troubles violents.

Qui peut prendre pareil risque et livrer les siens à la vindicte ?», estiment plusieurs habitants. Ces derniers précisent qu'il s'agit de dénonciations réciproques, les habitants de Fedj Errih dénoncent ceux de Oued El Had, et ces derniers font la même chose dans le sens inverse, il n'y a aucun accord dans le fond pour sortir de cette situation cauchemardesque. Peut-être les autorités réussiront-elles à calmer momentanément les esprits, comme ce fut le cas lors d'une récente initiative de conciliation menée par les élus locaux de la commune d'El-Khroub, avec à leur tête le P/APC, en l'occurrence le professeur Abdelhamid Aberkane, qui avaient réunis des habitants de l'UV n° 14 autour d'une table garnie de pâtisserie pour signer un pacte de paix, mais il s'est avéré plus tard que ceux qui ont mangé les gâteaux n'avaient aucune emprise sur le conflit dont les hostilités avaient d'ailleurs repris de plus belle quelque temps après ce conciliabule. Bien sûr, même si l'initiative conjoncturelle prend sa légitimité dans le rôle d'un commis de l'état, il serait faux de croire que le wali souhaite uniquement apporter à travers cette rencontre un palliatif temporaire pour passer le scrutin dans le calme.

Le chef de l'exécutif n'a pas raté une seule occasion depuis son arrivée à Constantine pour appeler le mouvement associatif à s'organiser en force de proposition, en tant que partenaire solide pour apporter des solutions efficaces aux préoccupations des populations, et pas seulement aujourd'hui à l'UV n° 14, plaident d'autres avis au sein de la société civile. Estimant à ce propos que les habitants ont, eux aussi, leur part de responsabilité et doivent de ce fait participer aux efforts pour dégager une solution radicale aux problèmes qui leur empoisonnent l'existence.

Attendons, donc, les débats et les décisions qui découleront de cette rencontre avant de tirer toute conclusion hâtive.

Piratage

La contrefaçon, un véritable casse-tête

Salah-Eddine K.

Ce sont 1.739.829 supports (CD, DVD, MP3, DVX) illécites contenant des œuvres piratées qui seront détruits aujourd'hui au palais de la culture Alger. 300 artistes locaux ou vivant à l'étranger ont été conviés à cette cérémonie. L'opération de destruction de ces supports se fera également en présence de la ministre de la Culture Khalida Toumi ainsi que d'autres membres du gouvernement. «Cette action est un signal fort pour dire que l'Etat est respectueux des droits d'auteur autant qu'il protège la propriété intellectuelle», indiquait hier le DG de l'ONDA, Samy Ben Cheikh El-Hocine, dans une conférence de presse tenue à la salle Aïssa Messaouden au siège de la radio nationale. L'opération de destruction constitue l'aboutissement d'un «long processus de lutte» qui a abouti à cette saisie par les agents de l'ONDA avec la collaboration de la gendarmerie nationale, la sûreté nationale, la douane... Selon le conférencier, cette prise représente les saisies opérées pendant l'année 2013 alors qu'auparavant, poursuit-il, et jusqu'en 2012 «nous n'avions saisi qu'un million de supports en 9

années». Une nette progression qu'il attribue à l'implication de ces institutions dans la lutte contre la contrefaçon.

Si les artistes sont touchés de plein fouet par la contrefaçon, les producteurs ne le sont pas moins, selon l'orateur. Ils disparaissent tant le phénomène de la contrefaçon prend de la proportion. La plupart d'entre eux ont été contraints de fermer boutique, indiquait l'orateur. «A quoi bon investir de l'argent et enregistrer des œuvres de musiciens ou chanteurs et retrouver par la suite mon produit piraté qui s'écoule sur le marché et profiter à d'autres», disent les producteurs, selon le conférencier pour illustrer leur malaise et leurs craintes devant l'ampleur de la contrefaçon.

Répression et sensibilisation sont les 2 volets sur lesquelles l'Office fonde sa stratégie. Elles vont de pair, selon le conférencier, puisqu'il faut sensibiliser le public et particulièrement les jeunes sur la nécessité de la protection des œuvres intellectuelles. Il dira que le 26 avril prochain, un cours sera donné par les enseignants sur la question du piratage dans l'ensemble des établissements scolaires. Bien des pays ont été intéressés par cette initiative pour la reproduire chez

eux à la même date. L'enjeu est important surtout lorsqu'on sait, indique le DG de l'ONDA, que des institutions, ministères, banques, hôpitaux et autres institutions de l'Etat utilisent, malheureusement, des logiciels contrefaits pour leur service. Il citera à titre d'exemple le fabricant américain de logiciel Microsoft qui se plaint d'être lésé par cet état de fait. «Que ces institutions se pourvoient de logiciels originaux !». Pour le reste, l'ONDA promet de lutter sans merci contre les produits contrefaits fussent-ils des logiciels. «Nous sommes déterminés à assainir la situation car nous sommes interpellés sur la question par notamment les pays européens et les Etats-Unis».

L'ONDA qui par le biais de ses 14 agences arrive tant bien que mal à faire payer des redevances auprès des utilisateurs (discothèques et autres utilisateurs de ces produits), ne le fait pas encore pour les télévisions privées qui se sont multipliées depuis quelque temps. Le conférencier lancera un appel pour que les responsables de ces chaînes se rapprochent de l'ONDA et promettra que des solutions seront trouvées en prenant en ligne de compte les intérêts des uns et des autres.

Ouargla

Un Malien condamné à dix ans de prison

Une peine de 10 ans de prison ferme assortie d'une amende de 5 millions de DA et la confiscation des objets saisis, a été prononcée mercredi par le tribunal criminel d'Ouargla à l'encontre d'un ressortissant malien répondant aux initiales de M.A.M.

Le mis en cause a été inculpé pour détention d'arme à feu et de drogue et entrée illégale sur

le territoire national. Selon l'arrêt de renvoi, l'affaire remonte à avril 2013 lorsque le mis en cause a été appréhendé dans la région frontalière de Tinzaouatine (Tamanrasset) en possession d'une arme à feu de catégorie 4 (Tokarev), de munitions (trois balles), d'un téléphone cellulaire et de 250 grammes de kif traité. Le ministère public avait requis une

peine de 20 ans de prison ferme contre l'inculpé qui avait avoué lors de l'instruction préliminaire avoir adhéré à un groupe terroriste, bénéficié d'une formation sur l'usage des armes, pour avoir voulu ravitailler des terroristes et observer les mouvements des services de sécurité avant de se rétracter par la suite pour échapper à la responsabilité pénale.

Franchissant les frontières algériennes Des familles tunisiennes demandent de l'aide

A. Chabana

Des familles tunisiennes ont franchi ces derniers jours les frontières, dans la région de Bir El-Ater, au sud de la wilaya de Tébessa. Hommes, femmes et enfants ont ainsi pénétré sur le territoire national, fuyant leurs villages et douars, pour des raisons sociales, selon les témoignages de certains d'entre eux. Poussés par la misère et le chômage, des pères de familles ont choisi malgré eux de solliciter l'assistance de leurs

voisins algériens. Ce que ces derniers n'ont pas tardé à leur offrir, en attendant l'apport des autorités locales, concernant surtout la prise en charge médicale pour les enfants malades, solidarité oblige.

Ce n'est pas la première fois que des ressortissants de ce pays voisin viennent chercher l'aide chez nous et que les services de sécurité veillent au grain pour contenir un éventuel flux de migrants pris au dépourvu par les conditions d'une vie de plus en plus difficile.

Tébessa

Deux morts dans un accident de la route

Une fois de plus, la RN16 sur son tronçon routier reliant Tébessa à Morsott dans le nord de la wilaya a été le théâtre d'un accident mortel.

En effet, dans l'après-midi d'avant-hier, deux véhicules touristiques se sont télescopés. Bilan : 2 morts sur le coup, un

étudiant et un lycéen, en plus d'un blessé grave. Les corps des deux victimes ont été transférés à l'hôpital Ali-Haouam de Morsott. Les services de la gendarmerie ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances du drame.

A. C.

Accidents de la route 56 morts et 770 blessés en une semaine

Cinquante-six (56) personnes sont mortes et 770 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation routière survenus à travers le territoire national durant la période allant du 25 au 31 mars 2014, a indiqué mercredi la Gendarmerie nationale dans un bilan hebdomadaire.

Le bilan fait ressortir une augmentation du nombre de décès (+8), de blessés (+49) et d'accidents (+5). Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Batna avec 18 accidents, suivie des wilayas de Msi-la (17 accidents) et Alger et Oum El-Bouaghi (16 accidents). L'excès de vitesse, les dépassements dangereux, le non respect de la signalisation routière et de la distance de sécurité ainsi que la négligence des piétons restent les principales causes des accidents de la route, rappelle la même source.

Le système politique algérien représente une certaine insertion de la société algérienne dans le monde, il fait partie d'une certaine administration du monde et de ses compétitions.

■ Système politique, changement et solidarités

Par Arezki Derguini

En même temps qu'il est une formation de la société algérienne, il est un système d'administration de la société algérienne par le monde. Tout comme le système colonial représentait un système d'administration de la société algérienne par la puissance coloniale, un mode d'intégration de la société algérienne dans le monde. C'est le combat de la société algérienne pour une meilleure insertion dans le monde qui a conduit à la transformation du système d'administration de la société algérienne. Combat qui a été précédé par celui d'autres sociétés en Amérique latine, en Asie, qui a fait partie de l'« esprit » d'un siècle.

Combat enfin persistant aujourd'hui que l'on peut toujours décrire comme relevant du désir ordinaire de vivre comme les autres et que nous partageons avec d'autres pays, avec plus ou moins de réussite. S'il fut armé, cela ne tient pas seulement à la conjoncture coloniale mais aussi à la nature de la domination première d'une société. De ce point de vue on peut affirmer que la formation de l'Etat-nation algérien, comme dans beaucoup d'autres pays, sinon tous, a eu pour noyau structurant la formation d'une armée, la monopolisation de la violence.

La séparation des pouvoirs commence par la

monopolisation de la violence et se poursuit par sa soumission au droit. A l'échelle du monde l'administration militaire de la société a toujours précédé celle de son administration civile. L'armée des frontières contre l'organisation des wilayas, après qu'elle eut été très affaiblie par le colonialisme, a imposé l'Etat central et la centralité de l'armée algérienne dans le système politique algérien. On ne peut dire que cette centralité ait correspondu exactement au choix de la société algérienne, mais plutôt celui d'un monde et d'une France jacobine qui n'en imaginait pas d'autre administration et qui en avait produit les ressources.

Aussi peut-on dire que les combattants algériens dans leur construction militaire furent pris dans des choix qui n'étaient pas tout à fait les leurs, mais ceux que le monde pouvait leur laisser prendre. L'armée française leur en procura quelques ressources. Le monde avec ce qu'il leur laissait comme charge (société déstructurée, nouveaux combats extérieurs), comme responsabilité (paix civile, progrès social et matériel), valeurs et idéologie.

Le système politique algérien militarisé est bien donc le produit du combat d'une société dans un monde qui l'a soumise à une administration militaire étrangère et qui lui a donnée les moyens, qu'elle a bien pu prendre, de se libérer. Fermer le système algérien du côté du monde tout comme de la société, c'est ne pas pouvoir rendre compte des rapports de forces, des interactions desquels il relève. Avec l'uni-

versalisation de l'Etat-nation, suite à une administration militaire et étatique centralisée, à l'heure d'une idéologie socialiste triomphante dans les mouvements de libération, on ne pouvait produire n'importe quel système politique. Nous avons suivi la pente la plus facile, compte tenu de notre histoire, de nos savoir-faire et des visions du monde et de soi qui nous étaient disponibles. La démocratie comme système politique était certes présente à l'esprit d'une faible élite mais la société n'était pas suffisamment imprégnée de ses valeurs. L'opposition entre décideurs et non décideurs algériens n'est donc pas pertinente à ce niveau pour rendre compte des dynamiques politiques. On ne peut imaginer que tout le processus de décision ne soit pas pris dans le même mouvement. Il faudrait parler ici de dispositions de la société et du monde vis-à-vis d'une certaine administration. Dispositions^[1] que développent davantage les parties les plus avancées de la société certes, mais qui sont suffisamment partagées pour soutenir un système du monde et de la société. Et ce sont ces dispositions qui expliquent les faibles mobilisations sociales en vue d'une transformation sociale en même temps que les attachements au système.

Comment donc envisager l'évolution du « système algérien ». Notre problématique du changement est celle d'une mutation qui consiste dans un processus nécessaire de civilisation du système d'administration militaire^[2]. Le système doit muter, avec le monde et la société, engagés dans des processus de complexification croissante. Il est devenu archaïque et pléthorique et ne peut plus faire face aux exigences du monde et de la société, il devient trop coûteux parce que ne pouvant développer les ressources nécessaires à sa complexification^[3]. Aussi, la mutation du système aura lieu d'une manière ou d'une autre, l'intégration de la société au monde et sa régulation aura lieu d'une manière ou d'une autre^[4]. Pour avoir tourné le dos au monde dans le passé, ignoré l'émergence des Etats-nations, nos constructions sociales ont du le subir. Cette mutation sera accompagnée et verra ses coûts réduits si nous comprenons la problématique du changement dans lequel nous sommes pris, elle sera subie et coûteuse si nous la méconnaissions. Les luttes locales dont il faudrait savoir au demeurant comment, par qui et pourquoi elles nous sont inspirées^[5], ne pourront être pertinentes qu'à la condition d'avoir intégré une telle problématique. Elles ne peuvent aller à con-

tre-courant du monde sauf à se réfugier dans ses marges. Elles doivent l'anticiper pour mieux être portées par ses forces. Aux yeux du système de droit international, la primauté du national sur l'international est un fait. Au plan réel, si les administrateurs du système ne peuvent plus faire face à la demande sociale, aux mutations du monde, la civilisation du système sera simplification, appauvrissement au lieu de complexification. Dans un cas il y aura division croissante du travail, spécialisation des tâches et bonne insertion dans le monde, dans un autre, réduction du nombre des tâches, marginalisation.

Dès lors donc que ni les élites, ni la société ne sont en mesure de percevoir les transformations du monde, dès lors qu'elles ne pourront pas relever ses défis, nous irons vers une libéralisation forcée (forme de la civilisation par réduction), où l'administration devra se défaire d'un nombre important de ses charges. Le secteur de la sécurité est l'un des plus exposés, quoique l'on puisse croire aujourd'hui, contrairement à nos partenaires étrangers, qui nous demanderont en premier lieu de réduire ces coûts indirects en cas de défaillance étatique. Ce secteur, au sens large, est en effet le premier secteur qui devra civiliser ses effectifs. Civiliser pouvant signifier livrer à l'inactivité au lieu de verser dans une nouvelle activité civile. On civilisera d'un côté et militarisera de l'autre. La régulation de la société devra alors recourir à plus de violences, on se rapprochera du dualisme colonial au lieu de s'en éloigner. Il est impératif donc que nous réduisions nos coûts sociaux indirects, que nous accroissions notre capital social pour aller vers de nouveaux investissements humains et matériels en mesure de créer de nouvelles ressources et de nouveaux emplois. A titre d'exemple, la civilisation du secteur de l'information permettrait un meilleur fonctionnement des institutions en réduisant l'asymétrie entre le pouvoir exécutif et les autres pouvoirs. La monopolisation de l'information par l'exécutif et le secteur de la sécurité bloque le développement de la société civile. L'attachement au système et la faiblesse de la mobilisation sociale pour le changement s'expliquent aussi par la peur de l'avenir, la « crise de l'avenir » comme crise des capacités de la société à se projeter dans le futur. Ce n'est donc pas un hasard si l'aspiration à la stabilité soit une aspiration réelle bien que négative. Le navire coule mais les voyageurs n'ont pas d'autre planche de salut.

Suite en page 8

■ Lendemain de débâcle électorale socialiste en France

Par Abdelhak Benelhadj

Le parti socialiste a subi un véritable naufrage électoral ce dimanche. Les élections municipales, comme en de nombreuses circonstances similaires, bien qu'elles n'aient en principe qu'une portée locale, ont exprimé un désaveu cinglant de la politique menée par le président F. Hollande et son gouvernement. Cette fois-ci la défaite est particulièrement sévère. Au moins 155 villes de 9.000 à 100.000 habitants ont basculé de gauche à droite en ce deuxième tour.

De toute son histoire, jamais le PS n'a connu une déroute aussi cuisante.

De nombreuses métropoles - certaines d'importance - ont été conservées à gauche : Rennes, Avignon, Lille, Strasbourg, Lyon, Metz... et Paris. Mais Limoges, à gauche depuis 1912, a été perdue et d'autres fiefs, de même culture et tradition politique au moins depuis une génération, ont basculé à droite.

Le Front National n'a pas été en reste, et cela bien que son succès a été moins net que les sondages et médias l'annonçaient. Il récupère une quinzaine de municipalités de plus de 9000 habitants. Dont Béziers qui est désormais dirigé par un nostalgique de l'Algérie française. Et plus de 1000 conseillers municipaux pour s'ancrer, se stabiliser localement et préparer les futures échéances électorales.

En fait, le Parti socialiste a perdu plus que des élections. Il a perdu le peuple de gauche. Le parti des abstentionnistes majoritairement de gauche est devenu (nouveau record à 36.3% qui rejoint les records observés dans les autres démocraties représentatives) le premier parti de France.

Mais pour ceux qui partagent son idéologie, fondamentalement populaire, le Parti Socialiste a perdu le peuple de France tout entier.

Après ces désastreuses municipales, les futures élections européennes, fin mai, annoncent de nouvelles déceptions. De cette prochaine compétition à la proportionnelle, le FN s'en frotte les mains. La droite aurait tort de se réjouir des déboires socialistes (certains élus UMP s'en gardent bien).

Que s'est-il donc passé ? Après le premier tour, des responsables socialistes expliquaient que leur défaite venait de ce que la droite a repris à son compte les thématiques de l'extrême droite : sécurité, émigration...

Une vieille rengaine sans consistance reposant sur un idéalisme philosophique désuet qui fait peu de cas de la situation réelle des Français et renvoie sur d'autres ses propres insuffisances. Au reste, à observer la carte électorale du FN, on découvre qu'elle recoupe pour l'essentiel celle de la France du chômage et non celle des idées.

Ce ne sont pas des idées qu'attendent les Français de leurs élus, mais des actions efficaces pour soulager le quotidien de ceux dont le nombre augmente sans cesse et rapidement.

Entre « pacte de responsabilité » et « pacte de solidarité »

Après le second tour des municipales, la communication change de registre : ce n'est pas le PS qui est bloqué mais toute la France. Tous ses dirigeants quelle que soit leur couleur politique, ont affaire à la même contradiction. Et ce serait d'ailleurs à cause de cette contradiction constitutive qu'aucune majorité ne conserve de mandat deux fois de suite depuis 1986 (première « cohabitation » sous la V^{ème} République).

A peine élue elle trahit ses promesses. A peine élue elle est déjà contestée et rejetée. Et les cycles se raccourcissent dangereusement.

- D'un côté une recherche de sécurité, de protection sociale, de services publics, d'emplois. La plupart d'entre eux veulent aussi conserver l'euro. Mais - d'un autre côté payer de moins d'impôts

et de cotisations sociales, moins de dettes, de plus de « liberté », de moins de déficits, de plus d'Europe.

En un mot, si l'on en croit la porte-parole du PS, les Français tiennent à la fois à leur politique sociale et à l'équilibre budgétaire capital pour maintenir le rang de leur pays dans le monde et en Europe.

On peut deviser longuement sur les théories et les politiques économiques : de Keynes à Laffer, de Schumpeter aux monétaristes de l'Ecole de Chicago, en passant par Leontief ou Stiglitz.

Malheureusement, le fond du problème est ailleurs :

1.- le président Hollande a renié le programme politique sur lequel il a été élu dès les premières semaines de son mandat en 2012. (Mitterrand - attentif aux conseils prodigués par les « visiteurs du soir » - a attendu lui près de deux ans). Et cela même si Hollande s'est habilement débrouillé au cours de sa campagne pour éviter de répondre précisément à certaines questions... Chacun voyait bien que le président reniait son programme au fur et à mesure qu'il l'annonçait.

2.- Les politologues surestiment souvent l'impact des idéologies dans la mobilisation des foules. Les peuples sont plus pragmatiques et moins benêts que ne le croit les Spin Doctor. Les électeurs de F. Hollande auraient à la limite consenti à la « trahison » de ses engagements (une prescription cardinale chez les hommes politiques « professionnels », selon certains « spécialistes ») si sa politique avait obtenu des résultats. Or de résultats point.

La France bat des records : en matière de chômage, de déficit budgétaire (3% inatteignables en 2015), de déficit commercial, d'endettement (93,5% du PIB en 2013, après 90,2% en 2012). L'investissement et la croissance sont en panne, le nombre de faillites s'accroît, la désindustrialisation s'accélère, les parts de marché de l'économie française se rétrécissent...

Au point qu'ayant ratifié le Traité de Lisbonne (signé par Nicolas Sarkozy) et donné des gages à Bruxelles, Paris est sous la menace de rétorsions à la fois de ses partenaires et des marchés. Les agences de

notation lui ont déjà retiré « triple A ».

Mais elle pourrait perdre bien davantage...

Certes, l'Allemagne sait que la France n'est ni le Portugal ni la Grèce. L'impact d'une défaillance française aurait des conséquences incalculables. Et pas seulement sur l'Euroland et l'Union. C'est sans doute pour cela que les taux d'intérêt appliqués au crédit de Paris restent curieusement très proches de ceux de la zone mark.

Mais pour combien de temps encore ?

D'autres questions demeurent sans réponse : Les socialistes ont su très tôt et parfaitement les conséquences prévisibles de leur politique. Quels objectifs poursuivaient-ils au juste ?

Jusqu'à quel point les écologistes ont-ils un agenda commun avec les socialistes et jusqu'à quand conserveront-ils une alliance de gouvernement (avec ou sans participation) qui risque de compromettre des élections européennes qui leur sont ordinairement plus favorable ?

C'est enfin les liens entre le PS et le PC (un parti ouvrier en perdition) qui risquent de se tendre. Les communistes savent ce que leur rapportent les alliances électorales avec leurs frères ennemis. Mais beaucoup de communistes savent ce que cela leur coûte et ce que cela va encore leur coûter...

En attendant, on sert aux Français un nouveau gouvernement dans lequel Montebourg en toute fatuité occupe un siège vide et son ancien titulaire promu sans doute à Bruxelles (sous le contrôle de Francfort, de Berlin et de la cour de Karlsruhe) ira exercer des prérogatives qui désormais ne sont plus à Paris.

La France perd ainsi sur tous les tableaux et se ménage des lendemains difficiles.

De la constitution de la V^{ème} République les gouvernants qui en ignorent délibérément l'esprit, ne retiennent que les pouvoirs conférés à l'exécutif.

Devant le désastre des dernières années et la correction de dimanche dernier, on se souvient que le Général avait remis sa démission pour moins que ça.

■ Système politique, changement et solidarités

Suite de la Page 7

Sil faut tout changer pour que rien ne change-ainsi Machiavel conseillait-il le Prince -, s'il faut que la compétition se poursuive établissant ceux qui ordonnent et ceux qui obéissent, il faut aussi y comprendre la démocratie. La démocratie n'exclut pas une intégration inégale, elle n'a pas déclassé la société de classes. Le système capitaliste mondial a seulement permis à l'Occident de la faire coexister. Avec l'intensification de la compétition mondiale, avec la crise de la société salariale et de son Etat-providence, le modèle occidental est en crise, le monde fait lui-même face à la « crise de l'avenir ». La démocratie politique ne résoudra pas les crises culturelles comme difficulté à investir l'avenir. Bref la crise du politique, que sous tend la crise de la société salariale et du lien citoyen, mine la démocratie partout dans le monde. Chez nous, la politique économique comme échange de la paix civile contre la destruction des capitaux naturels, n'est pas simple cynisme, elle est le symptôme de cette incapacité à développer un projet crédible, une politique conséquente. Elle est aussi l'indice d'un système qui se rétracte sur lui-même, qui recourt à ses dernières armes pacifiques. La transformation des rapports de forces dus à un délitement des rapports sociaux ne porteront pas la construction d'un système plus pacifique mais d'un système plus violent. Ce ne sont pas les luttes pour l'alignement des standards de vie qui changeront le système, elles accéléreront son naufrage. La démocratie doit être le moyen d'accorder la société avec elle-même et avec le monde afin que le choc des mutations à venir puisse être amorti par les solidarités sociales, la créativité sociale. Solidarités sociales qui précisément sont en crise. La démocratie ne doit pas signifier intensification des luttes au moment où on peine à les réguler, elle doit signifier apaisement, projection dans le futur. Les mutations à venir que l'on n'arrive pas encore à imaginer, n'épargneront aucune société, mais les premières lignes seront les premières à céder. Il y a fort à craindre que ceux qui ne voudront pas plier seront les premiers à rompre. Nous avons peur de l'avenir, mais le plus sage n'est pas de fermer les yeux, il est de le voir venir.

Alors comment construire les collectifs en mesure de porter l'avenir et de l'accompagner ? A cette question, on ne fera qu'ébaucher ici une réponse d'après ce qui a précédé. Tout d'abord construire les collectifs de la société civile, les collectifs d'entrepreneurs et de scientifiques en tant qu'ils nous inscrivent dans la solidarité et la compétition au monde en même temps qu'ils sont portés par la société. Bref, il faut repenser le rapport des élites à la société et au monde. Il faut repenser radicalement les rapports de la compétition et de la solidarité. La société traditionnelle contenait la première, la société actuelle défait les anciennes solidarités, libère la compétition et construit la solidarité nationale selon des normes et des coûts insupportables à moyen terme, bien inspirée ici par le monde et moins bien là. Une compétition avec le monde qui romprait les liens de solidarité de la société, chose à laquelle pourrait conduire une libéralisation forcée, intégrerait une minorité au monde et marginaliserait le reste. Etant donné le délitement actuel des rapports sociaux cela ne peut conduire qu'à une plus grande désintégration de la société, une plus grande intensification de chacun contre tous plutôt qu'à une inégale intégration. Les compétitions oligarchiques et les solidarités de compensation (Serge Paugam) actuelles sont destructrices du lien politique. Si nous ne choisis-

sons pas nos compétitions et nos solidarités nous continuerons à subir le délitement de la société. Pour que la compétition ne se transforme pas en guerre, il faut qu'elle puisse être contenue, orientée mis au service du plus grand nombre. Une démocratie politique qui ne serait pas aussi économique ne peut voir le jour aujourd'hui.

Repenser les rapports de la compétition et de la solidarité, consiste à recadrer la compétition de sorte à ce qu'elle produise du lien social et des biens matériels.

Il faut admettre aujourd'hui que la cohésion nationale ne peut plus être maintenue sans certains équilibres régionaux et interrégionaux. Solidarité nationale et solidarités locales doivent se soutenir et non pas simplement se concurrencer. Les crises du Mzab, du Sud, pour ne parler que des plus récentes ne doivent plus être éludées. L'inégal développement des régions, des communautés et des autres paliers d'intégration est un moteur du développement s'il ne conduit pas à la marginalisation, à la désintégration. Les échelles d'intégration doivent se compléter du local à l'international. Le sentiment national ne peut être porté par des défaites qu'au risque de se transformer en xénophobie. Il faut repenser la compétition, la solidarité au sein des régions et entre les régions.

Le lien d'interdépendance de la société salariale ne peut plus porter à lui seul la solidarité nationale. La compétition doit toujours comprendre une base de solidarité, tel est le point de départ de la construction du collectif. Là où il ne peut y avoir de solidarité, la compétition se transforme en désintégration. Le « système » ne peut certes changer de lui-même, mais la menace d'une dislocation de l'unité nationale est une menace sur sa propre existence, sur ses propres équilibres, les positions de chacun. Il doit changer avec le monde et la société pour que la paix soit préservée. La désintégration nationale le contraindra à aller au combat, à multiplier les sacrifices, à se reformer. Face aux défis du monde et de la société c'est d'abord l'élite qui est interpellée, dans ses faiblesses et ses forces. Et étant donné la concentration des ressources, le suivisme d'une partie d'entre elle, on devine quelle est la première élite concernée.

Repenser la solidarité

Qu'est ce qui nous pousse à « faire société »^[6] ? Pour ce qui nous concerne, on peut répondre aujourd'hui que c'est notre polarisation, notre distribution, les relations de dépendance qu'établissent entre nous la défense et la répartition du produit de la rente. Nos frontières extérieures délimitent l'espace de répartition, nos projets, notre système de prix répartissent le produit de la rente entre nous. Aussi refusons nous une vérité des prix qui n'est pas dans les prix mais ailleurs, rechignons nous à ouvrir nos frontières, à mettre en commun, à valoriser avec nos frères tunisiens et marocains nos précieuses ressources. La lutte pour l'indépendance, la récupération de nos richesses nationales, s'est poursuivie par la construction d'un système de défense et de répartition de ces richesses nationales. Avec le socialisme étatique comme système politique, nous n'avons pas accru nos libertés en recherchant une meilleure insertion productive dans le monde. Au lieu de vouloir nous assurer la coopération des forces du monde, nous avons voulu nous protéger de leur immixtion. Nous avons ainsi échoué à valoriser nos ressources, à asseoir notre pouvoir d'achat sur une puissance productive qui s'est rabattu sur la seule exploitation de nos richesses en hydrocarbures. De sorte que nos liens de dépendance ne se sont pas construits autour d'une compétitivité industrielle, d'une coopération internationale, d'une place que nous occuperions dans

le système productif du monde, mais par une contribution à l'alimentation de ce système en énergie non renouvelable et des luttes autour de la répartition nationale de son produit. Aussi peut-on extrapoler et dire que le « système » n'a pu faire de ses « seigneurs » que ses premiers profiteurs. Quelle autre tâche pourrait-on leur assigner que celle de le maintenir en équilibre, de gérer ses tensions de sorte qu'il persiste ? Quel bénéfice, quels prélèvements et quels investissements pourraient faire les administrateurs d'un tel système de défense et de répartition ? Au moment où la spéculation dans le monde fait rage, la précarisation du travail salarié s'accroît. Nous faisons société au travers d'un système. Aussi n'a-t-il pas un dedans et un dehors, ne s'oppose-t-il pas en un système et une société, mais se construit-il au travers de paliers d'intégration, d'une intégration assurée à une intégration marginalisée^[7] où les solidarités vont décroissantes. Quand les solidarités ne font plus système il y a désintégration du système et construction de solidarités de compensation. Seront-elles en mesure de faire système à nouveau, sous quel principe de composition ? C'est à cette question que doivent répondre ceux qui veulent construire un nouveau système. Les ruptures des liens sociaux vont venir, la question est de savoir comment les recomposer et de leur faire faire système. Je ne crois pas que nous détenions quelque solution prête à l'emploi. Il nous faudra d'abord découvrir la société réelle que nous avons appris à méconnaître. Il faudra ensuite engager des débats réels, en nous rappelant que les solutions doivent être à la mesure de la société et non de quelque rationalité abstraite. Ainsi s'engage une démarche démocratique, peut se civiliser l'administration de la société plutôt que de souffrir une trop grande inégalité d'intégration. Nous sommes tous coincés dans un tel système, vouloir l'infléchir de l'intérieur, du haut vers le bas, serait s'épuiser contre ses digues, si nous n'avons pas compris le principe de sa composition et de sa décomposition. Notre système de solidarité construit sur la base de ressources non renouvelables aura la durée de vie de ses ressources. La montée des aspirations sociales ne pourra qu'intensifier leur raréfaction. Ceux qui prônent l'exploitation du gaz de schiste en ont certainement le sentiment en même temps que celui de la destruction que cela signifie, mais ils sont dans une logique qu'ils ne peuvent quitter qu'au risque de perdre leur position. Pour diminuer les pertes qu'occasionnera le passage d'un système à un autre, il faut penser la transition.

Changer de système c'est recomposer le système des solidarités étant donné une production et une circulation des biens. Aujourd'hui nous exportons nos richesses épuisables, demain cela aurait pu être la population active instruite, n'était-ce un monde qui ne peut l'accueillir. Nous irons donc vers une « compression de la demande » sociale de manière autoritaire, nous reviendrons à une régulation militaire de la violence sociale, la plus coûteuse humainement (pour la société) et la moins chère financièrement (pour l'Etat). Peut être sera-ce là, la tâche du successeur de Bouteflika, car pourquoi changer de préposé au système avant qu'il ne faille vraiment en changer ?

Les difficultés pour la construction d'un système de solidarités soutenable concernent les questions de la monopolisation de la violence et de la fiscalité. Les prélèvements informels des forces de l'ordre préfigurent les prélèvements futurs des forces armées. On ne peut passer brutalement d'une fiscalité pétrolière à une fiscalité consentie, il faudra qu'émerge un autre rapport de la société au temps, à l'organisation collective, bref qu'émerge un sec-

teur productif que la société accepte de construire. Pendant ce temps, si de telles émergences tardent pour prendre en charge les coûts de la solidarité, il faudra réduire de manière drastique les coûts que supportent les secteurs improductifs, le secteur de la sécurité dont les charges auront augmenté. Tout se passe comme si, aujourd'hui le démantèlement de ce secteur avait commencé, sans que pourtant n'émergent de nouvelles élites en mesure de construire un nouveau système de solidarités.

Pour recomposer le système de solidarités, il faut quitter le modèle français et s'inspirer davantage du modèle américain d'intégration. Jacques Donzelot comparant les politiques de la ville en France et aux Etats-Unis fait « apparaître le jeu des contrastes entre les deux démarches au plan de l'urbain (people versus place), du social (communauté et citoyenneté) et de la sécurité (community policing et restauration du lien social). Chaque politique fait système à sa manière, les manières étant présentées comme deux idéaux-types désignés avec les concepts de communauté civique pour les Etats-Unis et de magistrature sociale pour la France. La différence entre les deux modèles provient de la manière dont ces nations ont établi le contrat social qui les fonde : l'une mettant l'accent sur la confiance (modèle offensif), l'autre sur le consentement (modèle défensif).

Deux termes s'imposent : communauté et social, ils s'opposent par leurs résonances idéologiques, le jeu des oppositions culturelles entre les deux termes alimente la considération des deux démarches : le terme communautaire est associé à celui de la dérive pour la France et social rime avec assistance et dépendance pour les Etats-Unis. D'où l'intérêt de parler de communauté civique, puisque la notion de communauté se place au service d'un objectif civique d'un côté et de préciser que le social en France sert à qualifier la restauration de l'autorité, la magistrature des institutions. La communauté civique et la magistrature sociale sont ancrées dans chaque culture, elles sont philosophiquement opposées. Dans la communauté civique, l'individu est mauvais et la communauté bonne et c'est elle qui endigue ses mauvais penchants. Dans la magistrature sociale, l'homme est bon et la société mauvaise et c'est à l'Etat qu'il appartient d'émanciper l'individu de la société^[8].

La construction étatique peut être de type bottom up (américaine) ou de type top down (européenne). L'échec de la construction étatique en Algérie est celle d'un type (de haut en bas, initié par les monarchies européennes), pas celle de l'Etat tout court. Cet échec ne traduit pas notre incapacité à construire un Etat, mais à refaire l'histoire de la monarchie en quelques décennies. Notre point de départ ne pouvant être celui des monarchies, on devrait plutôt s'inspirer de celui des colons américains, en partant de communautés civiques. Il faut transformer les collectifs territoriaux en communautés civiques, donner à ses communautés la possibilité de faire société, de construire leur intérêt commun. Alors pourra-t-il être possible de supporter les coûts de la construction d'un Etat de droit.

A. D.

1- Cette notion de la sociologie de Bourdieu est attachée à sa théorie du capital. Avec le développement de nouvelles dispositions se développent les capitaux et les élites nécessaires à la transformation.
2- J'entends par civilisation du système d'administration militaire le processus de versement des travailleurs du secteur de la sécurité vers de nouveaux ou anciens secteurs civils. En même temps que la transformation des règles d'administration de militaires en civils. La référence théorique de base est l'ouvrage du sociologue allemand Norbert Elias « Sur le processus de civilisation ».
3- Le système colonial lui-même connaissait un tel processus de civilisation de son administration, on y distinguait au niveau des communes celles de plein exercice et les communes mixtes, au niveau de la représentation nationale on distinguait deux collèges. L'intégration de la « société algérienne » dans le monde s'effectuait selon deux modes distincts. Il fut bloqué et donna lieu à une guerre parce qu'il avait figé son processus de civilisation.
4- Sur l'idée de la société comme modes d'intégration voir Serge Paugam dans son ouvrage « L'intégration inégale. Force, fragilité et rupture des liens sociaux », Paris, PUF, 2014. Nous y reviendrons.
5- Loin de toute théorie du complot. Nous sommes passés de l'idéologie socialiste, à celles concurrentes de l'Etat islamique et des droits de l'homme. J'oppose idéologie à savoir pour conduire les pratiques sociales. Lorsque les idéologies se prétendent suffisantes et fixent système (ce qui leur arrive en fin de cycle) elles nous épargnent l'expérimentation sociale, l'évaluation de nos propres pratiques. La production de valeurs propres, ou la participation à des valeurs universelles, suppose une expérience propre du monde et du temps.
[6] Expression rendue célèbre par Jacques Donzelot avec Catherine Méral et Anne Wuytens, « Faire société. La politique de la Ville aux Etats-Unis et en France », La couleur des idées, Seuil, 2003.
7- Serge Paugam (dir.), L'intégration inégale. Force, fragilité et rupture des liens sociaux. Et directeur d'un second ouvrage dont nous empruntons le titre « Repenser la solidarité. L'apport des sciences sociales », PUF, coll. « Quadrige Essais Débats », 2011, 980 p., 1ère éd. 2007.
8- In résumé du livre de Jacques Donzelot par Elisabeth Pasquier à partir de la conclusion d'un modèle l'autre. <http://www.resovilles.com/media/downloads/Nouveaux/donzelot.PDF>

« Les campagnes électorales sont une excellente occasion de dire n'importe quoi, que ne surpassent peut-être que les lendemains d'élections »

Jean Dion

Ils ont tout et rien dit



Par El yazid Dib

Sortir des salles, détruire en esprit leur clôture demeure un assaut salvateur pour ceux qui veulent affronter l'ire collective et amadouer la méfiance qui taraude la rue et les placettes publiques.

Morose et inclusive, la campagne s'essouffle avant son entame. Elle se passe viralemment dans des salles. Seuls les intéressés y ont l'information. Le reste, reste rivié à la rumeur, aux journaux ou au zapping.

L'on tente toutefois de lui injecter des ingrédients à même de cahoter sa léthargie. Après les coups dans l'eau de certains anciens ténors silencieux depuis des lustres et qui recouvrent les vertus de la voix, voila que d'autres aussi se mettent à la sauce. Zeroual, Hamrouche, Ghazali, Bencherif ont essayé de narguer l'actualité pour en extraire les déficits d'alimentation énergétique, se voulant encore paraître dans la peau de tenants de quelques bribes dans la production de l'acte politique. Rien d'essentiel n'a été rapporté à un temps plein de suspicion d'un coté et rassasié de certitude de l'autre coté. Tout ce qui a été débité est connu, sinon dépassé.

La certitude en question, l'unique porte sur le verrouillage tant braillée d'une élection que l'on dit prématurément fermée. Pourtant il en reste, ces voix qui pourraient également apporter des décibels en vue d'une hypothétique réviviscence d'une campagne moisie et infertile. Nezzar n'a pas parlé, lui qui a le mérite de briser les tabous et briser les cadenas de chasteté d'un système politique trop verrouillé sur les bords. Le bavardage n'est cependant utile que s'il est suivi d'actions ou d'inspiration à l'action. Zerhouni homme impassible et réservé, longtemps architecte de la trame systémique d'un régime fiévreux n'a dit mot et ne semble pas paré pour en dire da-

vantage que le silence impérial qui l'estampille. Taleb Ahmed s'est confiné à son tour dans une observation lui ôtant toute interférence dans la scène nationale, tant certaines parties pivotant autour de son idéologie positionnelle ont marqué leur périmètre. Le FIS aurait opté pour une attitude d'indifférence ne favorisant ni les candidats, ni ceux qui les boycottent. Une suggestion d'une phase transitoire ne peut s'assimiler à un appel de vote ou d'abstention. Belaid, Sifi et autres icones nationales donnent le signal de la mort politique. La leur. S'ils ne se sont pas exprimés, cela supposerait que plus rien ne les intéresse, que leur état de santé à vivre dans un retrait des plus meurtriers et en retraite de la realpolitik. Le pire pour un spectateur d'une œuvre, c'est de ne pouvoir ni applaudir ni huer les auteurs. Placardé devant un écran, les yeux plantés à un journal ; seul le soupir se hisse au firmament de la poitrine pour traduire une expression aphasique.

Tout est à l'heure de la timidité. Cette campagne n'a pas encore commencé nonobstant une semaine après son lancement. Ici dans ce bourg rendu pseudo-cosmopolite par l'effet visionnel de toute part ; la vie du jour n'a pas la tête dans les affiches. Non accrochées, de peur d'être cisaillées ; ces portraits que crève un visage au regard voulu bon enfant, n'ont pu éveiller le moindre clic chez les spectateurs qui comparativement aux législatives ou communales s'arrêtaient pour épier et scruter les candidats. Là, dans ces présidentielles tous les candidats même sans images sont connus.

Chacun d'eux draine derrière lui une histoire. Grande ou petite. Héroïque ou banale. Réelle ou virtuelle. Dans le grand boulevard, les quelques colonnes en métal servant à l'affichage électoral ; restent debout, placides et totalement silencieux devant les commentaires des uns et la diatribe des autres. Ah, si ces panneaux avaient des oreilles ! Ils iront raconter à ceux qui n'y sont pas encore pendus les différences d'avis.

Il n'y a pas dans une seule permanence visitée, une personne qui aurait le sens de la

croissance avec programme et argumentation en bout, face à de badauds, de curieux, ou de sympathisants en quête de dissiper définitivement leur incertitude. Il n'y aurait, en dehors des véritables guérilleros avérés et certifiés, qu'une clique de passionnés et d'enthousiasmés en voie d'engagement.

Les bureaux foisonnent à chaque coin de rue. Des grosses banderoles, avec une effigie du candidat qui vous saute aux yeux restent l'unique enseigne politique qu'ici l'on semble faire de la politique. A l'intérieur, parfois un personnel enrégimenté du filet social escamoté à toute législation de travail, se limitant à un gardiennage des lieux. Rien n'est engagé comme débat. Dans les salles, rendues en l'espace d'une journée aux couleurs du candidat de l'heure, l'on y voit que de la famille. Des galas, des sorties libres, des convivialités de marchés sont absents au profit d'une entrée sélective, renforcée aux portes de ces salles de show politique. La séance du discours n'est perçue autrement que dans la foule choisie, l'attroupement dirigé et les vivats sollicités. C'est comme l'on se bat pour convaincre les siens, ceux qui apparemment sont déjà vaincus. Alors que la bataille d'une campagne se trouverait en extra-muros du sentiment d'appartenance au candidat. Elle devrait se passer ailleurs que dans un terrain conquis. Le citoyen indécis, l'électeur en quête de la bonne adresse n'ont pas trouvé de preneurs. Le matraquage télévisuel, les reportages d'un temps diplomatique révolu, les phrases brèves et intempestives rapportées ne servent à rien, tant que le bulletin de vote demeure la propriété privée de son détenteur. A quoi servirait-dû cet écart citoyen dans l'intérêt d'une élection jugée encore et pour la énième fois grave et axiale ? L'éternité des demandeurs du siège présidentiel semble être le premier indice de cette évasion électorale. Les candidats présentés sont usés, réchauffés et sentent la compromission. Chacun d'eux, continue de dire pour l'avoir déjà dit pouvoir remodeler le régime, une fois élu. L'Algérie n'a pas enfanté uniquement ces visages. Elle est pourtant généreuse en termes de procréation de personnages déterminés pouvant avoir la capacité de faire finir la prodigalité et l'inconstance politique. Les candidats ou leurs représentants ne cessent de rabâcher, presque à l'unanimité les jeunes, l'emploi, le logement, la hogra, la harba. De tels synopsis sont mêlés à toutes les sauces orales. L'islam, la société, les mœurs font un langage commun sans nulle différence de l'un par rapport à l'autre. Aucune audace d'aller très loin dans le bouleversement des choses n'est à remarquer. Aucun acte révolutionnaire n'est venu se transcrire dans le discours. Dragueurs de affluences, charmeurs d'auditoires, voila ce que sont ces tribuns. Ce n'est pas évident, qu'un-

quement par son rang d'ancien premier ministre capricieux, parfois se voulant constant que l'on aspire à faire changer le sobriquet d'étiquetage que l'on vous colle. La fatalité si elle était miséricordieuse envers vos volte-faces et vous gratifie encore d'une chance conjoncturelle pourrait broyer à jamais les infimes relents d'une obséquiosité enjointe pour laquelle vous n'y êtes que prédestiné. C'est facile de pouvoir convertir ses positions chaque jour, soit à chaque rappel, mais c'est impossible aussi d'arriver à vous refaire une virginité quelque soit le poste en mire. Même dans les directions de campagnes tout est à l'urgence et à l'amateurisme.

Ce n'est pas, parce que l'on a été Wali dans une contrée avenante ou un second ministre à l'ombre à une époque équivoque que l'on peut croire à la facilité des choses. L'acte politique n'est pas un acte d'autorité. Dans ce monde d'élections l'administration appartient à un autre monde où la règle écrite est un droit, quoique pertinemment bafoué. Seule l'évidence et le bon sourire peuvent décanter les couacs d'une permanence mal entourée. Le secours apporté à son choix ne doit pas se limiter à rassembler uniquement les siens. Il doit s'étendre justement aux autres et viser le recrutement d'autres, de surcroît parmi les potentiels antagonistes. N'est-ce pas là le véritable sens du management stratégique qui stipule comme un credo sacro-saint que rendre les ennemis en amis est la prouesse des big-boss ? Alors venir se sauver et sauver son choix n'est pas en fait le bon choix du moment. Le président-candidat, à la date du 18 avril risque d'être pris en otage par une victoire qui sera à son tour otage de monopole. Chacun y verra son empreinte et se l'appropriera. La masse votante ne sera donc, en fin de parcours qu'une rançon à glaner par les uns et les autres. Il est encore temps de pouvoir redresser la trajectoire. Sortir des salles, détruire en esprit leur clôture demeure un assaut salvateur pour ceux qui veulent affronter l'ire collective et amadouer la méfiance qui taraude la rue et les placettes publiques. Barakat ne fait pas son spectacle dans des salles, c'est la rue avec ses décors variés qui lui tient lieu de grand espace non clôturé. Aller prêcher là où l'inverse se fait est un vrai militantisme. Mais se fier dans des fauteuils et des bureaux calefutrés et souhaïter la résurrection du messie, on risque de trop espérer et en vain. Pour les autres rappelés au service d'une besogne, faire un tour et prendre un micro le temps que la salle s'échauffe, sachant de qui et comment elle est remplie s'est se leurrer ou duper son candidat. C'est un exercice comme l'on pratique une fonction, l'on se pointe et pointe son émargement et l'on attend sa solde.

Le dernier baroud

Mouloud Hamrouche aux principaux dirigeants du pays de choisir leur destin, entre Mandela et Mugabe. Un ultime geste pour entrer dans la postérité.



Par Abed Charef

Par petites touches, Mouloud Hamrouche a dessiné les grandes lignes d'une possible sortie de crise. L'ancien chef de gouvernement n'est pas allé dans les détails, mais il franchi un pas significatif, en parlant des hommes et de la méthode. Car pour Mouloud Hamrouche, la crise a désormais une adresse. Trois noms. Abdelaziz Bouteflika, Gaid Salah et Toufik Mediène. Un président de la république, un chef d'état-major de l'armée, et un patron des services spéciaux. Les trois hommes qui détiennent le vrai pouvoir. Ces hommes ont la clef de la solution, selon Mouloud Hamrouche. Ils peuvent faire sauter le verrou qui bloque le pays, comme ils peuvent maintenir le statu quo et assumer les conséquences qui en découleraient, c'est-à-dire un effondrement du système.

A défaut d'un changement initié par le pouvoir, le choc aura lieu, tôt ou tard. Le prix serait alors trop élevé. Inutilement. Hamrouche ne veut pas de cette solution violente. Il souhaite éviter la confrontation. Il préfère que le pouvoir en place organise une transition en douceur,

sans trop de dégâts. Il estime que cela demeure possible. Jusque-là, Mouloud Hamrouche s'était adressé à l'armée. C'est elle qui désigne et légitime le pouvoir, c'est à elle de débloquent la situation et d'accompagner le mouvement, disait-il. Cette fois-ci, il va plus loin. Il désigne les hommes qui ont cette charge. Et il leur fait un cadeau empoisonné : s'ils n'agissent pas, ils seront responsables du chaos qui menace. Saïd Saadi et Abderezak Mokri ont eux aussi évoqué la transition. Pour Saadi, en appeler à l'armée relève d'une "grave irresponsabilité". Il s'attaque directement à Mouloud Hamrouche, à qui il reproche de vouloir réintroduire l'armée dans le jeu politique alors que le but est précisément de l'en faire sortir. Mais Saadi ne dit pas comment faire en sorte que l'armée n'intervienne plus en politique. L'opposition peut la forcer à le faire ? C'est un schéma intellectuellement séduisant, mais c'est une pure fiction. L'opposition peut bien se réunir et adopter une feuille de route détaillée, ça restera un bout de papier tant que Gaid Salah et Toufik Mediène n'en décideront pas autrement.

Efficacité

Créer un nouveau rapport de forces politique ? L'idée est, là aussi, séduisante. Mais entre faire la révolution sur facebook et organiser une grande mobilisation, il y a une différence énorme. La

société algérienne est ce qu'elle est. Divisée, émiettée, fatiguée. Et partiellement corrompue. Difficile à mobiliser. Saadi l'avait vérifié en 2011, quand il avait tenté de prendre la tête de l'opposition, à la faveur du "printemps arabe". Alors que la conjoncture était favorable, avec des émeutes qui avaient touché de nombreuses parties du pays, le peuple ne s'était pas déplacé en masse pour menacer le pouvoir. Il y a aussi l'autre formule, qui consiste à réunir une sorte de congrès de la transition, pour adopter une feuille de route et décider ensuite ce qu'il faut en faire. L'envoyer par lettre recommandée au pouvoir ? Se rassembler et imposer un rapport de forces qui oblige le pouvoir à céder ? Au final, il faudra bien revenir à l'essentiel : comment faire en sorte que le pouvoir accepte de jouer le jeu de la transition ? Autant entamer la tâche par le bon bout. En abordant la question avec le pouvoir. Pas sans lui, ni contre lui. Et si, à l'évidence, la clef est entre les mains des trois hommes désignés par Hamrouche, ce n'est pas à eux qu'il appartient d'apporter la solution, toute la solution, ni de gérer la transition. Il leur revient juste de faire en sorte que la solution soit possible. De lancer des initiatives qui prouvent la bonne foi du pouvoir, de faire des gestes clairs en ce sens. Ensuite, la solution sera construite par consensus, avec la participation de tout le monde, de ceux qui acceptent de jouer le jeu et d'en accepter les règles.

Un coup d'éclat

La solution ainsi envisagée ne peut évidemment mener que dans une seule direction : établir un

système démocratique, réhabiliter les institutions, élargir l'exercice des libertés et mettre en place des contre-pouvoirs, tout en renforçant l'unité et l'identité nationales ainsi que la sécurité du pays. Il ne sera pas difficile d'arriver à un consensus sur ces principes, même si leur codification risque de susciter certaines divergences. Dans ce cas, l'arbitrage de l'armée pourra s'avérer nécessaire.

Quant à la mise en œuvre de différentes séquences de la phase de transition, c'est une autre histoire. Ce sera une tâche très complexe, d'autant plus compliquée que l'administration est faible, que la méfiance domine, que l'efficacité a disparu dans la gestion, que la discipline légale et morale se sont effondrées, et que le personnel politique crédible se fait rare. Mais ce n'est pas insurmontable. D'autant plus que le pays dispose d'un autre atout, essentiel : il a une marge financière conséquente pour amortir le choc social de la transition.

Dans ce parcours parsemé d'embûches, il faudra négocier dur, à chaque étape, pour fixer des objectifs, établir des échéances, définir des modalités de contrôle. Les Tunisiens l'ont fait. Il n'y a aucune raison pour que cela ne se fasse pas en Algérie. Mais une fois les objectifs fixés, personne ne pourra jouer en solo. Tout le monde sera tenu de respecter les engagements pris, et de les défendre. Le succès de la démarche en dépend. Une touche personnelle pour terminer ce texte : je pense que Mouloud Hamrouche s'adresse ainsi à ces trois hommes parce qu'il souhaite que la génération de Novembre quitte la scène sur un geste de grandeur. Qu'elle sorte par le haut. Par un coup d'éclat.

Les élections représentent pour de nombreuses sociétés un événement important dans lequel des décisions cruciales concernant l'avenir du pays vont être prises. Si les élections se déroulent dans de parfaites conditions, le pays s'orientera alors vers la voie de la démocratie et de la paix.

Les élections, la presse et les électeurs

Par Toufik Hamiani

Par contre, si elles se déroulent dans de mauvaises conditions, cela pourrait altérer la démocratie et faire basculer le pays dans la violence. Aujourd'hui, les médias ont une influence importante sur les élections d'un pays et participent également à la perception du régime par les pays étrangers.

Pour le bon déroulement des élections, celles-ci doivent être libres et équitables. La liberté d'expression doit être garantie pour que les citoyens et tous les partis politiques s'expriment sans aucune crainte. Les médias devront être libres de communiquer aux citoyens tout ce qui a été dit dans la campagne électorale sans être soumis aux pressions qui puissent endiguer la vérité.

Le journalisme professionnel a donc pour mission d'informer entièrement les citoyens sur les problèmes et sujets importants et les alternatives proposées afin qu'ils puissent voter consciemment. Les élections doivent être équitables. Il doit y avoir des lois garantissant pour tous les citoyens un scrutin secret. Tous les candidats doivent par ailleurs avoir les mêmes droits et les mêmes chances de mener leurs campagnes électorales sans interférence quelconque.

Les lois doivent être appliquées d'une façon équitable et chacun doit respecter les résultats du scrutin. Les élections représentent un énorme défi pour les médias. Il est impératif que les journalistes connaissent les lois électorales. D'autant plus que leurs reportages consacrés aux candidats, aux partis politiques et aux sujets importants doivent être objectifs.

Les médias devraient être la voix des électeurs. Les critères du journalisme professionnel comme l'exactitude, l'objectivité et la responsabilité doivent être respectés par tous les journalistes. Par ailleurs, les journalistes doivent être prêts à travailler pendant une période limitée et dans des conditions tendues où des pressions provenant des partis avec d'importants enjeux sont envisageables. L'objectif est de fournir aux journalistes les préparatifs de base pour faire face à ces défis. Il est destiné aux pays où la démocratie est fragile ou encore au stade embryonnaire. Chaque pays a son propre code électoral et ses propres problèmes mais, cela n'empêche qu'il y a des critères universels qui peuvent déterminer si les élections sont libres et équitables. Il y a des droits et des responsabilités dont chaque journaliste professionnel doit être conscient.

Il y a aussi un savoir-faire que les journalistes doivent développer pour mieux informer les électeurs. Effectivement, la mission des journalistes est d'aider les électeurs dans le choix de leurs prises de décisions.

La démocratie n'est pas un système politique parfait mais, pour la plupart des gens qui en bénéficient, elle représente la meilleure alternative d'un gouvernement. Le système démocratique est préféré parce qu'il donne aux citoyens la possibilité de prendre des décisions capitales à travers des élections libres et équitables et ainsi de contraindre le gouvernement à respecter ces dernières. Lors d'une élection libre et juste, les citoyens choisissent des représentants politiques qui défendent au mieux leurs intérêts. Grâce aux élections, les citoyens ont la possibilité de choisir le politicien et le parti politique en qui ils ont confiance pour subvenir à leurs besoins en cas d'arrivée au pouvoir. Dans une élection démocratique chaque citoyen a le droit de voter pour ou contre le gouvernement. Ce droit figure dans l'article 21 de la

Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations Unies. Cet article stipule que chaque individu a le droit à la libre expression, y compris le droit de rechercher, recevoir et transmettre les informations et les idées par le biais de n'importe quel média et sans limites.

Chaque électeur doit bénéficier d'un véritable choix entre les candidats et partis politiques. Si un seul parti politique se présente aux élections, cela n'encouragera pas le débat ou l'échange d'idées et les visions pour servir les intérêts du pays. Une fois le parti au pouvoir, il n'est pas obligé d'être à l'écoute du peuple parce qu'il n'y a pas d'autres alternatives disponibles au peuple.

Il faut que les partis politiques en compétition mènent la campagne électorale en toute liberté, ce qui signifie la liberté d'organiser des assemblées générales et de présenter aux électeurs (que ce soit à travers les meetings ou la publicité) leurs programmes électoraux. Si les partis et les candidats n'arrivent pas à s'exprimer, alors de nouvelles idées et solutions ne seront jamais entendues même si elles sont meilleures que celles du parti au pouvoir. Des lois doivent être mises en place pour régir les élections. Ces lois doivent être connues et respectées par tous les participants et doivent être aussi à la disposition de tout le monde. Il est impératif qu'une personne ou une organisation, digne du respect de la part de tous les partis, observe l'application de ces lois. Les lois et l'administration des élections doivent être supervisées par des tribunaux pour garantir que les plaintes soient traitées impartialement. Ces lois doivent garantir des procédures juridiques pour faire face à la corruption et aux actes de violence qui pourraient se manifester lors du vote, lors d'un meeting ou lors du jour du scrutin. Nul n'a le droit de forcer un électeur à voter pour qui que ce soit. Si les citoyens n'ont pas ces garanties, les résultats des élections ne seront pas crédibles et les citoyens auront le sentiment d'avoir été dupés. Le peuple pourrait dans ce cas-là manifester son mécontentement ou essayer d'instaurer un autre type de gouvernement. Par contre, si le peuple est convaincu de l'équité et de la transparence des élections, il fera confiance au gouvernement élu.

Il est extrêmement important que les électeurs connaissent clairement les choix dont ils disposent, comme, par exemple pour quel candidat voter, comment voter et pourquoi cela est important. Les électeurs ont le droit d'être informés correctement et de pouvoir s'intéresser aux élections au travers de médias objectifs et loyaux, à défaut de quoi ils pourraient être dupés par des partis aux enjeux importants dans le pays, qui une fois au pouvoir se permettraient d'utiliser les ressources du pays comme ils l'entendent. Si ces critères sont garantis, l'élu est considéré légitime.

Cela signifie que le peuple accepte le parti qui a gagné les élections comme gouvernement légitime investi du droit de prendre des décisions pour tout le monde. D'autant plus, cela veut dire que d'autres pays acceptent la légitimité de ce choix. Pas de démocratie sans presse libre Il est difficile de garantir ces critères dans une élection sans l'existence d'une presse libre et professionnelle.

Les médias sont le moyen le plus efficace pour informer le peuple sur les élections et les choix politiques. Les médias ont besoin d'être libres afin de réaliser objectivement des reportages consacrés aux campagnes électorales de chaque parti politique car ils permettent aux électeurs de discerner les différences entre chaque parti ou candidat.

Les médias doivent aussi fournir aux électeurs les mêmes informations sur le processus électoral. Les médias doivent par ailleurs s'interroger sur la transparence des élections

et informer librement les électeurs des éventuels dysfonctionnements afin d'y remédier rapidement.

Les médias ont aussi le droit de demander au gouvernement et à l'opposition de rendre des comptes concernant leurs agissements lors du mandat précédent.

Les citoyens ont le droit de savoir comment le gouvernement a géré depuis les dernières élections le pays et qu'elles ont été les alternatives proposées par l'opposition pendant cette période. Le gouvernement a-t-il construit comme il avait promis ? Les zones rurales ont-elles été fournies en eau potable en fonction de leurs besoins ? Le gouvernement était-il à l'écoute des bonnes propositions de l'opposition, des différentes couches sociales ?

Tout cela nous mène à conclure qu'il existe une relation étroite entre la démocratie et les médias libres. L'une exige l'autre. Une presse libre assurera une élection équitable et démocratique. Un gouvernement élu démocratiquement protégera la liberté des médias. Pendant la campagne électorale, la presse doit s'intéresser au moins à des éléments essentiels qui sont :

Les partis politiques et les candidats

Les candidats qui partagent le même programme électoral et soutiennent le même dirigeant politique appartiennent au même parti politique. Si ce parti est élu par la majorité des électeurs, le chef du parti deviendra alors le chef du gouvernement ou président. Ou si un parti politique remporte la majorité des voix ou des sièges au parlement, il deviendra le gouvernement et son dirigeant deviendra le premier ministre ou le chef du gouvernement.

Il peut y avoir plusieurs partis politiques en compétition parmi lesquels certains n'auraient pas de candidats à présenter dans plusieurs régions du pays. Mais, la presse devrait informer les électeurs sur chaque parti politique. Par ailleurs, il peut exister un certain nombre de candidats n'appartenant à aucun parti mais ils souhaitent pour autant pouvoir être élu afin de servir les citoyens.

Chaque parti politique a ses propres idées concernant la priorité des problèmes à traiter, ce qu'il promet de faire pour les résoudre et aussi pourquoi les électeurs devraient voter pour ce parti. Ces idées sont appelées : programme politique du parti. Il se peut qu'il y ait des sujets considérés comme étant préoccupants par les citoyens, mais bien souvent les politiciens évitent d'aborder la question par crainte de soulever une vive polémique par certaines déclarations. Une presse professionnelle doit néanmoins aborder toutes ces questions importantes et demander à chaque parti politique d'y répondre.

Le processus électoral

Il est essentiel d'informer les citoyens sur les lois et le processus électoral pour ainsi les encourager à participer aux élections. Cela consiste à fournir des renseignements concernant la procédure d'inscription aux bureaux de vote, la durée de la campagne électorale, l'opération du dépouillement des votes, le financement de la campagne électorale, les lois relatives à la publicité et à la couverture médiatique et qui a le pouvoir de sanctionner les partis ou les médias qui enfreindraient les lois électorales. La presse doit surveiller le processus électoral pour garantir la bonne application des lois et éviter toute sorte de corruption en faveur d'un parti politique quelconque ou tout abus envers une catégorie d'électeurs. Les élections sont un événement ma-

jeur en période de paix. Elles impliquent un grand nombre de gens comme les responsables qui veillent sur le processus électoral et les volontaires qui font campagne pour les partis politiques. Les campagnes électorales peuvent provoquer de vives réactions chez les personnes témoignant d'actes de corruption et celles qui se lancent des accusations.

Pour cette raison, il est important que la campagne électorale respecte certaines règles et procédures afin d'éviter les erreurs et la corruption. Le cadre législatif du pays doit appliquer ses règles d'une façon équitable à tous les partis. Les médias doivent aussi recevoir des consignes pour assurer la liberté et l'impartialité de leurs reportages sur les élections. Ce qui suit sont les éléments les plus importants dans une élection.

Penser comme un électeur

Se mettre à la place des électeurs aide le journaliste à produire des reportages. Cela engendre des questions qu'il faut poser aux politiciens. Par exemple : Quelle est la première chose à laquelle l'électeur pense ? Certainement la sécurité au bureau de vote. L'électeur veut être rassuré que des actes de violence ne se produiront pas aux bureaux de vote et que le scrutin restera secret. Il veut aussi savoir où se diriger pour porter plainte en cas de menaces contre lui.

Il est facile de soulever ces questions dans des reportages recueillis dans les communautés locales ou à travers les pays. Les médias doivent informer les électeurs des lois électorales. Ils doivent aussi interviewer la commission électorale ou les électeurs qui ont été victimes d'actes de violence dans les élections précédentes. Les médias doivent savoir quelles mesures ont été prises pour faire face à de tels actes dans les élections actuelles. Comment réagissent les responsables et les politiciens en cas d'éclatement de nouveaux actes de violence ou de pression ?

Ouvrent-ils une enquête ? Sont-ils capables de mettre fin à ces actes ? Tentent-ils de les arrêter ? Les électeurs voudraient également connaître le choix du vote des candidats mis à leur disposition lors du jour du scrutin. Quels sont les noms figurant sur la liste électorale ? Les électeurs ont le droit d'obtenir les informations concernant les candidats et les partis politiques. Ils ont besoin de comparer les promesses électorales des différents partis. Un reportage objectif montrant les différentes promesses des partis par rapport à un problème spécifique de la communauté. Quand on se met à la place de l'électeur, on doit se rappeler d'une chose c'est que l'électeur veut connaître les opinions de sa région. Le journaliste peut poser les mêmes questions aux membres de la même communauté. Cette méthode donne une idée sur les préoccupations principales de la communauté. Par exemple, le journaliste peut poser la question suivante aux électeurs : Quel est le problème le plus important dont vous souhaiteriez que le gouvernement s'occupe en priorité ?, ou Que pensez-vous des actes de pression qui ont marqué ces élections ?

Ces questions peuvent être posées à des personnes dans un boulevard ou à des gens traversant un pont à une heure quelconque de la journée ou à des femmes qui attendent le bus à une station. Cette méthode consiste à connaître les préoccupations des citoyens dans leur vie quotidienne.

Si leurs réponses se ressemblent, cela pourrait refléter l'opinion d'un plus grand nombre d'électeurs et par conséquent, cela pourrait constituer un sujet d'actualité. Même si les réponses sont contradictoires, cela pourrait faire l'objet d'un reportage. Cependant, ceci n'est que le début d'un long processus.

Le journaliste doit tout d'abord collecter les informations en demandant aux candidats ce que leurs partis feront pour subvenir aux besoins et aux préoccupations des Electeurs non par de grands titres mais tout en mettant en relief les mécanismes et les méthodes de concrétisation de leurs idées. Ce journalisme reflète la voix des électeurs.

Les journalistes doivent aussi demander aux candidats ce qu'ils pensent des préoccupations les plus importantes des électeurs et doivent également comparer leurs déclarations avec celles des électeurs. Les électeurs doivent avoir une place prépondérante dans l'actualité électorale.

Il est impératif que les candidats répondent aux problèmes soulevés par les électeurs.

Fief antique du site archéologique du Ksar de la très célèbre Kahina, Baghai* reste encore cette contrée presque totalement inconnue par l'ensemble des Algériens. Site ancestral de la demeure éternelle de ce Roi de la Numidie nommé Massinissa, El Khroub n'est, elle aussi, que très peu connue sur ce plan de l'historicité de sa fonction très ancienne et bien pérenne.

Les Chaouis, de Baghai à El Khroub

Par Slemnia Bendaoud

Et si le Khroub, profitant de sa proximité de la ville millénaire du vieux rocher, est plutôt assimilé à ce très ancien marché à bestiaux à vocation régionale d'antan et également à ce club de football de l'ASK, où brillaient de mille feux et nuages de perles d'étoiles ces autres joueurs du terroir de renom nommés Belloucif et Kittouni, le premier grâce à sa très grande classe internationale et à ses formidables retournés acrobatiques, et le second, en raison de sa très grande vision de jeu, technique raffinée et à son tir meurtrier à l'approche des buts adverses; Baghai (Khenchela), par contre, brille encore par sa presque totale absence de repères très contemporains, et ignorance très fatale au sujet de son passé légendaire de sa propre Histoire dans l'esprit étroit ou peu développé de cette très jeune génération d'algériens, les deux ajoutés à cet oubli du développement économique qui refuse de la faire sortir de son ornière et obscur anonymat. L'histoire de l'oubli étant donc passée par là, à grands pas et à très rapides foulées, à un moment où le livre contenant les feuillets réservés à ces deux contrées s'est aussitôt refermé sur ses magnifiques pages d'or et grands secrets d'une région qui dort depuis lors sur ses deux jolis lauriers. Et là voilà donc cette région Chaouie qui se réveille de nouveau de son très long et continu sommeil, à la veille de cette hypothétique consultation électorale présidentielle, par le fait même de cette très lourde bourde de l'un des siens, très à l'aise sur son nuage Martien, venant de lui lancer en guise d'anecdote de convenance cette expression qui résulte de la sentence d'un procès gratuit et fortuit, fruit ou pur produit d'un homme officiel bien ou très distrait dans ses propos. A peine entendue cette expression plutôt mal-

fique* ayant rapport avec la condition supposée du Chaoui, que c'est plutôt le Mont Chélia qui grogne et gronde à très haute voix de tout son immense volume et grand poids, refusant, séance tenante manifestement, et très catégoriquement cette plaisanterie de bien mauvais goût, le visant tout particulièrement et bien personnellement. Et telle une trainée de Poudre ou série de wagons d'un même train, De Mermoura à l'est jusqu'aux Bibans à l'ouest, en passant le Hodna et les gorges de la Kantara, au sud, tout ce grand territoire de hautes plaines continentales, allant des origines de la Seybouse jusqu'aux sources mêmes de l'oued Sebaou et celui des Issers, se sentit comme dans un seul saut ou sursaut soudain menacé par cette phrase maudite, laquelle fut donc interprétée dans l'esprit de ce monde courageux et très pieux, telle une véritable offense ou une méchante attaque et gratuite atteinte portée par cet influent membre de la gouvernance du pays à son honorable citoyenneté.

Trop forte pour être rapidement digérée, bien menaçante pour être si facilement oubliée, très puissante pour constituer l'essentiel de leur intérêt et occupation au plus haut degré, l'expression revenait donc assez souvent dans leurs interminables discussions, à telle enseigne que certains en feront tout un programme de riposte, tout un carrousel de manifestations, toute une série de revendications citoyennes.

Depuis lors, c'est donc vers la réplique que tout ce beau monde-là qui se met à réfléchir, lui concoctant, au passage, toutes ces formes de contestations expressives, tous ces programmes de ripostes, tous ces rejets en série d'un mode de gouvernance qui insulte l'intelligence humaine et la grande Histoire de l'Algérie, tout cet esprit arrogant et hautin de ces commis de l'état provocateurs et très méchants envers le peuple algérien... La déflagration aura donc produit tout ce bruit terrible et assourdissant, provoquant, de fait, dans

son sillage, cette colère immense de toute l'Algérie, sentant que le danger de cette gouvernance de l'allégeance à un groupe aux commandes du pays depuis son indépendance, le menacer dans son unité, dans sa tranquillité et avenir commun. Une odeur de fumée s'en dégagera très rapidement, et subitement, tout ce grand territoire algérien en fut contaminé : ruminant à l'envi ce sentiment tout à fait légitime de prendre sa revanche sur ce sort piteux de misérable indigène au sein duquel il s'est cru être embourbé, un demi-siècle après l'indépendance du pays.

La faute était trop lourde pour être pardonnée ou oubliée sur le champ. L'erreur était trop grave pour être réparée par de simples excuses données en public. La plaie était vraiment bien profonde pour être cicatrisée du premier coup ou grâce à une simple caresse d'application médicamenteuse d'usage. L'offense à peine déguisée, ne pouvait donc passer inaperçue. Les relents en sont donc bien présents, très puissants, vraiment blessants. Les remous que la lourde bourde avait bien suscités au sein des populations semblent faire monter en cadence les enchères quant à une supposée alliance de la région à un ordre d'expression de ses voix au profit de l'homme su Séraïl, encore cloîtré derrière sa muraille, lui qui comptait beaucoup sur leur apport à son seul profit. Les missions de bons offices, lancées juste après le bruit tonitruant des gorges déployées à plein régime au sein de la contrée, auront été bien vaines, tout comme d'ailleurs ces flatteries très officielles décodées, au passage, au travers de tous ces nombreux messages d'apaisement affluant sur la région, instrumentalisant le moindre mouvement ayant un rapport direct avec l'histoire de gloire de cette grande partie du territoire algérien. Mieux encore, même le timing avait d'ailleurs été très mal choisi, après ces offenses croisées de Yacef Saadi et de Amara Benyounés foulant du pied la dignité humaine pour rouler dans la farine tout ce valeureux peuple algérien qu'on insulte à coup de quolibets et de giboulées de tirs meurtriers, lesquels n'auront pas même épargnés ces autres grands martyrs et héros de sa mémorable révolution, laquelle fait présentement école au sein de l'Histoire la plus contemporaine du monde de façon plus générale. L'avalanche devenait donc très insupportable. Bien inacceptable, à plus d'un titre d'ailleurs ! D'autant plus que la dignité de tout le peuple algérien était écorchée, malmenée, trainée dans les ténèbres de l'hypocrisie politique. La réaction ne pouvait donc être qu'à hauteur de cette provocation méchante et bien menaçante de l'unité de la nation. A plus forte raison lorsque c'est encore cette élite gouvernementale qui en était la réelle cause. Leurs auteurs étant tous de très hauts fonctionnaires ou cadres supérieurs de l'état et de la nation : un premier ministre, un ministre et un sénateur sortant et émargeant encore au budget de l'état algérien.

Mais la bourde de Abdelmalek Sellal leur vole toutes la vedette, se situant un cran au dessus. Elle émane de ce responsable à la casquette double, au jeu bien trouble, et au penchant anecdotique devenu désormais très problématique et vraiment chimérique pour le devenir et l'unité du pays. Sur ce plan là, l'auteur de ce quolibet propre à ce chat fat qui se prend pour un tigre des plus dangereuses jungles de la planète, ne béné-

ficie cependant d'aucune circonstance atténuante, même si, comme rapporté par les propos de son interlocuteur de ce moment qui lui fut fatal, bien plus tard, sur les colonnes de la presse nationale, l'expression avait été à dessein déplacée de son contexte privé et plutôt amusant.

Sa petite phrase, balancée dans un moment d'euphorie ou d'inattention, aura fait tremblé toute l'Algérie, embrasé son peuple et mis en colère tout le monde contre lui ; celui-ci, lançant, à son tour, plus tard, tous ces cris de désespoir, de désapprobation et ces gestes d'indignation à l'encontre de cette très haute personnalité tombée si bas dans ce baratin de petits plaisants De Tébossa à Téléghma, et d'El Kantara à Guelma, le peuple ne décolère pas encore. Il vit sur le qui-vive, cherchant après cette hypothétique occasion de lui rendre la pareille, de la façon la plus diplomatique qui soit, ruminant son interminable calvaire à la manière d'une véritable descente aux enfers. Et ni les Haraktas, ni les Néménchas, ni même les Ouled Sidi Rgis et autres tribus de la région n'ont pu vraiment passer l'éponge ou eu à reconsidérer leur position initiale, après que l'autre écho, celui bien officiel, était parvenu par fragments séparés, et courrier très confidentiel aux supposés notables de la vaste contrée. Le ras-le-bol était donc bien général. L'endurance de la souffrance des plus infernales, dans son cachet très caricatural.

Non Monsieur Sellal ! Cirta, ce pur vivier des plumes de grand art, ne s'est jamais, au grand jamais, moquée du Mont Chélia ; encore moins de tout ce vaste et très étendu relief du territoire Chaoui, dont son Rhumel constitue d'ailleurs l'un des principaux conduits qui charrient l'excédent de ses eaux pluie vers la mer, depuis des lustres déjà. Mieux encore, il n'est pas dans la nature de ce grand berceau du Savoir de l'Algérie de traiter ses nombreux voisins de cancre de la classe ou même d'un quelconque traite mot, méchant et vraiment déplacé. Et qui pourrait donc consoler aujourd'hui toute cette très grande contrée qui fulmine et rumine encore les relents de sa terrible colère de Baghai jusqu'à El Khroub ? Cette phrase mal placée et vraiment très déplacée aura eu l'effet d'une véritable bombe, de nature à faire retourner Massinissa et El Kahina dans leurs tombes. Le peuple, dans son ensemble, retient son souffle. Ne trouvant plus les mots qui conviennent ou appropriés pour qualifier cet acte indécent, malsain, insensé, faisant dans cet osé inceste politique, reste encore très circonspect. L'une des conséquences très graves de la mauvaise communication est de véhiculer finalement tout à fait le contraire ou l'inverse du message débballé. L'une des répercussions les plus négatives des anecdotes les moins appropriées est de provoquer avec tout son monde, plutôt que de le distraire ou le défouler.

La fameuse expression de Abdelmalek Sellal est à considérer dans cette hypothèse-là. N'en déplaise à celui qui pense le contraire !

(*) La localité de Bir El Aater (Tébessa) lui dispute le mérite de constituer cet autre pied à terre des plus authentiques
(**) Ech Chaoui Men Hacha Rezk Rabi (Ce Chaoui-là, ne fut-il cette création du Bon Dieu !)

La nouvelle dynamique électorale

« Chaque nation doit se réinventer en fonction de son histoire. »



Par Yazid Haddar

La course contre la montre, il reste peu de temps pour le jour " J ". Comme d'habitude on se prend à la dernière minute, pour affiner " les projets " ! Les nouvelles technologies, les mouvements de protestations ont changé de technique, et elles nécessitent des nouvelles stratégies pour faire face à ces initiatives imprévus, les troubles fête, dit-on ! Nous vivons des moments historiques, certes, c'est une période charnière pour changer le cap ou de laisser enraciner la politique mener depuis quelques années. Néanmoins, cette dynamique a créé des nouvelles données, qui pourraient se résumer en trois dynamiques : Pour une fois les acteurs politiques influents se laissent tenter par les jeux médiatiques nationaux et pas dans les médias étrangers, comme nous avons de l'habitude dans les élections précédentes. Cette donnée a forcément changé le rythme des débats au niveau national, mais aussi entre les déferentes courants politiques et d'opinions, qui sont forcés d'épuiser leur intellect

afin de justifier leur choix et leur opinion. De plus, la langue de bois s'est effritée et les langues se sont déliées en cédant la place aux idées nationalistes et populaire, islamistes et aux républicains et démocrates. Le peuple a compris les règles du jeu, entre la surenchère électorale et l'espérance d'une stabilité, toutefois au fond il resterait méfiant à tout changement ! Désormais, la dynamique médiatique (les télévisions privées, l'internet et en particulier les réseaux sociaux...) s'impose dans le débat national, de plus l'ouverture médiatique au privé est un plus pour la liberté d'expression, toutefois, elle n'a pas déstabilisé réellement " le noyau dur " du pouvoir politique, au contraire, certains chaînes et titres de presses sont utilisés comme outil de propagande politique, parfois sans respect de la déontologie journalistique. Ce qui renforce l'idée de la naissance d'une nouvelle classe dirigeante, qui serait plus des hommes d'affaires économique-militaire !

La seconde dynamique est celle des hommes politiques influents, comme j'ai souligné plus haut, ils s'expriment par des lettres adressés au peuple ou par des conférences de presse, afin d'alerter le pouvoir politique et l'opinion publique de l'importance de cette période de " transition ". Cette dynamique se-

rait facilitée par les réseaux sociaux et les mouvants de rue, initiés par Barakate et suivi en suite par d'autres acteurs de la société civile, en particulier l'action symbolique par les professeurs d'université d'Alger et d'autres régions du pays et la communauté algérienne établie à l'étranger, en particulier à Paris et à Montréal. Pour une fois, les hommes politiques qui s'exprimaient peu, par la réserve ou par peur des représailles, désormais ce n'est plus le cas. Ils brisent la loi du silence, en s'adressant au dirigeants actuels d'assumer leur responsabilité devant l'histoire, de plus ils proposent des pistes d'en sortir de cette crise. En outre, cette dynamique isole le pouvoir dirigeant ; elle le met devant le fait accompli et fragilise sa position et sa crédibilité sur le plan national et international, enfin, elle contribue à la démystification de l'idée " de l'homme providentielle ", avec des arguments probants.

La troisième dynamique est celle de la politique, qui est le fruit de l'histoire vécu par les Algériens et de l'évolution dans la pensée politique (elle aurait tiré des leçons du son passé !). Ceci signe la fin de la première République et l'émergence d'une nouvelle République, mais à quel prix ? Cette évolution s'explique par la convergence de l'ensemble des partis politiques vers une plate forme commune, où les règles du jeu seront respectées par chacun, sans renier leur projet politique et social. Cependant, les partis politiques du

pouvoir ne s'inscrivent pas dans cette dynamique, car ils veulent maintenir le statu quo ! Et d'autres partis sont en position mitigées et septiques, ce que fragilise le consensus et la convergence vers une nouvelle forme de gouvernance ! Néanmoins, la grande partie des forces politiques (partis, personnalités politiques, associations, etc.) converge vers la nécessité d'un changement de gouvernance, le constat est toujours le même et qui s'exprime par le mécontentement et l'abstention électorale. Cette nouvelle dynamique politique convergente perturbe " les décideurs " politique et brouille leur carte, nous ne serons pas étonnés si ces initiatives s'effritent par la multiplication des représentants, afin de l'affaiblir et de la rendre caduque.

Il est important de signaler que la méfiance, le scepticisme, voir même le nihilisme seraient enracinés dans certains analystes politiques et aussi chez quelques citoyens, car l'espoir est anéanti au moins sur deux générations, qui ne voit pas la lumière après des long nuits ténébreuses. Enfin, ces dynamiques montrent que notre société cherche une issue, contrairement aux idées répandues, et elle veut arracher la stabilité, afin de rassembler son énergie sur les maux qui l'accablent, comme le chômage, le problème de l'éducation nationale, la justice sociale, etc. Question : l'actuel pouvoir en place est-il prêt d'écouter ces cris, qui viennent du fond de notre société, sans passer par la violence ?

■ Ce que le monde nous doit

Par Abdelkader Leklek

Ils font vibrer tous les coins de la planète par leurs talents, comme ils font que les limites des connaissances, des sciences et des techniques reculent, et que les arts soient libérés et affranchis des carcans, des asservissements, des oppressions et autres soumissions, afin que l'humanité en profite. Cependant, et si leurs parents n'étaient partis ? Les descendants de ces exilés contraints ou volontaires, de ces émigrés, de ces expatriés et de ces réfugiés malgré eux. De ces refoûlés, de ces expulsés, et de ces dépayés pour diverses causes, personnelles, politiques, philosophiques, économiques, parfois culturelles, donnent depuis, du rêve, de l'espoir et de l'ambition aux jeunes et à ceux qui ne le sont plus. Sans eux le monde aurait été privé de toutes ces stars, et de tout ce qu'elles entraînent et véhiculent comme perspectives et espérances. Et même si mon affirmation de présentation semble prétentieuse, moi j'étais parti sur cette preuve biblique qui atteste, que nul n'est prophète en son pays. Oui mais, dans ce cas, il ne s'agit pas de ceux qui n'avaient pas été reconnus prophètes chez eux, mais de leurs enfants, qui sont reconnus prophètes dans le pays qui n'est pas le leur, mais celui où ils sont quasiment tous et toutes nés. Est-ce à dire que certaines certitudes, bibliques soient-elles, peuvent connaître des limites ? Je n'en veux pour preuve que la composante de l'équipe nationale de football, qui a qualifié l'Algérie au mondial du Brésil de 2014. Bien sur qu'il y aura des esprits chagrins qui m'opposeront le cas du candidat deux fois malheureux, à la présidentielle française de 2007 parce qu'il n'avait pas pu recueillir les 500 parrainages de maires de France, et qui avait en désespoir de cause, acquis le parrainage d'un maire d'une commune du Calvados de 342 habitants, que cet édile avait mis aux enchères. L'aspirant candidat l'acheta et le déchira en direct à la télé sur une chaîne d'information. Ceci rappelle le coup de gueule qu'avait poussé l'artiste Serge Gainsbourg, qui protestant de payer trop d'impôt avait brûlé en direct à la télé, un billet de 500 francs. Le candidat malchanceux en France et étant binational viendra tenter fortune en Algérie et il postula la candidature à la présidentielle du 17 avril 2014. Et comble de scombroune, le véhicule qui transportait les 62 000 feuilles de souscriptions, selon ses prétentions, disparut énigmatiquement et son frère aurait été kidnappé dans les mêmes circonstances brumeuses. Ceci se passait à quelques heures de la forclusion du délai légal de dépôt du dossier de candidature au conseil constitutionnel. Le mystère est depuis demeuré entier. Toutefois, le but était atteint et son coup de pub fut spectaculaire. Et voila qu'à mon tour je participe à faire résonner sa propagande. Oui mais pour que ma chronique avance, j'endosse ce sacrifice. Celles et ceux que le monde nous doit, sont des dieux des stades, tel Zidane évoluant en équipe de France, vainqueur de la coupe du monde de football 1998, et ayant porté 26 fois, le brassard de capitaine des bleus, dont le sociologue Michel Maffesoli dit ceci dans son livre "iconologies, nos idolâtries post-modernes, Albin Michel 2008, dit «Zinedine Zidane est une de ces figures sportives suscitant la passion. Il symbolise le corps collectif. Il suffit de voir les hystéries qu'il suscite pour comprendre en quoi il est la cristallisation de toute une série de rêves, de désirs et de plaisirs appartenant au trésor commun de l'humanité».

Les Benzéma, Nasri ailleurs. Et pour nous, les Nadir Belhadj, Karim Matmour, Hassan Yebda, Taïder, Feghouli et j'en passe et des meilleurs. Le champion olympique, médaille d'or en boxe mi-mouche et aussi champion du monde dans la même catégorie, Brahim Asloum, fait rêver dans sa finesse d'exécution du noble art. Comme ils sont aussi, les animateurs du showbiz, avec un professionnalisme qui en fait d'elles et d'eux des partenaires très recherchés. Il n'y a qu'à voir, ce que fait le chorégraphe Kamel Ouali en matière de comédies musicales reprenant de grands classiques universels, comme les dix commandements, et des chefs-d'œuvre de la littérature occidentale, tels : «Autant en emporte le vent», et «le roi soleil», en œuvre propre. C'est le cas également d'une kyrielle de rappeurs qui sont référence en la matière en France et outre atlantique. Ils deviennent par leur art, des faiseurs d'opinions. Comme également la pléiade d'acteurs et d'actrices à l'image de Samy Naceri, Rachida Brakni et de réalisateurs, comme Rachid Bouchareb et Mehdi Charef. Et pareillement, une enfilade d'humoristes comme Ramzy Habib El Haq Bébia, alias Ramzy. Les politiques ne sont pas en reste. Et uniquement pour exemplifier, je citerai, celles et ceux qui ont été ministres des deux camps du champ politique français, la gauche comme le droite ; Tokia Saïfi, Fadéla Amara et

Ils font vibrer tous les coins de la planète par leurs talents, comme ils font que les limites des connaissances, des sciences et des techniques reculent, et que les arts soient libérés et affranchis des carcans, des asservissements, des oppressions et autres soumissions, afin que l'humanité en profite.

Yamina Zohra Belaïd Benguigui. Des animateurs politiques comme Malik Boutih et Leïla Aïchi. Quant à la vie littéraire, ses animateurs sont Azzouz Beggag, qui avait été qualifié par la critique littéraire d'inventeur de la littérature beur, qui fut également ministre. Faïza Guène, elle, auteur d'un premier ouvrage à l'âge de 19 ans : "kiffe kiffe demain", vendu à 400 000 exemplaires et traduit dans 26 langues, fut surnommée par les commentateurs, la "Sagan des banlieues". Et enfin, je ne pouvais pas la rater, Assia Djebbar, même si pour elle, le parcours n'est pas analogue à tous ceux et toutes celles que j'ai cités pour illustrer la chronique. Elle a été élue à l'académie française en 2005, excusez du peu. Car quoique l'on dise, pour calomnier et discréditer, cette institution composée de 40 vieux gâteux, dit-on, jouant à faire la police de la langue française, par la rectification de l'orthographe du dictionnaire. Y être n'est pas peu, pour quelqu'un comme Assia dont la langue maternelle n'est pas celle de l'académie, mais un butin de guerre conquis par Kateb Yacine et Malek Haddad, rebelles à leurs façons.

Les domaines de la médecine, de la recherche et des inventions ont leurs noms parmi ceux que le monde nous doit. Alors qu'est-ce qui a fait que toutes ces réussites, un peu pour nous et beaucoup pour les autres, ce qui est d'ailleurs formidable, mais également, ces ascensions sociales se réalisent ? Que ces talents s'expriment, que ces capacités, ces aptitudes, et ces habiletés trouvent du succès, et qu'aussi ces qualités Triomphent ? Ce sont les rêves, dit-on, qui font grandir les enfants, et ce sont les occasions de voir ses espoirs aboutir, qui font que les sociétés humaines deviennent plus fortes. Des générations de juristes se sont échinnés à définir le concept de nation, bien sur avec des fortunes diverses, mais aucune définition n'avait fait l'unanimité. Toutes péchaient par un défaut d'accomplissement, qui fait faisait qu'aucune n'en fut universellement réalisable. Et pourtant les exigences à priori simples face aux chocs des civilisations, cette farfelue théorie et tous ses dérivés, exploités jusqu'à l'usure, par des tripotés de manipulateurs, ont fait son insuccès. Les prosélytismes religieux, les singularismes communautaires, les exacerbations des particularismes identitaires et autres nombrilismes, demeurent des facteurs péremptoirement bloquants. Et à mon tour j'ose.

Une nation, au-delà d'un pays, d'une patrie, c'est quand des hommes et des femmes, acceptent de vivre ensemble, mais aussi quand chaque membre de cet ensemble, demeure libre de conserver ses dogmes, ses certitudes, sans les imposer aux autres membres. C'est cette propension à posséder et à maîtriser cette capacité, qui fabriquera des nationaux. Loin, bien loin de la notion de nationaliste. Cependant se sont des apprentissages à l'école, dans les familles et à travers l'environnement qui forgeront le champ notionnel du patriote. Ce n'est pas un homme seul qui peut décider de tout, quoi qu'en soit le système politique, ni une ou des assemblées, qui doivent le faire sans aucun contrôle. Alors, est-ce cela qui a fait que le monde nous doit des femmes et des hommes tels qu'annoncés dans mon développement ? Mais à l'opposé, qu'est-ce que nous autres, à notre tour devons au monde, en femmes et en hommes ? L'histoire commence au presbytère de la ville Souk-Ahras à la veille du déclenchement de la guerre de libération. Le lundi 16 avril 1956, les trois prêtres ouvriers de la paroisse de Souk-Ahras, les pères, Louis Augros, Jobic Kerlan et Pierre Mamet, sont convoqués par le commissaire de police de la ville, dit Sybille Chapeu, dans son livre : «des chrétiens dans la Guerre d'Algérie : l'action de la mission de France». Le chef de la police leur notifie trois ordres d'expulsion les concernant, signés par le préfet de Constantine, M. Dupuch, datés du 9 avril 1956. Il leur est reproché d'entraver l'action des pouvoirs publics. Cet ordre d'expulsion était exécutoire immédiatement. Cette mesure, continue Chapeu, fait l'effet d'une bombe car, pour la première fois depuis le début de la guerre d'Algérie, des prêtres catholiques sont suspects d'avoir des liens avec "de fellagas algériens". Se déplaçant à Alger le père Jobic Kerlan, réussit, par l'entremise de Jean Daniel, alors journaliste à l'Express, de rencontrer Robert Lacoste, ministre résident en Algérie, qui l'informe qu'il est accusé de : "distribuer des produits pharmaceutiques aux rebelles du secteur de Souk-Ahras". Mais aussi, que

les trois prêtres sont accusés : "d'avoir dénigré les autorités et d'exercer des activités politiques que religieuses". Et enfin : "de faire du service social pour le Front de Libération Nationale".

Le père Augros fera de la résistance et ne se résoudra à quitter Souk-Ahras, que manu militari sur ordre du sous-préfet de la ville Masselot, le 10 mai 1956, quasiment un mois après l'ordre du préfet de Constantine. Chapeu faire dire au père Jobic Kerlan, qui connaissait et entretenait des rapports avec l'un des membres du groupe des 22, qui avait décidé du déclenchement de la révolution du 1er novembre 1954, Badji Mokhtar ceci : "cet homme était là devant moi, calme douloureux à l'évocation de ses supplices, mais résolu et plus décidé que jamais à aller désormais jusqu'au bout. J'en étais bouleversé. Certes je savais, mais, tout à coup l'impact de ce témoignage de la victime portait en moi des proportions qui m'atteignaient au plus profond de mon être. Cette soirée fut déterminante de toute mon action et elle marqua un tournant dans mon existence. Moi non plus je ne pouvais plus faire autrement que de soutenir la cause de tels hommes". Cela se passait à l'automne 1953. Badji Mokhtar venait d'être relâché, après avoir été arrêté le 1er avril 1950, et condamné à trois ans de prison qu'il purgera à la prison de Guelma, dans l'affaire du démantèlement de l'Organisation Spéciale. Quant au père Pierre Mamet, après avoir, au coté d'un autre prêtre ouvrier Jean Urvaos servi dans le réseau Jeanson comme porteurs de valises et plus, il sera consulté lors des discussions des accords d'Evian sur le devenir de l'église algérienne. C'est Rédha Malek dans son livre : "l'Algérie à Evian" éditions Dahlab 1995, qui rapporte ceci à la page 164 : "c'est grâce à l'entremise d'un chrétien engagé, responsable syndical et membre du conseil économique et social, Alexandre Chaulet (le père de pierre) que la rencontre de Gènes eut lieu. Il s'agissait d'examiner l'avenir de l'église en Algérie.

Deux prêtres qui avaient rejoint le FLN à l'extérieur, Pierre Mamet (ancien membre de l'équipe des prêtres de Souk-Ahras) et Alfred Berenguer, ancien curé de Montagnac-Remchi, avaient établi un rapport sur ce thème. Il sert de canevas à l'entretien qui a lieu à Gènes entre Pierre Chaulet et Jean Scotto". Sur ces discussions, Pierre Chaulet lui-même, dira dans son ouvrage : le choix de l'Algérie", éditions Barzakh 2012, à la page 220 ceci : "puis, se déroulent deux jours de discussions amicales avec Jean Scotto pour aboutir à un accord global sur la restitution au culte musulman des mosquées occupées depuis la conquête, la reconnaissance de la souveraineté nationale dans les questions de société (concernant l'école), le respect de la liberté de conscience et de l'exercice du culte...". Pour les uns et pour les autres, ceux et celles que le monde nous doit et ceux et celles que nous lui devons. Ils sont et ils ont été les acteurs de turbulences de l'histoire, dans le sens où la linéarité historique normalement chronologique, c'est-à-dire qu'ils sont et ont été les protagonistes de perturbations de la succession temporelle des événements qui ordinairement font cette histoire.

Ces personnages parce que connus ne peuvent aussi occulter des milliers d'anonymes, dont ils sont ou bien avaient été les partenaires dans leurs actions, et qu'à toutes et à tous il soit reconnu ces intelligences, ces facultés et ses talents d'avoir secoué les consciences et ébranlé des certitudes. Ils auront créé de l'espoir pour leur communauté et pour l'humanité par cette anomalie, collectivement non admise, travaillée des siècles durant par un cadastre conformiste des choses, incrusté dans les mémoires et de plus en plus globalisé. C'est cela qui aujourd'hui guette le monde, qui menace les libertés d'objection et le droit de dire non à toutes ces évidences, à ces véracités et autres exactitudes fabriquées par les vainqueurs du moment, même ce faisant, ils auront soumis, assujettis et contraint d'autres peuples, leur déniaient le moindre des droits du à la personne humaine. Et de pareilles tentations de soumettre le monde restent malheureusement d'actualité. Cette inquiétude est dite avec justesse par Amine Maalouf, dans la première page de son livre : "le dérèglement du monde", éditions Sedia, 2009, en avouant quasiment une peur. Il dit : "mon inquiétude est d'un autre ordre ; c'est celle d'un adepte des Lumières, qui les voit vaciller, faiblir et, en certains pays sur le point de s'éteindre ; c'est celle d'un passionné de la liberté, qui la croyait en passe de s'étendre sur l'en-

semble de la planète et qui voit à présent se dessiner un monde où elle n'aurait plus sa place ; c'est celle d'un partisan de la diversité harmonieuse, qui se voit d'assister, impuissant, à la montée du fanatisme, de la violence, de l'exclusion et du désespoir ; et c'est d'abord, tout simplement, celle d'un amoureux de la vie, qui ne veut pas se résigner à l'anéantissement qui guette". Quant à moi, mes aînés algériens avaient ouvert leur révolution à tous les damnés de la terre et offert une place dans leur pays le premier jour de son indépendance à tous les révolutionnaires du monde ; de sorte qu'Alger fut baptisée la Mecque des révolutionnaires.

Mon pays, le premier à avoir conquis en Afrique colonisée, son indépendance les armes à la main, avait été une terre d'accueil pour tous les harcelés du monde. Selon un article publié par le monde diplomatique du mois d'août 1970, sous le titre : "Alger, capitale des révolutionnaires en exil", Claude Deffarge et Gordian Troeller, deux journalistes au magazine allemand Stern, avaient dénombré 27 mouvements de libération domiciliés à Alger. Ils rapportent dans leur thèse de travail cette conclusion : "nous avions établi, dans nos hypothèses de travail, une hiérarchie des mouvements de libération, fondée sur la "justesse" plus ou moins évidente de leur cause. En tête venaient les victimes du colonialisme (colonies portugaises) et, tout de suite après, celles de l'apartheid (Afrique du Sud, Namibie, Rhodésie), ensuite celles d'une agression impérialiste (Vietnam, Cambodge), puis les minorités opprimées ou victimes de discriminations culturelles et économiques, comme les Québécois, les Basques- que nous avons aussi trouvés là, d'ailleurs - et, enfin, les victimes de dictatures militaires de style fasciste (Brésil, Portugal, Espagne, Grèce, etc.)". Pour ma part, je dirai que cette photographie du moment, ne sera complète qu'en lui ajoutant des noms, tels Nelson Mandela, Amílcar Cabral, Norodom Sihanouk, Johakim Chisano, Jacob Zuma, Castro, Ernesto Che Guevara, le Che, les tupamaros et tous les autres.

.....
**Les Benzéma, Nasri ailleurs.
Et pour nous, les Nadir Belhadj,
Karim Matmour, Hassan Yebda,
Taïder, Feghouli et j'en passe et des
meilleurs. Le champion olympique,
médaille d'or en boxe mi-mouche et
aussi champion du monde dans la
même catégorie, Brahim Asloum,
fait rêver dans sa finesse
d'exécution du noble art.**
.....

Les mêmes auteurs rapportent une anecdote concernant les blacks Panthers, mouvement révolutionnaire Afro-Américain, antiraciste et anti-impérialiste, ainsi : "Des divergences se sont propagées au sein du petit groupe, de la dizaine de Panthères, resté à Alger. Elles éclatent au grand jour lorsque deux militants du mouvement détournent un avion de la Western Airlines sur la capitale algérienne, avec, pour tout bagage, une rançon de 500 000 dollars. Laquelle des deux tendances se verra-t-elle attribuer cette somme ? Qui ira la réclamer au gouvernement algérien lorsque l'avion aura atterri ? Les durs ou les modérés ? Dispute prématurée et bien inutile... Après avoir compté les billets en présence des deux pirates et d'un diplomate américain, les autorités algériennes restituaient l'argent à ceux auxquels il avait été extorqué. Une chose est d'accorder l'asile politique à des pirates de l'air réclamant le statut de réfugiés politiques, une autre de devenir complice ou receleur". Ça c'était de la diplomatie de netteté révolutionnaire, où il y avait une morale, une éthique et de la conscience.

On donnait aux autres, et on acceptait leur aide, on leur offrait l'asile, et acceptations leur hospitalité. Entre hommes et femmes que tout ou presque séparait, il n'y avait plus de cloisons de quelque ordre que cela soit. Cela annonçait-il l'avènement d'un monde meilleur ? Que faire alors, de tout cela rapporté à ce qui se passe, dans mon pays, dans la vallée du M'Zab, aujourd'hui ?

Lettre ouverte au futur président algérien

L'Algérie traverse une crise très aiguë mais multidimensionnelle dont la mission du pouvoir politique s'en charge aux yeux du citoyen. Mais l'expérience politique de l'Algérie depuis l'indépendance nationale est minime de façon à ne pas créer un legs moins riche pour ne pas accabler le pays de faibles traditions.

Par H. Miloud Ameer *

L'expérience économique n'a pas montré son visage d'où l'Algérien attend ce que le pétrole lui couvre ses besoins constants et grandissants. De là s'inscrit en effet le rôle de l'Etat qui demeure, lui, faible et fragile par ce qui ont agité en son nom mais loin de ses intérêts géopolitiques et stratégiques non pas de prendre en main la société en gérant son territoire en fonction des besoins quotidiens de sa population mais d'aller avec celle-ci loin que prévu sans qu'il ait un électrochoc entre eux en terme d'égalité, de démocratie et de développement.

L'Algérie vient de fêter le cinquantenaire de son indépendance nationale sans que les centres de recherches scientifique et stratégique (s'ils en ya) ont évalué le passage avec un grand intérêt majeur qui consiste à enrichir le débat national au service de l'Etat avec toute clarté et objectivité. Néanmoins, La politique moderne a changé de cap selon la société qui lui ouvre la ligne par ses élites, ses cadres et ses institutions. De même, l'avenir est plein de défis, de menaces et de dangers que le monde traverse sous la mondialisation et ses enjeux sur l'ensemble de la planète.

L'Algérie attend dès le 17 avril 2014 son nouveau Président. Mais lequel ? Cette date est significative aux yeux de l'Algérien et du monde entier. Ce passage à travers les élections présidentielles mettra en effet l'Algérie devant le fait accompli. Il est considéré comme étant un tournant décisif et risqué à la fois. L'enjeu est de taille. L'Algérie attend par ses Algériens ce que le futur Président lui porte une solution sinon des solutions effectives et réelles face à cette fameuse crise. Le choix premier n'est pas idéologique ni régional mais plutôt national. Ce futur Président ne sera pas comme les autres du moment que le pays doit profiter de son expérience première et mettre l'ensemble des Algériens au service de leur pays. Une nouvelle ère qui s'ouvre à savoir son encadrement et son profit au pays, au peuple et au pouvoir.

L'Algérie compte sur ses fils avant tout mais aussi les compétents et brillants pour lui trouver une ligne de conduite majeure afin d'aller loin de la stabilité vers le changement, le développement et l'émergence. Ces élections présidentielles du 17 avril 2014 ne sont pas comme les autres du moment que le pouvoir en place veut durcir sa position politique contre ses opposants sous l'idée que son projet n'est pas encore fini et qui lui faut en-



core du temps pour achever ce qui n'a pas été réalisé par un (quatrième mandat). Ce passage contient des rapports de force majeurs au niveau du pays, de la région et dans le monde. L'Algérie doit profiter en ce début de troisième millénaire ce qui n'a pas su faire avec le premier Président en comptant tous ses Présidents. Quoique l'expérience traversée est moins riche mais le champ politique devrait éviter la crise par les meilleures solutions qu'on peut porter les uns et les autres. Quoi qu'il en soit, l'Algérie porte en elle des voix, des ambitions et des encouragements mais tout cela doit y trouver ses lignes et ses perspectives dans les prochaines élections.

L'Algérie ne veut plus tomber ce qu'a vécue durant la décennie noire sinon ce qu'on a fait depuis s'envole en l'air ; d'où cette expérience objective ou négative doit orienter le pays au fond vers son chemin sinon l'esprit du corps khaldounien a sa place fondamentale dans le mental et le psychisme algériens. C'est l'expérience politique et sa conduite majeure doivent donc guider aussi bien l'Etat que la société sans qu'ils tombent tous les deux dans la discontinuité politique. La politique n'est ni un jeu ni un intérêt personnel au détriment de l'Etat et son avenir face à la société et son édification dans l'Histoire des peuples.

L'Algérie compte plus de 35 millions de citoyens mais l'ensemble veut un changement pacifique et effectif en fonction de leur intérêt, de leur peur et de leur ambition... S'il ya crise politique en Algérie, c'est que la politique n'a pas fait son travail ou la politique n'a pas atteint son degré de sagesse pour contribuer davantage à fonder ce que le pays en terme d'institutions en a besoin. Or la politique est une science et un art à la fois. Le multipartisme doit trouver son terrain d'entente avec le pouvoir central non pas de viser celui-ci mais dans l'intérêt de l'équilibre du pouvoir ainsi que de la séparation des pouvoirs (Législatif, Exécutif et Judiciaire). La démocratie incarne plutôt l'individu que l'Etat avant qu'elle soit une culture hautement partagée entre le haut du pouvoir et le bas social. La notion du parti politique en Algérie n'est pas assez riche ni de conception ni de formation ni de conduite pour l'impliquer dans la vie politique du pays au propre sens du terme !

L'Algérie doit trouver un sursaut pour évaluer l'étape précédente (Administration, Finance et Politiques publiques) et rebondir sur des perspectives nouvelles

et renouvelées en fonction des résultats réalisés tout en profitant de ce qu'elle a vécue et souhaiterait y atteindre.

L'Algérie doit être riche à travers son Algérien sinon plus que sa géographie. L'homme est le maître de la nature pour qu'il crée l'idée, l'outil et la machine. Le futur Président algérien incarne-t-il cet espoir ? La conception de l'Etat change de figure chaque jour en Occident tandis que dans les pays du Tiers monde est pris en otage suite à l'expérience traversée jusque-là. Ainsi, le pouvoir agit au nom de l'Etat qui est d'ailleurs pris par un groupe qui voit en lui l'avenir de son pays au détriment des autres. C'est la raison pour laquelle les pays nouvellement indépendants sont dans un carrefour plein de risque dont l'expérience arabe passe au démembrement de certains Etats arabes comme en Somalie, au Soudan et en Irak...

L'Algérie est riche mais l'Algérien l'est-il aussi ? La richesse doit nous éviter tout débordement quel qu'il soit et, que la démocratie quoi qu'en dise est moins jeune en Algérie alors doit trouver ce lien organique à ce passage historique. Car il faut voir l'avenir en face sans pleurer pour autant ce que l'Algérie a payé par ses fils. L'avenir seul tranchera. L'Histoire est pleine d'aller et retour mais souvent sous l'emprise de l'étranger.

L'Algérie attend un débat politique sérieux et sérieux entre les candidats aux élections présidentielles du 17 avril 2014 vers EL Mouradia afin de convaincre l'électeur de son devoir face à son pays ; d'où le degré de la participation à ces élections présidentielles relève de la socialisation politique précédente du citoyen.

L'Algérie enfin est devant trois chantiers majeurs auxquels est confrontée parmi lesquels : Le premier chantier relève de la politique : Démocratiser la vie politique du pays pour ouvrir le champ politique aux partis, aux associations et aux organisations de la société civile afin de contribuer davantage au politiquement correct afin de donner chance à la naissance de la démocratie. Le second chantier relève de l'économie : Penser au-delà du pétrole afin d'investir l'homme comme capital social à travers l'éducation, les connaissances et les télécommunications. Le troisième chantier enfin relève des relations internationales : Mener une politique étrangère notamment régionale et internationale portant sur le dialogue, le partenariat et l'entraide dans un environnement aussi instable que risqué afin d'assurer la stabilité et la paix dans le monde.

* Enseignant et Chercheur Universitaire.

Je n'ai rien trouvé à vous dire cette semaine !

Par Bachir Ben Nadji

Je crois que j'ai une panne quel que part, un problème d'inspiration grave. J'ai beau cherché sur quoi vous entretenir, mais je n'ai rien trouvé, vraiment rien à me mettre sous la dent, rien à vous dire et c'est vraiment dommage, et ça m'arrive de temps à autre, ce qui me fait de la peine. Mais, peu importe, je vais quand même vous parler de ce qui se passe ces jours-ci chez nous, supportez-moi cette semaine, peut être que pour les semaines qui viennent je serais certainement plus prolifique comme aimait à me le dire mon ami Hamid Skif, mort en Allemagne et mis sous terre dans sa ville natale, Oran, il y a de cela deux années pleines.

Mon vieil ami Moh Saïd Ziad est mort le 30 mars au moment où le printemps prenait place dans sa Kabylie natale et où il s'est réinstallé pour de bon depuis de longues années, quittant la grande ville et son bruit infernal. Ça fait très longtemps que je n'ai pas vu Moh Saïd, mais il m'arrivait d'avoir de ses nouvelles, lui l'homme des nouvelles, lui le journaliste parfait, le professionnel qui a roulé sa bosse dans pas mal de rédactions des années soixante et jusqu'à un passé pas très récent. Je l'ai connu du temps où il hantait l'agence de presse APS quant celle-ci occupait le 7 Boulevard Ernesto Che Guevara.

Moh Saïd était longiligne comme un palmier dans une ferme d'oliviers, lui le natif de Djemaa Nsaridj, il était maigre mais fort comme un roc, l'huile d'olives ayant fait son effet sur son organisme, des années durant du temps où il usait ses fringues sur les bancs d'écolier dans la wilaya de Tizi Ouzou. J'ai fréquenté Moh Saïd, que je respectais beaucoup, il était plus âgé que moi et plus expérimenté que moi qui venais à la profession, du temps où il habitait chez sa sœur à Baba Ali, à la périphérie d'Alger, et je le retrouvais soit dans le train du matin, Blida-Alger, soit dans la salle de rédaction du premier étage de l'APS, ou parfois devant l'entrée de l'agence où il aimait s'arrêter pour contempler les allées et venues des citoyens entre la Place des Martyrs et le Square Port Saïd.

Moh Saïd, était poète sur les bords, il n'aimait pas la dépêche réécrite, il était créatif et aimait la création de la dépêche, celle qu'il écrivait lui-même et qu'il « tissait » comme on prépare un métier à tisser pour les beaux burnous kabyles, blancs comme les neiges du Djurdjura, et comme l'eau des ruisseaux qui alimentent les nappes et les hommes.

Moh Saïd avait ses qualités et ses défauts, mais il avait un bon cœur, il aimait son pays l'Algérie et aussi sa Kabylie natale où il passait ses week-end quand il vivait à Alger.

La mort de Moh Saïd des suites d'une longue maladie a réveillé en moi de bons souvenirs de cet homme, un Argaz El Aali, et de beaucoup de nos amis, vivants et morts, ceux de l'Algérie indépendante, des premières années de sa reconstruction et de ses idéaux, des années qui ont permis aux enfants du peuple de fréquenter, très nombreux, les lycées, l'Université algérienne, et d'entrer de plain-pied dans le monde du travail pour servir leur pays, relever le défi et honorer leurs parents qui n'ont pas été à l'école et qui ont sué dur au service de leurs progénitures, et aussi honorer le serment des Chouhada, morts pour que l'Algérie vive indépendante et que ses enfants jouissent de la liberté et de l'indépendance nationale.

En cette fin mars 2014, la mort de Moh Saïd m'a aussi permis de me souvenir de mon ami Hamid Skif, un autre poète qui a lui aussi hanté des

rédactions et qui a atterri à l'APS, comme nombre de ses anciens amis et collègues de la défunte La République d'Oran, « assassinée » pour laisser place à un titre arabophone, El Djoumhouria, et dont les éléments, journalistes surtout, ont été disséminés ça et là à travers les rédactions algéroises, comme ce fut le cas de feu Abdelmalek Ouasti, le baroudeur, Hadj Chikh Bouchène le gentleman, Abdelkader Djemai (l'écrivain), Benamar (le ben des mots croisés) qui sont devenus nos amis et tant d'autres qui ont fait les beaux jours de la presse nationale des années soixante et soixante dix et qui ont continué durant les années quatre vingt, les uns en Algérie, et d'autres dans pas mal de pays (que ceux que je n'est pas cité par oubli m'excusent). Je sais que certains continuent à exercer même en tant que contractuels, d'autres font des chroniques ça et là et d'autres ont mis leurs plumes hors des enciers pour s'occuper d'eux-mêmes et de leurs familles. A tous ces gens, je rends hommage car ils ont été nos aînés et nos pairs, qu'ils nous ont appris le métier et les bonnes manières, le sens du professionnalisme, la solidarité et tant de qualités qu'ils ont acquis, eux sur le terrain surtout.

En cette fin mars 2014, la presse nationale a également perdu un homme de radio, un grand journaliste sportif qui a régalé tant et tant d'auditeurs par ses commentaires de rencontres sportives, du football et de diverses autres disciplines.

Je reviens à mon inspiration qui me trahit à chaque fois et après ce tour d'horizon en hommage à des amis journalistes, décédés et vivants encore, pour vous entretenir de la campagne électorale qui bat son plein depuis plus de dix jours et au cours de laquelle, il y a eu de grands et petits discours, des grands et petits slogans, de grandes et petites phrases sur les programmes des six candidats qui voient, chacun à sa manière, l'Algérie de demain.

Il y a aussi la visite du secrétaire d'Etat américain qui a fait avant sa venue en Algérie, couler beaucoup de salive parmi les politiques et les non politiques, et couler beaucoup d'encre pour remplir des pages et des pages de journaux. Chacun y est allé avec ses réactions, chacun y est allé avec sa lecture de cet événement, mais le seul qui ne s'est pas prononcé ni soufflé mot, c'est le ministère des Affaires étrangères, le seul à savoir de quoi il en retourne dans les relations algéro-américaines, ce qui veut dire que tout ce qui se dit n'est que brouille dans les faits et la réalité de la chose que dicte la diplomatie.

J'aimerais aussi vous parler de ce qui se passe ces jours-ci sur la scène nationale, surtout de ceux qui prennent le peuple algérien pour immature, ceux qui pensent que le citoyen est prisonnier, comme si nous vivions en Corée du Nord, et ceux qui pensent que l'Algérie c'est Alger, effaçant d'un trait de crayon tout un pays grand comme cinq fois la France. Il y a également ceux qui font peur aux algériens et qui veulent dicter à ce peuple de quoi et de qui il doit avoir peur, comme il y a ceux qui, toute honte bue, et qui ont un culot incroyable de s'adresser à un président d'une puissance étrangère et d'une communauté régionale, elle aussi étrangère, pour leur demander « D'AGIR SANS TARDER » (contre qui, un ennemi intérieur ?) et que leur geste sera reconnu par le peuple algérien. Pour ma part, je dirais que veulent ces gens, veulent-ils que l'oncle Sam les sauve de l'ouragan, veulent-ils que la Communauté voisine envoie ses armées comme en RCA afin de sauver leurs meubles, je ne sais pas, mais je ne voudrais pas le savoir car le peuple algérien, lui seul sait, et là je dirais, à bon entendeur salut !

Les jeunes, l'autre enjeu électoral

Les jeunes, en âge de voter, représentent quelque 45,12% du corps électoral ; les abstentionnistes se recrutent, globalement, dans leur catégorie, d'où l'intérêt des candidats à la présidence de la République, qui s'adonnent à une surenchère féroce pour capter les voix de ceux, d'entre eux, qui iront aux urnes.

Par Cherif Ali

Tous y vont de leurs promesses : un «Revenu National Minimum» pour les sans-emplois dit l'outsider Ali Benflis, même si beaucoup y voient un «copié-collé» du RSA Français «Revenu de Solidarité Active», irréalisable en Algérie, car 30% des allocataires en France ont un travail et ce revenu-là, n'est qu'un complément pour eux, ce qui n'empêche pas le candidat de surenchérir avec la réduction du service national, le logement et l'accès des jeunes aux responsabilités nationales, rien que ça ! En face, dans le camp du favori, on leur promet une réévaluation du dispositif du microcrédit existant, plus le logement pour les célibataires et les étudiants en plus des facilités qui seront accordées à ces derniers de créer leur start-up, au sortir de l'université, avec, s'il vous plaît, un appui financier des pouvoirs publics ! Et le must, il faut aller le chercher du côté des lièvres, chez le candidat Abdelaziz Belaid, qui nous fait sa crise de «jeunisme» à 50 ans et qui promet aux jeunes le «pouvoir» et aux vieux le «mouroir».

Loin du tohu-bohu dont ils sont pourtant l'enjeu, les jeunes d'aujourd'hui, veulent vivre leur temps, étudier juste ce qu'il faut pour un certain nombre, trouver un job pour beaucoup et se marier pour la plupart, leur problème n'est pas que matériel, et ça les candidats et la candidate à la présidence de la République ne l'ont ni perçu ni compris !

Nos jeunes ont le «blues», connaissent le «spleen» et leurs problèmes ne se résolvent pas à coup de place dans un marché, fut-il «parisien» ou par l'attribution, au pied levé, d'un local, pour l'exercice d'un hypothétique commerce sans lendemain.

Et la solution à leurs avatars ne se réglera pas par des «promesses-bidons» à la hussarde, ni par décret, encore moins par le biais d'un miraculeux plan Marshall, et tous ceux qui pensent avoir trouvé l'angle parfait pour résoudre cette question des jeunes et de cette manière, font fausse route.

Aujourd'hui par exemple, voyez par vous-même, à la question posée «Et la jeunesse ?» on vous répond ! «Quelle jeunesse ?»

Et pourtant, les jeunes sont partout dans la rue, jour et nuit, dans les cybers, bus, voitures, marchés, stades, sans oublier les murs et les halls d'immeubles, qui restent, leurs endroits de prédilection.

Et une fois encore, à la question qui leur est posée : «qu'est-ce que vous attendez des élections présidentielles du 17 avril en tant que jeunes ?» On vous répond : «nous n'attendons rien du tout, absolument rien !» Ça résonne comme une sentence de tribunal. Ça tombe comme le couperet de la guillotine.

Et le problème est tellement profond qu'il n'a pas, comme de bien entendu, échappé à la sagacité de Abdelmalek Sellal qui lors de ses sorties dans les wilayas, n'est pas allé par quatre chemins pour dire aux walis et à tous les responsables locaux, sur un ton aussi péremptoire qu'émotionnel : «Laissez les jeunes souffler, laissez-les vivre !».

Pour souffler déjà, beaucoup de jeunes ont pris le parti d'arrêter les études ; une grande proportion des 16-20 ans n'est plus intégrée au système éducatif ; d'autres, franchement, n'avaient ni les aptitudes ni l'envie de continuer leur scolarité au-delà du collège. Les 16 ans et plus, sont ceux ayant raté le B.E.M et l'entrée au lycée, non sans avoir au préalable, redoublés de quelques classes ; les 20 ans et plus constituent la tranche des recalés du B.A.C et de leurs congénères qui l'ont passé et repassé, en vain.

Donc, l'école, le lycée, ils les quittent qui forcés, qui usés, mais en tout les cas sans regrets, car ces jeunes là sont dans l'insouciance des lendemains ; même le système éducatif a bonne conscience et s'en sort quitte ; il est certes décrié, mais il continue néanmoins à remplir l'objectif républicain qui lui est assigné, à savoir : «l'école obligatoire jusqu'à 16ans».

Oui mais entre temps, il y a eu la libéralisation de l'enseignement avec l'ouverture des écoles et lycées privés, avec paraît-il, des meilleurs résultats et une pédagogie plus adaptée aux «apprenants», mieux que ce qui est dis-



pensé par l'école publique aux dires des parents qui acceptent de faire des sacrifices, les autres, sont résignés pour la plupart, car pris par les vicissitudes de la vie.

D'autres parents, tentent tout de même, de jouer un rôle d'appoint en investissant les associations, fructifiant, ainsi, le partenariat parents-écoles ; cela se traduit par une proximité avec les professeurs et un marquage «à la culotte» de leurs enfants : révision strict des devoirs à la maison, sans oublier les fameux cours de soutien dispensés dans les conditions et aux tarifs que nul n'ignore. D'autres parents plus laxistes, s'en remettent aux seuls enseignants ignorant tout du cursus de leurs enfants et surtout des problèmes des premiers nommés.

Les enfants, pour leur part, passent à l'école le temps qu'il faut et les rues s'empressent et se vident à leur rythme. Va et vient complexe : c'est toujours l'heure de l'école pour quelqu'un, non sans crainte au regard de tous les faits divers dont les enfants sont victimes.

Le cap du primaire passé, le gros de la masse des élèves accède au collège, grâce aux cessions de rattrapage dès la 6ème pour un grand nombre qui, en prime, quittent le primaire avec une scolarité, pour cause de cartable trop lourd et de chaise cassée ou mal ajustée.

Au collège, le changement réside principalement dans l'infrastructure et les données restent les mêmes : enseignants au rabais, effectifs surchargés, programmes inadaptes, manque de professeurs de français, quand ce n'est pas ceux des mathématiques, cantines et ramassage scolaire inexistant, tout comme le chauffage d'ailleurs.

Et à toutes les étapes, les élèves «apprennent, beaucoup plus qu'ils ne comprennent». Le brevet d'enseignement moyen signifie, pour ceux qui ont redoublé de classe, l'élimination en cas d'échec. En tous les cas, les objectifs de l'école fondamentale sont saufs :

- la règle de l'école obligatoire a été respectée.
- aucun élève n'est exclu avant ses 16 ans et la réussite au B.E.M.

Ceux qui rentrent au lycée, ne visent qu'un seul objectif : le baccalauréat et l'entrée à l'université où ils se retrouveront dans des campus «au service minimum» en matière d'amphis, de réfectoires, de chambres et de moyens de transport ; beaucoup d'étudiants se contenteront d'un label «enseignement supérieur» peu

significatif, au regard des lacunes qu'ils ont accumulées dans leur scolarité, dès le primaire, le collège et le lycée.

Ajouter à cela, l'absence d'éléments culturels extérieurs à l'université à même de compenser la faiblesse de leur niveau, tels que les livres, les dictionnaires, les ordinateurs en nombre insuffisant ; dans ces conditions, à quelles connaissances, quels sujets de réflexions, les étudiants peuvent-ils accéder par eux-mêmes ? en l'absence de documents et d'ouvrages de référence ? Une infime minorité est familiarisée avec les livres et une majorité n'a jamais tenue entre ses mains un quelconque ouvrage ou simple roman. Pour les exposés, un seul salut pour les étudiants : le copié-collé ! Pour la majorité déjà, avoir simplement la moyenne demande des efforts titanesques. Ils ne sont pas découragés pour autant, car au bout du compte, ils sont gagnés par la certitude d'obtenir, quoiqu'il advienne, un diplôme à la valeur intellectuelle douteuse, mais socialement monnayable.

En définitive, on peut dire que l'université algérienne donne le diplôme sans assurer le savoir.

Au sortir de l'université, on se met encore une fois à poser la question à tous ces jeunes diplômés : «wech les jeunes, kifech, kech khedma ?» Et la réponse est cinglante : «l'Algérie ce n'est pas un pays pour les jeunes, c'est pour les pistonnés ; les meilleurs d'entre nous font la queue au filet social, à l'ANSEJ ou à la mairie pour acquérir une place au marché» Ça c'est les diplômés qui parlent, les autres, les 16-20 ans qui n'ont été intégrés ni dans le système éducatif, ni enrôlés par le marché de l'emploi, se partagent la rue et se disputent les parkings sauvages et encombrant les tribunaux.

Des stages de formation professionnelle semblent être la solution pour certains, pour d'autres, c'est les affaires, où l'emploi informel, quand ce n'est pas le trafic de drogue. Mais dans l'absolu, tous ces jeunes, s'accordent à dire que seul l'emploi peut les stabiliser dans leur vie de tous les jours ; ils ne s'interdisent pas de rêver d'avoir un logement et la cerise sur le gâteau, se marier.

Alors, posons-leur encore une fois la question : «avoir un logement, une fois que vous

serez mariés ?» «non, non ! avant, sinon ce n'est pas possible, car avec la famille ça ne marchera pas !». Et ici «le laissez-les vivre» du Premier Ministre, prend tout son sens. Ces jeunes veulent vivre leur temps et se construire en dehors du cocon familial : travail- logement, ces deux mots sont dits à l'unisson, le mariage suivant de très près.

En fin de compte, la jeunesse serait bien un mythe dont la spécificité apparaît très mal : rien ne lui est destiné en propre ! «On a une vie programmée comme un âne qui va labourer le matin et revient le soir» me disait un jeune. «Et s'il n'est pas nécessaire d'aller labourer, je reste au lit jusqu'à midi. Là, je me fais virer par ma mère, mais si on me laissait tranquille, je dormirais jusqu'à 16 heures».

Quant à voter, mieux vaut ne pas poser la question !

Et notre société, se cherche encore pendant que «son armée inutile de jeunes», en errance, n'en finit pas de grossir ! Tous rêvent d'Europe : «là-bas, la vie est plus facile, disent-ils» ; même les diplômés de l'enseignement supérieur, font le même rêve «pour valoriser leur formation et leur diplôme», prétendent-ils, «pour acquérir le savoir et revenir» surenchérissent les plus fûtés parmi eux.

Nos jeunes aiment le pays et ils veulent le quitter : quel paradoxe ! Telle est l'équation que doivent résoudre nos candidats et notre candidate à la présidence de la République, au lieu de s'engager sur des promesses qu'à l'évidence, ils ne pourront jamais tenir !

Pendant ce temps-là, l'expression «la jeunesse perdue» continue à fleurir dans la bouche des aînés et même des politiques.

On peut au regard de la demande des jeunes «emploi-logement-local commercial», déplorer sur le principe, leur mentalité d'assistés, mais sur un autre registre, on ne peut que blâmer tous ces gouvernants, tous ces candidats qui pensaient régler le problème de la jeunesse «en quelques lignes dans leur programme électoral».

Les jeunes, en réponse, disent qu'ils ne s'intéressent pas à la politique. C'est en fait le verbiage politique et la langue de bois qu'ils rejettent ; ils sont fatigués des promesses sans lendemain et de l'intérêt qu'on leur manifeste soudainement la veille des élections où tous les candidats et la candidate les courtisent et vont même jusqu'à négocier leur présence dans leurs meetings.

Certes, l'Etat a favorisé l'enseignement, construit des logements, des routes et des hôpitaux. C'est suffisant, ce n'est pas assez, le problème n'est pas là, car aujourd'hui, il est peut-être victime de son succès ou de son omnipotence ; il est, présentement, confronté à la triple rébellion du social, de l'enseignement et des libertés :

1. du social tout d'abord, qui est dans le même temps soumis aux exigences économiques de profit, de rentabilité et corrélativement, de grèves et de conflits sociaux.
2. de l'enseignement ensuite, incapable de se mettre à niveau dès lors qu'il ne s'est préoccupé que du quantitatif au détriment du qualitatif.
3. des libertés, enfin, qui font partie des acquis et des réformes ; souvent, les jeunes ne savent pas quoi dire mais ils savent, pour les plus fêrus, l'exprimer à travers les réseaux sociaux et les forums les regroupant : pour passer le temps» disent-ils et aussi quelques messages qu'il appartiendra aux aînés, notamment ceux qui sont au pouvoir, ou qui s'approprient à le prendre par l'urne, de décoder.

Il faut dire que beaucoup reste à faire au plan social, mais aussi générationnel, sinon comment expliquer, que 50 ans après l'indépendance un jeune algérien sur cinq ne connaît de la guerre de libération, que les récits familiaux, ou ce qu'il suit, cycliquement, à la télévision, comme reportages redondants, sur les maquis ou les hommes qui ont fait la révolution.

Il faut avoir le courage d'admettre, aujourd'hui, que ce qui était charnel pour les moudjahidines n'est plus qu'un «oui-dire» pour les adolescents, tant que l'histoire n'est ni écrite ni enseignée correctement.

Le fossé se creusera davantage entre les générations, les jeunes estimant, aujourd'hui plus que jamais, qu'ils n'ont pas eu la part de pétrole qu'il leur revient, ou les postes de commandement auxquels, légitimement, ils aspirent, 52 ans après l'indépendance et qui exige une «transmission générationnelle du pouvoir» maintenant !

Nos jeunes, c'est connu : quand ils adhèrent, ils aiment jusqu'à en mourir, comme par exemple, quand ils fêtent les victoires de l'équipe nationale de football et les accidents qui s'en suivent et quand ils détestent, c'est en masse qu'ils l'expriment !

Et toutes les promesses électorales, aussi mirabolantes soient-elles, n'y changeront rien.

■ Sur les positions des ex-hauts responsables

Pourquoi les anciens Premiers ministres et un grand nombre de ministres dans notre pays se convertissent à l'opposition?

Par Abdellatif Bousenane*

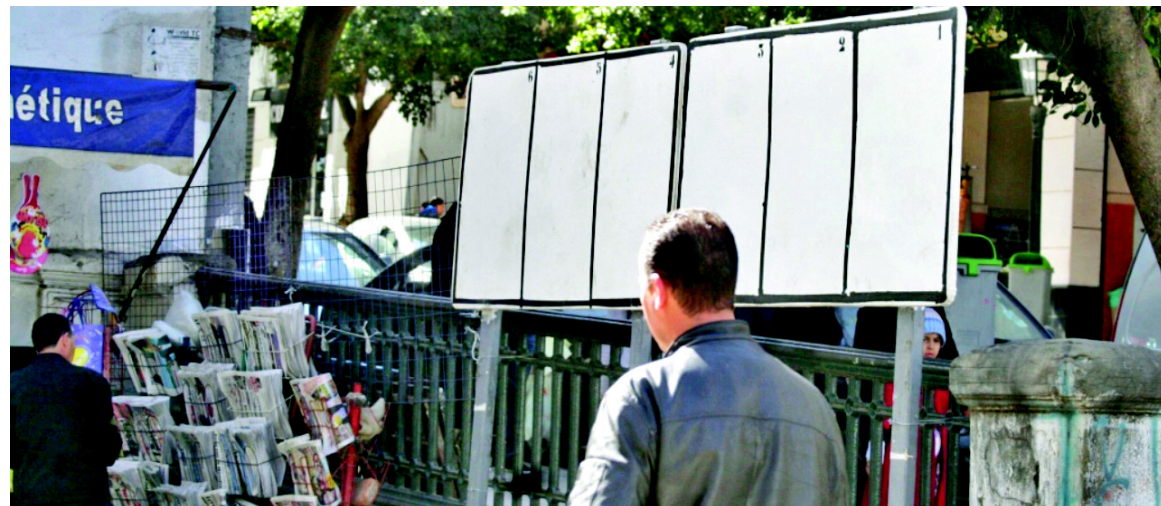
C'est un phénomène très intéressant à observer et analyser. De Abdelahamid Brahimi à Ali Benflis en passant par Mouloud Hamrouche, Sid Ahmed Ghazali, Mokdadi Sifi et Ahmed Ben Bitour, ils ont tous occupés le poste du premier ministre, ce qui est une haute fonction au sein de l'état. S'agit-il d'un éveil de conscience si tardif ? De règlement de compte avec leurs ex-amis ? Tout simplement, d'un simple jeu classique de la politique politicienne, c'est à dire, quand je ne suis plus au pouvoir je serai automatiquement dans l'opposition ? Ou plutôt d'une maladie chronique chez nos hommes politiques qui est l'attachement pathologique au pouvoir (l'amour du KOURSSI) ? D'abord, dans la logique des choses basiques, n'importe quel pouvoir politique au monde est dans l'incapacité d'inclure tous les gens désireux d'être aux manettes du pouvoir, pour une très simple raison : l'obstacle numérique, c'est à dire, leurs nombre très élevé. Si on compte le nombre de nos anciens premiers ministres,

anciens ministres et anciens hauts fonctionnaires de l'état, on a de quoi remplir une salle vide lors d'un meeting de la campagne électorale. Ce phénomène est dû, peut être, à la faiblesse flagrante, justement, de l'opposition politique, qui n'arrive même pas à mobiliser une petite partie de la population, et qui crie toujours au complot du pouvoir contre elle. Cette même opposition nous interdit de parler du grand complot international contre l'état algérien sous prétexte que la théorie du complot est complètement dépasser «c'est ringard». Une autre question plausible. Ces ex-hauts responsables, peuvent ils faire ce qu'ils n'ont pas pu le faire quand ils étaient aux manettes ? Ces mêmes personnes parlent de renouvellement et de changement alors qu'eux même occupent la scène depuis au moins 35 ans ! Contradiction ! Pire encore, le point commun entre tous ces anciens serveurs de l'état, c'est le fait d'avoir dirigés le pays dans les années 1980 et 1990. On connaît le résultat de ces deux décennies : le pays fut, tout simplement, ruiné. Ce qui me stupéfie le plus dans cette question, c'est que ces fils du «système» et malgré leurs longue et grande expérience dans les rouages du pouvoir, ne sont pas encore compris la complexité et la profondeur de la pro-

blématique du développement, pas seulement en Algérie, mais dans tous les pays du tiers monde, ils continuent ainsi à parler d'une facilité et légèreté scandaleuses concernant ces problèmes là, disant, en gros, c'est la faute au «système» ! Mais, au nom de dieu, dites nous qu'est ce que c'est qu'un «système» ? Je pense que, l'incapacité de ces ex du «système», à construire un discours pertinent et une analyse rationnelle à notre problématique, nous renseigne sur les raisons de leur échec lorsqu'ils étaient au pouvoir. Ceci étant dit, je ne mets pas tout le monde dans le même sac, car il existe parmi eux des personnes plus intègres que d'autres, beaucoup plus sincères que d'autres et plus soucieux de l'intérêt général du pays que d'autres. On peut faire la distinction, bien évidemment, entre ceux qui ont une fidélité implacable au pays et ceux qui ont des positions farfelues, mettant ainsi leur bien être par-dessus tout et peuvent, même, aller comploter avec des intelligences étrangères contre les intérêts de leurs propre pays.

* Docteur en sociologie politique.

■ Une présidentielle désormais ouverte



Par Salim Metref

Les élections municipales françaises et les résultats qu'elles auront charrié dans leur sillage confirme ce qui depuis quelques mois était déjà en gestation, la bérézina inéluctable de la gauche socialiste et la montée en puissance de l'extrême droite. La première confirme que l'électorat populaire favorable aux socialistes a préféré cette fois-ci s'abstenir, confié ses suffrages à la droite dite républicaine où soutenir carrément les candidats du front national. La seconde confirme que les idées de l'extrême droite font leur chemin, s'enracinent dans le pays profond et révéleront à l'occasion des présidentielles de 2017 leur véritable signification politique. L'élection de Marine Le Pen à la magistrature suprême n'est plus une utopie, ni un leurre et encore moins une vue de l'esprit. Cette dernière a su profiter intelligemment de la bienséance du lobby médiatique qui pour la première fois a accepté de lui ouvrir ses rédactions et studios de télévision pour des raisons que révéleront peut-être la teneur et la consistance du discours politique que délivrera à l'avenir l'égérie du Front National. La droite dite républicaine n'a pas vé-

ritablement bénéficié d'un raz-de-marée électoral bien qu'elle ait véritablement réussie à conquérir des villes qui ne lui ont jamais été acquises. L'abstention et le vote sanction lui ont plus profité qu'une véritable adhésion des électeurs à ses idées. Seul le Front National peut se prévaloir d'une véritable adhésion à son programme et à ses idées. Son électorat dépasse désormais les traditionnels fiefs du sud de la France, travaillés depuis des décennies par une partie des rapatriés d'Algérie et des anciens ultras de l'OAS, mais réussit à s'ancrer dans d'autres régions comme le nord de l'hexagone. Cette reconfiguration brutale, mais pas encore achevée, de la carte politique française va inéluctablement libérer les grandes manœuvres pour l'élection de 2017. Beaucoup de candidats sont déjà dans les starkings-blocks et la mêlée se fera à couteaux tirés. Ainsi à gauche, l'actuel président français devra compter sur la concurrence loyale de son ex ministre de l'intérieur, chouchou des sondages bien qu'actuellement en légère baisse surtout depuis l'estocade portée tel un matador à l'humoriste Dieudonné, qu'il vient de nommer à Matignon. Ce dernier connu pour son soutien inconditionnel à Israël va sans doute influencer encore plus sur la politique étrangère de la France. Mais cette nomination obéit aussi à des calculs d'un

président pas aussi naïf qu'on ne le croit, sans doute inspiré par le flair politique de l'un de ses anciens mentors François Mitterrand, qui pour se débarrasser de Michel Rocard, alors champion des sondages, l'a étouffé dans la fonction de premier ministre. Et 2017 est encore loin. La droite devra aussi compter sur une guerre des chefs inévitables entre un ancien Chef de l'Etat qui souhaite revenir aux manettes et deux de ses anciens lieutenants qui s'entre déchirent depuis des années. Deux blocs politiques précipiteront sans doute la reconfiguration du paysage politique français et mettront un terme à l'alternance au pouvoir des deux grosses cylindrées politiques qui depuis la libération ont quasiment vampirisé la vie politique française. Il s'agit de la gauche non socialiste, revendicative et populaire et de l'extrême droite, formation dopée par l'émergence d'une nouvelle génération de politiques, hyper diplômée et acquise à l'idée de l'urgence de sauver leur pays de l'emprise des lobbys et des cartels technocratiques notamment européen. Ces élections présidentielles permettent de confirmer que dans les pays démocratiques, les erreurs politiques, les promesses non tenues, les reniements, les renoncements et les affaires se paient cash grâce au suffrage universel.

LA CHRONIQUE
DU BLENDARD

Paris : Akram Belkaïd



■ DZombie

On parle beaucoup de morts-vivants en ce moment et pas seulement parce que notre gloire nationale, notre Danube, pardon, notre Mazafrande la littérature platinée, Yasmina Khadra, a qualifié, dans les colonnes du Journal du Dimanche (1), le régime algérien de «zombie» (ce qui est une manière élégante de remercier le dit régime de lui avoir offert un beau poste à l'étranger, rémunéré en devises fortes, mais ceci est une autre histoire...). Reprenons. Des zombies donc. Il y a quelques semaines, l'hebdomadaire Courrier international a publié la traduction d'un article du Wall Street Journal (WSJ) où il est question de l'étrange engouement que connaît le monde universitaire américain pour ces créatures revenues d'entre les morts pour s'attaquer aux vivants (2).

«Il est manifestement acceptable aujourd'hui d'étudier avec sérieux les zombies» a ainsi déclaré Kyle William Bishop, directeur du département d'anglais de l'université orientale de l'Utah et lui-même auteur d'une thèse (!) sur le sujet. A croire le WSJ, il existerait aujourd'hui «une horde d'universitaires fascinés par l'histoire culturelle et la métaphore représentant les morts-vivants». Et l'attrait pour ce thème est d'autant plus fort que ce dernier est omniprésent. Littérature, cinéma, séries télévisées, jeux informatiques : le zombie est une valeur sûre comme en témoignent le succès d'un film comme «World War Z» ou de la série «The Walking Dead».

On peut en sourire mais cet engouement des universitaires proclamés «zombiologues» est dérangeant à plus d'un titre. Le quotidien des affaires étasunien rapporte que des enseignants s'inquiètent du fait que cela pourrait inciter les étudiants à «se détourner des classiques». Il est vrai qu'entre Shakespeare et «The Walking Dead», le choix d'une recherche ou d'une dissertation menée par un post-adolescent (ou un adulescent) risque fortement de privilégier l'aspect ludique. D'ailleurs, ce n'est pas propre qu'aux zombies puisqu'il est de bon ton aujourd'hui pour les chercheurs de s'intéresser avec sérieux aux séries télévisées, «The Wire» et «Game of Thrones» arrivant en tête des publications et colloques.

L'autre élément qui intrigue est que les défenseurs des études en «zombiologie» affirment que cette thématique a alimenté «une mythologie très importante, qui traite spécifiquement de l'esclavage». Le Wall Street Journal cite d'ailleurs un ouvrage, «le zombie transatlantique : esclavage, rébellion et morts-vivants», qui montrerait comment «les zombies ont fini par incarner les luttes contre l'esclavage et le colonialisme». Thèse intéressante, qui mérite d'être signalée en attendant d'être lue et

qui interpellera certainement celles et ceux qui vivent en situation de domination.

Mais revenons à l'usage du terme zombie. Il y a quelques années, l'économiste australien John Quiggin a publié un ouvrage intitulé «Zombie Economics» où il était question des idées économiques qui auraient dû mourir d'elles-mêmes mais qui continuent pourtant d'exister encore et qui dominent toujours le débat et les stratégies politiques. Parmi elles, il y a l'idée que les marchés financiers sont toujours efficaces (on l'a bien vu en 2008...), celle que l'indépendance des Banques centrales empêche toute dérive (comme en 2008...) ou celle selon laquelle les politiques fiscales en faveur des plus riches favorisent toujours l'emploi (mais où est passé le bouclier fiscal de Sarkozy ?). Conclusion de Quiggin : ces idées disqualifiées sont très difficiles à tuer. Tout comme les zombies dont la quasi-invulnérabilité offre d'innombrables possibilités aux scénaristes.

Pour terminer ce tour d'horizon, et comme il y a longtemps que cette chronique n'a pas traité de football (à la grande satisfaction de nombre de ses lectrices et lecteurs), on signalera donc la sortie sur les écrans de «Goal of the dead», une «comédie d'horreur» française où il est question d'une équipe modeste et de son public qui se transforment en zombies juste avant une rencontre avec la grande équipe de Paris. Dérision et clin d'œil garantis.

Mais reprenons notre sérieux. Toute cette réflexion à propos des zombies ne peut que nous ramener à parler de l'Algérie. En 2001, l'un des slogans des jeunes manifestants du printemps kabyle était : «vous ne pouvez pas nous tuer, nous sommes déjà morts». Des mots tragiques qui mettaient en exergue la désespérance d'une jeunesse en sursis et privée d'une «vraie» vie. Pourtant, il n'est pas possible de la traiter de zombie. Le terme est trop négatif, trop connoté. Finalement, notre Medjerda de la scribouille n'a pas tort : s'il faut parler de zombie, c'est bien en référence au régime algérien. Pas simplement parce qu'il entend maintenir un homme très malade à la tête de l'Etat mais parce qu'il est malfaisant, qu'il est l'ennemi de la vie de son peuple, qu'il semble des plus difficiles à déloger et, qu'en fin de compte, il n'a aucune perspective. Voilà pourquoi les zombiologues de tous poils devraient laisser tomber l'étude de «The Walking Dead» et converger en masse vers l'Algérie. Ils y trouveront une matière abondante et de quoi publier moult thèses et papiers savants.

(1) «Le régime algérien est un zombie», propos recueillis par François Clemençon, 29 mars 2014.

(2) «Zombie Studies Gain Ground on College Campuses», Erica E. Phillips, 3 mars 2014.

la Chronique
de Paris

Par Pierre Morville

Le rôle de l'armée
dans le «Printemps égyptien»

Le maréchal Sissy sera bientôt président de la République égyptienne. Il faut qu'il suspende, au moins par esprit de miséricorde, les innombrables condamnations à mort en cours.



La justice égyptienne a condamné à mort 529 partisans du président islamiste Mohamed Morsi, destitué par l'armée, pour des violences commises durant l'été, à l'issue d'un procès expéditif sur fond de répression sanglante des islamistes en Egypte. 683 autres partisans de Mohamed Morsi ont été jugés pour répondre de violences et connaîtront leur sort le 28 avril. Pour Riadh Sidouani, politologue spécialisé sur le monde arabe, l'économie égyptienne est «est très fragilisée, et il ne peut supporter économiquement le terrorisme». Par ce fait, «les autorités et l'armée s'affolent, et ont choisi de réagir rapidement, de façon brutale, pour combattre le terrorisme et surtout stabiliser le pays». Ces exécutions auront-elle lieu ? Sur le plan humain et quelque soit l'opinion (très négative) que l'on porte sur l'islamisme radical, il ne faut pas le souhaiter et appeler les autorités égyptiennes à une certaine miséricorde. Sur le plan intérieur, ces exécutions entraîneraient une radicalisation extrême de franges du Mouvement des Frères musulmans. Sur le plan international, l'image de la République égyptienne en serait affectée. Mais il est possible que ces menaces de mort sur un près d'un millier de condamnés, après une prise du pouvoir musclée de l'Armée, ne soit paradoxalement, qu'une injonction faite aux Frères musulmans à une reddition ou, à reprise du débat débouchant, à terme, un retour sur la scène politique de ce courant politique, avec acceptation explicite de sa part de la situation créée. Après une répression et des condamnations sévères des militants, il faudra analyser, de ce point de vue dans les prochains mois, comment les autorités vont gérer les procès des figures politiques des Frères musulmans, actuellement détenues.

L'armée, figure incontournable du «printemps égyptien»

Didier Billon, directeur de l'institut de géopolitique IRIS a publié en mars, une étude modeste intitulée «Egypte, esquisse d'un bilan», avec des analyses fort instructives. Il souligne tout d'abord la place toute particulière qu'occupe ce pays dans les mouvements politico-culturels qui ont façonné le monde arabe moderne : de la Nahda (renaissance) à la fin du XIX^e siècle, au «Réveil» de ce début de XXI^e siècle en passant par le panarabisme impulsé par Nasser et même l'islamisme politique des Frères musulmans, fondé par Al-Bannah. Pour lui, «le destin de l'Egypte post-Moubarak mérite une attention toute particulière».

La chute du Rais, après la fuite de Ben-Ali de Tunisie, a ouvert les «printemps arabes». La contestation semble avoir surgi de nulle part, prenant de court tant le pouvoir en place, que l'ensemble des grandes capitales états étrangers. La mobilisation populaire fut très rapide et la Place Tahrir au Caire devint un symbole international de l'exigence démocratique et de la revendication de la justice sociale. Mais le chercheur de l'IRIS nous rappelle dans son étude, que le départ de Moubarak a d'abord été motivé par la décision de l'armée égyptienne de se séparer du président et de son clan familial : Moubarak avait désigné son fils Gamal comme successeur, «dans un sorte de monarchie républicaine», note Didier Billon. Gamal, autocrate affairiste et partisan acharné de la déréglementation libérale sur le plan économique s'était attiré la vindicte des classes populaires et des classes moyennes «mais il pouvait également faire obstacle aux intérêts économiques dont l'armée dont on sous-estime souvent le contrôle qu'elle exerce sur des secteurs stratégiques de l'économie égyptienne» précise le chercheur. Si l'armée n'a pas contrôlé le mouvement populaire initial, elle fut donc loin de s'y opposer, voire de le favoriser, entraînant inéluctablement la chute de Moubarak.

En revanche, une fois au pouvoir, l'armée s'avéra rapidement incapable de diriger les affaires civiles du pays et notamment en matière de politique écono-

mique et sociale. Les scrutins législatif et présidentiel ont largement donné la victoire, et de façon démocratique, rappelons-le, aux Frères musulmans avec notamment la proclamation du Président Morsi, le 24 juin 2012.

Il est vrai que les Frères musulmans constituaient le seul parti politique réellement structuré, avec des militants chevronnés, ayant souvent vécu de longues périodes de clandestinité et disposant de réels relais dans les quartiers populaires grâce à une longue tradition d'entraide de type caritatif. Ce qui n'empêcha pas ce mouvement de développer un discours économique très peu novateur, pourtant destiné à séduire les intérêts des couches marchandes de la société. «L'Islam politique a prospéré dans le vide idéologique laissé par le déclin du nassérisme, la corruption de l'élite sociale et politique, l'accroissement de la pauvreté», précise le chercheur de l'IRIS, mais très rapidement, les Frères musulmans «novices en matière d'exercice du pouvoir, ont fait montre de leur incapacité à relever les défis de la gouvernance moderne. Ils ne furent à la hauteur ni des espoirs suscités, ni des responsabilités, tant au niveau économique et politique». Les Frères musulmans, cohérents avec leur doctrine historique, tentèrent en revanche d'occuper à leur profit tous les rouages de l'Etat, tant au niveau de l'exécutif, du législatif et de la représentation des villes et régions. Sans pouvoir pour autant intervenir positivement de quelque façon sur la situation économique, les revendications sociales et les exigences démocratiques exprimées par de multiples composantes de la société égyptienne.

La montée en puissance du maréchal Al-Sissi

Le débat constitutionnel fut une étape importante. Contrairement à l'élaboration et aux compromis que se sont réalisés en Tunisie, aboutissant à un texte remarquable sur beaucoup de points, les Frères musulmans ont tenté une véritable OPA constitutionnelle.

En avril 2013, un premier coup d'arrêt intervint avec une décision de justice (la seule institution qui n'était pas contrôlée par les Frères musulmans) qui stoppa légalement l'écriture de la nouvelle Constitution égyptienne au seul éclairage de la Charia. C'était le début de la fin. En juin 2013, de très importantes manifestations populaires se sont déroulées. Le mouvement, dénommé «Tamarod» (rébellion) fut si puissant qu'il aboutit rapidement au démantèlement, puis à l'incarcération du président Morsi.

Soyons clairs, pour populaires et légitimes qu'elles fussent, les manifestations organisées pour chasser les Frères musulmans du pouvoir ont bénéficié de l'autorisation, voire du soutien des forces armées égyptiennes.

L'armée a donc opéré, pour la seconde fois en trois ans, une redistribution des cartes politico-institutionnelles avec en arrière fond la montée en puissance du général Abdel Fattah El-Sissi, promu rapidement maréchal. Puis abandonnant ses galons, celui-ci est devenu candidat incontournable aux prochaines élections présidentielles...

A chaque séquence donc, l'armée égyptienne ponctue la politique égyptienne. Avec un succès certain et le soutien aujourd'hui, de nombreuses composantes de la population égyptiennes parmi lesquelles, beaucoup au départ, avaient apporté leur soutien aux Frères musulmans.

Six mois après le renversement du président Morsi, le référendum constitutionnel a été présenté par le pouvoir intérimaire dirigé par les militaires comme un «rétablissement de l'Etat de droit et une normalisation de la vie politique». Le «Oui» l'a emporté à 98% ! S'il est indubitable qu'une grande majorité d'Egyptiens soutiennent aujourd'hui la démarche du Maréchal-candidat Sissi, ce score pharaonique fleurit bon le scénario hollywoodien (tout est merveilleux dans le meilleur des mondes) tout en rappelant que l'ancien dictateur Enver Hodja, dans l'Albanie communiste se contentait d'un score modeste de 96% dans les plupart des élections... Le vote fut émaillé de violences, «l'esprit de Tahrir était loin de souffler sur ce scrutin, habité au contraire par le retour de la peur» constate Didier Billon.

Après ce «succès d'estime» et dans l'attente d'une élection présidentielle tout aussi triomphante (qui aura lieu le 26 et 27 mai prochain), les questions décisives restent les mêmes. Le futur président devra trouver formuler des interrogations et trouver des réponses rapides sur des sujets sensibles. Comment améliorer rapidement la vie du peuple égyptien, sans disposer comme d'autres pays arabes de la manne pétrolière ? Comment concilier ce même peuple, traversé de courants divers, surtout sans recourir uniquement à une répression brutale qui pourrait développer une frange ultra-radical de l'islamisme intégriste et armé, comme on le voit aujourd'hui dans le Sinaï ? Quel rôle va jouer l'Egypte, puissance régionale dans les débats du monde arabo-musulman, tout comme dans l'environnement euro-méditerranéen ?

France : remanier pour ne pas changer



Les élections municipales françaises, élections intermédiaires de mi-mandat, furent une sévère décalottée pour le Parti socialiste. Critiquant la politique de rigueur extrême prônée par François Hollande, les couches populaires et les jeunes ont boudé le vote PS. Beaucoup d'électeurs de gauche, déçus, se sont réfugiés dans l'abstention.

Le président a dit avoir «entendu» le message du peuple souverain mais il a nommé Manuel Valls comme Premier ministre, un fort tenant du «social-libéralisme» très pro-européen (deux positions qui n'ont pas actuellement la côte dans l'électorat de gauche). Allez comprendre...

Il l'a néanmoins entouré d'une équipe resserrée, composé en grande partie de fidèles, mais contradictoire, notamment en nommant Arnaud Montebourg ministre de l'économie. Contrairement au Président de la République et à son premier ministre, celui-ci est notoirement très rétif aux obligations de la Commission européenne et de la puissance allemande. Ce qui vaudra des moments amusants dans les relations Paris-Berlin.

Ségolène Royale, ancienne candidate du parti socialiste aux précédentes élections présidentielles, ex-compagne de François Hollande et mère de leurs quatre enfants a été nommée Ministre d'un vaste domaine concernant l'environnement, l'écologie et l'énergie. Elle est devenue numéro 3 du gouvernement, malgré une rupture difficile dans leur histoire personnelle. Ce qui prouve au moins, signe positif, qu'on ne mélange pas en France, compétences politiques et désaccords intimes... Ce qui est une preuve de progrès républicain.

Enfin, le «Chroniqueur de Paris», s'est, très, trop vaniteusement, félicité que le Quotidien d'Oran par une chronique parue dans l'édition du 24 mars, soit quatre jour avant les résultats du second tour des Municipales françaises, fut le seul média international (presse française comprise) à avoir apporté quatre informations : 1. Forte défaite de la gauche (ça tous mes confrères l'avaient dit) ; 2. Le remaniement du gouvernement aura lieu (pareil, la plupart des observateurs étaient d'accord) 3. Le successeur sera Manuel Valls (là, plus risqué, parce que son nom était naturellement dans l'air, mais avec d'autres...) 4. Le remaniement aura lieu le lundi 28 mars et ce sera Manuel Valls «d'après nos informations». Et là, il n'y a eu que le Quotidien d'Oran pour l'annoncer. Scoop donné des lecteurs algériens qui regardent ces remugles français avec un peu de distance ou d'ironie. Mais bon ! Journaliste un jour, journaliste toujours.

P. M.

Lecture de Tunisie Fragments de révolution



**ElKasbah,
Tunisie.
Imprimerie
Simpact,
2014, 317 p.**

de deux ans combine enracinement dans le local et cosmopolitisme ? Une émulation nouvelle apparaîtra-t-elle grâce aux nouvelles technologies ? Difficile de trancher aujourd'hui. En attendant, cette tentative d'écrire l'histoire de deux années exacerbées, ne peut qu'intéresser les historiens aujourd'hui, au moins pour l'effort de fixer ce qui peut l'être du temps présent (musique et poésie comprises), afin de le relier au fil de l'histoire.

**LE FIL DE LA
CHRONOLOGIE**

Les historiens de demain ne manqueront sans doute pas de rapprocher cette parution de la proclamation de la Constitution tunisienne, le 27 janvier 2014. Fragments de révolution est né à la même date, à quelques jours près.

Il est probable que la Constitution de 2014 prendra sa place de «troisième constitution de l'histoire contemporaine de la Tunisie», une balise supplémentaire dans le référent constitutionnel qui structure l'histoire politique tunisienne depuis le XI^e siècle. A ce titre, il y a fort à parier que la constitution sera érigée par les historiens comme une date-événement. Tunisie. Fragments de révolution sera-t-il alors lu comme source ? comme archive ? comme témoignage collectif ? Que reflètera-t-il du tourbillon actuel ? Le constat présent est qu'il fait écho à quantité de faits et fixe les traces d'un intervalle qui se clôt avec le troisième anniversaire du clash du 14 janvier 2011, une date désormais inscrite dans l'histoire du pays. Le premier des post-s choisit date du 24 avril 2011 et développe la définition d'une constitution idéale (pp. 30-31). En remontant la chronologie, on s'aperçoit qu'il suit de près la proclamation de la loi du 18 avril 2011, portant création de l'Instance Supérieure Indépendante pour les élections (ISIE). Pour les Tunisiens et l'auteur qui crée la page El Kasbah, ce premier dispositif ouvrant le chemin à l'établissement de la démocratie est un sésame qui donne la possibilité de talonner un début prometteur aux suites incertaines.

Ce qui explique la tonalité programmatique de cet article et le choix fait par les architectes du volume de le faire figurer. Par la grâce inattendue de la communication virtuelle, une foi collective s'aggrave autour du projet électoral et cette résonance partagée accouche d'une plate-forme qui atteindra des milliers de fidèles, plus de 30.000 affichés. La performance est de taille en ces temps de crise de tout, à commencer par la lecture, le débat et la confiance. Exploitant cette conjoncture favorable de manière créatrice, la page facebook se transforme en blog collectif et son initiateur, en sentinelle et modérateur qui demeurera anonyme jusqu'à la parution de l'ouvrage. El Kasbah se dévoile en assumant la direction d'une publication qui déclare également un rédacteur en chef. La translation du blog vers le système éditorial classique le rapproche de la revue ou plus exactement d'une anthologie de journal ou de revue de grande audience, assurément une source pour les futurs historiens. L'élan du chef d'orchestre ne va pas jusqu'à convaincre tous les membres de la communauté de divulguer leur identité. Méfiance envers Internet ou envers l'avenir de la démocratie ?

«L'histoire ici, c'est l'Histoire quand elle rencontre des Tunisiens» (p. 21) : c'est ainsi que l'un des architectes de l'ouvrage commente un chapitre. Parions que ce suivi raisonné et articulé de l'actualité soumis aux feux d'autant de lecteurs curieux, concernés et branchés (les amis d'El Kasbah à qui l'ouvrage est dédié) comptera au moins autant que la charge informative, polémique, critique et ludique qui donne le poulx de deux années tunisiennes d'une exceptionnelle densité.

Par Kmar Bendana

Il faut se réjouir du boom éditorial post-14 janvier 2011, surtout quand paraît un ouvrage qui sort du lot. Tunisie. Fragments de révolution est un de ceux là. La maquette est attrayante et le contenu captivant. On plonge agréablement dans l'ouvrage et on en ressort avec le sentiment d'avoir revécu une période encore difficile à décrypter, à travers des voix et des papiers assez différents pour que ce retour ordonne les idées, ouvre des pistes de réflexion et suggère des questionnements. En guise de jeu d'anticipation, ce papier propose certaines hypothèses à partir desquelles cet ouvrage peut être lu dans quelques décennies et supprime des questions qu'il peut inspirer aux historiens de demain.

FRONTIÈRES BROUILLÉES

Tunisie. Fragments de révolution est une anthologie de textes en langue française composés par quinze auteurs, entre avril 2011 et juillet 2013, plus deux en janvier 2014. Extraits d'un blog personnel devenu un lieu d'échanges intenses, les commentaires sélectionnés sont agencés en une préface et deux textes préliminaires, 14 chapitres -dont 4 constituent des dossiers thématiques- et une soixantaine de post-s dont plus de la moitié sont signés El Kasbah. La plupart des textes sont précédés de chapeaux introductifs et certains portent mention qu'ils ont été révisés, entre avril 2013 et janvier 2014. En passant du numérique à l'édition papier, l'ouvrage traduit dans son architecture le brouillage des frontières entre la notion d'auteur et de lecteur. Le blog El Kasbah a donné naissance à une dynamique qui a agrégé la constance d'un initiateur avec l'aimantation d'un lectorat fidèle et participatif qui a entretenu la richesse d'un site vivant. L'aggrégation de ces papiers traduit l'apport d'un regard collectif -que permet l'amitié virtuelle- sur une actualité soutenue.

Sachant que le pays a connu un changement accéléré entre fin 2010 et début 2011, dont l'un des effets est qu'il passe brusquement à deux millions d'internautes, on s'attend à ce que les historiens futurs inscrivent l'ouvrage dans la lignée de la connectivité accrue qui anime la blogosphère tunisienne. Le désir de liberté qui souffle depuis janvier 2011 a vraisemblablement rencontré un désir de communauté dont ce blog s'est fait le pivot, dans une dynamique vertueuse. Les historiens auront à revenir sur ce processus pour voir dans quelle direction il se sera développé et la façon dont il aura agi sur la société tunisienne. Gageons que l'expérience de Tunisie.

Fragments de révolution constituera un cas digne d'intérêt, une forme participative inédite étroitement liée à l'actualité qui lui a donné naissance. D'ici que l'histoire de la période post-14 janvier 2011 soit clarifiée, l'ouvrage a déjà valeur de cas. Les historiens iront-ils jusqu'à postuler que Tunisie. Fragments de révolution issu d'une fabrication collective étalée sur plus

médiatic

LIVRES

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah



Algérie, une et multiple... et «crises»



50 ANS DE MÉDIAS ALGÉRIENS. Actes du Colloque en hommage à Abdellah Ben Zine, 9-10 mars 2013. Ouvrage collectif. Editions Les Amis de Abdellah Ben Zine, avec le soutien du ministère de la Culture, 235 pages, 500 dinars, Alger 2014

Que de noms ! Belkacem Mostefaoui (un survol des 50 ans de médias algériens), Mohamed Bensalah (sur le civisme de l'information... «qui fait cruellement défaut»), Mazouz Rezgoui (sur la régulation des médias), Said Chabani (sur la problématique de l'ouverture de l'audiovisuel), Laid Zaghli (sur la globalisation et la numérisation, un texte trop court, dommage !), Salima Tlemçani (sur «le journalisme d'investigation»), Boukhalfa Amazit (un merveilleux «papier» sur les journalistes d'hier et

d'aujourd'hui), Larbi Zouag (sur le commentaire de presse), Mohamed Arezki Himeur (sur le rôle de la presse durant la période coloniale), Belkacem Benrouane (sur les sondages), Mohamed Bedreddine (sur la communication d'expression amazighe), Cherif Dris (sur le marché de la presse écrite)... et une dizaine d'autres, pour la plupart des universitaires enseignants en Journalisme et Communication : Fella Bourenane (sur le champ médiatique), Ryma Rouibi-Kateb (sur la mobilité linguistique dans la consommation de la presse écrite), Fatima Taiebi Moussaoui (sur les TIC), Maya-Radia Gouini (sur la presse scientifique), Mourad Zeggane et Boukhalfa Chouikret (sur la formation), Fatma Kebbour et Malika Boukhari (sur le traitement de l'information par certains JT)...

Ils ont tous participé au Colloque (tenu en mars 2013 à Alger) organisé alors par l'Association Les Amis de Abdellah Ben Zine sous une direction scientifique, s'il vous plaît ! C'est dire la valeur d'un contenu extrêmement utile pour bien comprendre l'évolution des médias nationaux et, surtout, pour en saisir les défis, les enjeux et les perspectives, proches ou lointains. En tout cas, une bonne partie d'entre eux, ce qui n'est pas rien dans un contexte en changement continu, à la limite de l'anarchie.

Des textes en français. Des textes en arabe. Ce qui ne gâte rien, c'est une bibliographie qui, bien qu'indicative, permet d'avoir l'essentiel de ce qui s'est fait, en Algérie, en matière d'écrits principaux sur la com', ainsi que des annexes porteuses d'une fou-

pas, ne manquent plus, depuis quelques temps, en Algérie.

Parmi la vingtaine de journalistes s'étant mis à l'écriture d'ouvrages, il y a Nazim Aziri, le journaliste de Canal Algérie qui anime, entre autres, Questions d'Actu.

Son diplôme en océanographie lui a permis (ou l'a poussé) à aller encore plus profondément à la recherche des instruments populaires de la langue... l'arabe dialectal algérien. En fin de parcours, un «dictionnaire des locutions» de près de 500 pages. Des locutions par milliers, car il a remonté le temps en se plongeant dans des œuvres parfois assez anciennes, hélas oubliées comme ont été oubliées bien des façons de dire les choses dans notre pays, préférant emprunter, aujourd'hui, des expressions bien étranges car étrangères. L'auteur le note fort bien en introduction : «A écouter nos discussions et nos échanges de propos, on se rend vite compte de l'ampleur du changement, ou plutôt de la détérioration subie par notre façon de parler et de s'exprimer». Une détérioration que l'on retrouve dans les médias (arabophones et francophones)... et trois fois hélas, à l'Ecole et à l'Université.

Le drame, c'est que le choc actuel des «langages» est en train de faire bien plus de dégâts, sur tamazight y compris, que celui, passé, des lan-

guages. Désormais, on a perdu la langue française, nous n'avons pas gagné totalement l'arabe, nous n'avons pas récupéré le tamazight et l'on se retrouve engluisés dans une quatrième... quasi-incompréhensible.

Avis Un document de niveau scientifique, publié avec le soutien de ministère de la Culture... Elaboré dans un cadre méthodologique étudié et rigoureux déjà utilisé lors de précédents colloques. Utile. Aux étudiants. Aux journalistes. Aux «décideurs» publics ou privés. Aux candidats à la présidentielle, en tout cas pour bien de leurs soutiens ? Pourquoi pas, il n'est jamais trop tard pour s'instruire.

Extraits : «Le plus important réside dans l'appréhension qu'ont d'eux-mêmes les hommes et les femmes des médias. S'ils sont de plus en plus nombreux à prendre conscience que l'acte d'informer est une lourde responsabilité à assumer avec rigueur et abnégation, ils vont finir par développer des démarches pouvant participer efficacement à la démocratisation de la société et, par conséquent, à son évolution et à sa modernisation» (Ahmed Ancer, préface, p 13), «Lorsque les médias publics et même privés font allégeance aux régimes en place, lorsque les dirigeants confondent information et propagande et lorsque le silence devient la règle sur des sujets sensibles, excluant de fait toute concertation, il est normal qu'une société se bloque et que l'apathie prédomine» (Mohamed Bensalah, p 33)

gues. Désormais, on a perdu la langue française, nous n'avons pas gagné totalement l'arabe, nous n'avons pas récupéré le tamazight et l'on se retrouve engluisés dans une quatrième... quasi-incompréhensible.

Avis Un peu cher, mais il vaut le détour d'autant qu'il est très bien présenté (couverture cartonnée faite pour durer, contenu aéré... et maquette superbe). Sera très utile pour «corriger» vos enfants ou pour «poser» au café du coin. Pour compléter votre culture populaire, lire aussi : «Encyclopédie des proverbes algériens». Un recueil de proverbes et dictons populaires (en arabe et en français. Traduction de Mustapha Ferhat) de Kheddouci Rabah. Dar El Hadhara. Alger 2002. 197 pages, 200 dinars. Et, «Glossaire raisonné des mots français d'origine arabe»... un mini-dictionnaire de Amine Mahrez. Editions El Othmania, collection Arabissima, Alger 2006. 196 pages, 300 dinars.

Extraits : «La langue que nous utilisons entre nous pour communiquer est un mélange hétéroclite d'arabe et de français et dont le résultat donne une sorte d'imbroglio linguistique, ne répondant presque à aucune règle grammaticale» (p 5)

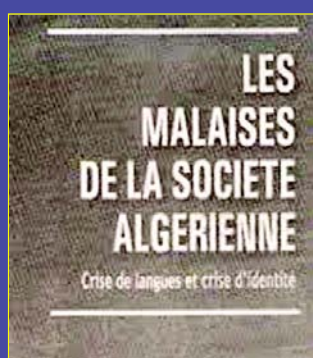
savoir «garder raison» et pour mieux envisager un avenir commun... multiple. Et sans «crises».

Extraits : «L'ère du «un» est bel et bien terminée ; il convient maintenant de s'engager dans la voie du multiple, dans celle de la modernité sociale, culturelle et politique qui s'accommode très peu de totalitarisme, de communautarisme, ou d'intégrismes quelle qu'en soit la nature ou le mode d'expression» (p 29), «La dénomination «le tamazight» où le singulier frappe l'esprit de celui qui est un tant soit peu au fait de la pluralité des variétés berbères, ne peut être interprété que comme un vouloir être, lui-même fondé sur un avoir été mythique, érigé en devoir être. La loyauté envers la langue, mais aussi envers l'idéologie qui la sous-tend, «devra être sans failles». Le vouloir être Un est présenté presque comme un monothéisme. Le multiple «doit» être pourchassé ; il participerait au polythéisme» (p 148), «Le domaine de la culture comme celui de l'identité ont été mythifiés dans notre société après avoir été soumis à l'impensé à tel point qu'on les a classées comme des domaines impensables» (p163)



DICTIONNAIRE DES LOCUTIONS DE L'ARABE DIALECTAL ALGÉRIEN. Recueil de Mohamed Nazim Aziri. Editions Anep. 484 pages, 1070 dinars, Alger 2012

Un journaliste, ce n'est pas, ce n'est plus, seulement, un pilier de rédaction, préoccupé par la seule recherche et la mise en forme de nouvelles. Il peut et il doit, aussi, être un faiseur de sens en se mettant à l'écriture, soit romanesque, soit historique, soit tout simplement documentaire. Les exemples ne manquent



LES MALAISES DE LA SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE. Crise de langues et crise d'identité. Essai de Abderrazak Dourari, Casbah Editions, 174 pages, 300 dinars, Alger 2003

L'auteur est bien connu tant dans le monde universitaire (Docteur en linguistique, enseignant en sciences du langage, multilingue : arabe-français, anglais, tamazight), il analyse la société algérienne de l'intérieur... et durant

les moments les plus dramatiques (ou tragiques), c'est-à-dire les moments les plus révélateurs des différences et des points communs d'une société en pleine ébullition, tout juste sortant d'une période de déconstruction parfois sanglante. Une déconstruction-destruction qui a cultivé la haine et des caprices rétrogressifs durant près de trente années (62-90).

A travers des études, il décortique les malaises (les déchirements !) sociaux, surtout ceux culturels et linguistiques, source de tous les maux empêchant l'identité nationale de se sortir de la «mélange» intégral-culturelisme (arabiste, avec son avatar islamiste, celui-ci sanglant et/ou berbériste), de se développer harmonieusement dans l'unité de l'identité et la diversité des cultures et des langues, dans le respect de tous les symboles d'intégration, tout en adhérant aux horizons de démocratie, de liberté et de modernité.

Avis Il date certes, il est peut-être dépassé par l'actualité. Mais, sur le plan historique et théorique, il est, par la lucidité de l'analyse, absolument nécessaire pour

L'alcoolisme en Tunisie, un mal aggravé par le silence

En Tunisie, l'alcool est à la fois un tabou et une habitude. Les ventes de bière et de vin, souvent consommés à l'abri des regards, se portent bien, rapportant par leur taxation d'importantes sommes à l'État tunisien. Pourtant, quand l'alcool devient une addiction, ce même État se fait étonnamment discret.

RÉALITÉS TUNISIE

Relégué dans la catégorie des problèmes «annexes», en comparaison avec la lutte contre la consommation de drogue, l'alcoolisme est pourtant un phénomène de plus en plus inquiétant en Tunisie, et souffre de l'inaction des services publics de santé. Pour 82 % des Tunisiens, boire de l'alcool est «immoral». C'est ce qu'indique une enquête réalisée en 2011 par le Pew Research Center (basé à Washington), intitulée «The World's Muslim, Politics and Society» («Les musulmans dans le monde, politique et société»), et dans le cadre de laquelle un échantillon représentatif de près de 1 500 Tunisiens et Tunisiennes ont donc été interrogés.

Pourtant, les ventes d'alcool se portent bien en Tunisie. Comme l'indique un rapport de Euro-monitor International datant de mars 2012, «les ventes de boissons alcoolisées se sont avérées étonnamment solides en Tunisie en 2011, malgré la pénurie de touristes pendant l'été et l'influence des partis islamistes». Et ce, également, malgré la flambée des prix de l'alcool en Tunisie, qui a parfois atteint jusqu'à 70 % depuis la Révolution. On estime ainsi que les Tunisiens consomment chaque année 60 millions de litres de vin et 200 millions de litres de bière. Et les indicateurs de la Société de fabrication des boissons de Tunisie (SFBT), qui contrôle avec la célèbre Celtia, 85 % du marché de la bière dans le pays, montrent une augmentation de la vente de bière au premier trimestre 2013 de 2,65 % comparé au premier trimestre 2012.

Mais, au-delà de la simple consommation d'alcool, qui en soi, n'est pas une pathologie médicale, combien de personnes souffrent-elles d'une réelle addiction en Tunisie ? Quelles sont les catégories de population les plus touchées par l'alcoolisme ? Impossible de le savoir, car il n'existe quasiment pas d'études nationales sur le sujet en Tunisie.

Les seules données, dont on dispose, datent de l'année 2000, et concernent uniquement le milieu scolaire. Une étude réalisée à cette époque montre ainsi que 20 % des enfants de 12 à 20 ans ont déjà bu de l'alcool, et que sa consommation est plus élevée chez les garçons que chez les filles, puisqu'elle concerne un garçon sur cinq contre une fille sur 20. Rien ne permet de savoir comment la situation a évolué depuis.

L'ABSENCE DE DONNÉES CHIFFRÉES ET D'UNE STRATÉGIE DE LUTTE AU NIVEAU NATIONAL
L'absence de chiffres et d'état des lieux précis a également pour conséquence l'absence

de toute stratégie nationale de lutte contre l'alcoolisme.

Un état de fait qui n'étonne pas Saïda Douki Dedieu, professeur émérite de psychiatrie franco-tunisienne, et présidente de la Société tunisienne de psychiatrie (STP) : «Évidemment, il n'y a pas de données épidémiologiques sur un sujet tabou !»

«Le sujet est tabou, puisqu'en principe, l'alcool est interdit aux musulmans, poursuit-elle. Et j'ai essayé en vain d'en parler il y a quelques années en constatant l'abus de boissons alcoolisées.»

Pas facile en effet, quand l'alcool est «haram», de communiquer sur la différence en termes de conséquences sur la santé entre «boire un verre de temps en temps» et boire d'importantes quantités d'alcool chaque jour.

Pour Saïda Douki Dedieu, qui a en 1994 dirigé une thèse sur le sujet («L'alcoolisme en Tunisie», de la psychiatre addictologue Fatma Bouvet de la Maisonneuve), «il est clair que l'abus d'alcool est fréquent dans toutes les catégories sociales : bière et vin pour les uns, whisky, gin, vodka pour les autres».

Pourtant, la Tunisie manque cruellement de structures de soins pour les personnes souffrant d'addiction. Et il n'existe ni institution ni association spécifiquement dédiée à l'alcoolisme.

Le principal centre de désintoxication en Tunisie, le centre «L'Espoir» («El Amal»), créé en 1998 à Jebel El Oest, a fermé en juillet 2011. Officiellement «pour travaux d'aménagement», avait, alors, indiqué le ministère de la Santé. En attendant une hypothétique réouverture, des cures de sevrage sont dispensées à l'hôpital Charles-Nicolas de Tunis et à l'hôpital Razi, à La Manouba.

Ne reste plus aujourd'hui que le Centre d'aide et d'écoute (CAE) de Thyna, dans le gouvernorat de Sfax.

Dédié à tous les types d'addiction, de l'alcool aux drogues dites «dures», le CEA, ouvert en 2007 et géré par l'Association tunisienne de prévention de la toxicomanie (Atupret), propose des soins et met en place des stratégies de réhabilitation pour les réintégrer par la suite dans la vie active.

Mais le centre manque de moyens. Financé par le Fonds mondial contre le sida, il a vu son budget se réduire au fil des années, alors que sa capacité d'accueil est passée de 20 à 60 lits. Au point qu'aujourd'hui, une partie des salaires des employés du centre ne sont plus payés. «Auparavant, les cures de désintoxication étaient gratuites pour les patients. Aujourd'hui, nous faisons payer 300 dinars

par mois. Et ce n'est pas encore assez pour couvrir nos frais», regrette le docteur Abdelmajid Zahaf, président de l'Atupret.

UN PHÉNOMÈNE SOCIAL

En 2011, parmi les 313 patients accueillis au Centre d'aide et d'écoute (CAE), seules 9 personnes étaient prises en charge pour dépendance à l'alcool, soit à peine 3 % du total. Idem en 2012, avec 9 personnes soignées pour alcoolisme sur un total de 269 patients.

Le centre manque en effet de personnel qualifié, et il peine déjà à s'occuper des nombreux patients souffrant d'addiction aux drogues dures. «Pourtant, comme toute addiction, l'alcoolisme demande soin et prise en charge», fait remarquer Abdelmajid Zahaf, précisant que, contrairement aux autres types de toxicomanie, qui concernent en général des jeunes, la dépendance à l'alcool touche en général des personnes de 45-50 ans. «Ça commence petit à petit, et l'addiction arrive tardivement», explique-t-il.

Une addiction qui peut provoquer des violences conjugales, de la maltraitance sur les enfants, de l'absentéisme au travail, et qui est à l'origine de nombreux accidents de la route. L'alcoolisme est donc loin d'être un problème «annexe», et représente un phénomène social, qui peut être causé non seulement par des problèmes personnels, mais également par la situation socio-économique du pays.

«Paradoxalement, la consommation d'alcool est à la fois et un tabou et une habitude en Tunisie, note Abdelmajid Zahaf. Boire de l'alcool est plutôt accepté, surtout dans les familles les moins conservatrices. Mais c'est à partir du moment où les gens deviennent réellement alcooliques que cela devient un réel tabou.»

«Les alcooliques sont la plupart du temps pris en charge dans les hôpitaux classiques, pour des pathologies davantage organiques que psychologiques, poursuit-il. Ils se retrou-

vent par exemple aux urgences pour des problèmes gastrologiques».

En revanche, la Tunisie dispose, en tant que pays majoritairement musulman, d'un atout de taille dans la lutte contre l'alcoolisme : le Ramadan. «Ce que j'ai découvert en Tunisie, par rapport à la France, où j'ai fait mes études, c'est l'absence totale de troubles du sevrage», raconte «Saïda Douki Dedieu». Car le sevrage ramadanique introduit un interdit qui met le foie et le cerveau au repos.»

«Pendant le Ramadan, j'ai vu des personnes qui étaient alcooliques sévères, arrêter de boire totalement ! Et de nombreux alcooliques que je connais ne sont pas tombés gravement malades, parce qu'ils ont un répit d'un mois chaque année», confirme le docteur Abdelmajid Zahaf.

Reste que, dans certains quartiers et régions défavorisés, la consommation excessive d'alcool est devenue extrêmement préoccupante. Depuis la Révolution, le marché de la contrebande a, en effet, explosé, en particulier concernant les alcools forts. Au point que le ministère de la Santé a publié, en avril 2013, un communiqué mettant en garde contre la consommation de ce que l'on appelle l'«alcool de bois», obtenu à partir de la fermentation de déchets de sucre de bois. Contenant du méthanol, il peut provoquer de graves problèmes de santé, et même s'avérer mortel.

«Il est logique que la consommation ait augmenté depuis la Révolution, estime Saïda Douki Dedieu. Car l'alcool est le plus puissant des anxiolytiques.»

En attendant, Abdelmajid Zahaf ne sait toujours pas comment il va payer les employés du centre de désintoxication de Thyna : «Le ministère de la Santé nous a épaulé en 2012, mais nous attendons encore le financement pour 2013, alors que l'année touche à sa fin», s'inquiète-t-il.

LEFIGARO

De l'euphorie de l'annonce de l'organisation de la Coupe du monde à l'amer-tume prégnante des Brésiliens à 100 jours du coup d'envoi, la Coupe du monde au Brésil ne sera probablement pas la grande fête espérée. Ce devait être une grande fête, elle aura pourtant un goût amer. Lorsque Luiz Inacio Lula da Silva, alors président, emporta en 2007 le droit pour le Brésil d'organiser le Mondial sur son territoire, c'est l'euphorie. Détentrice de cinq titres - 1958, 1962, 1970, 1994 et 2002 -, la Selecao rêve de décrocher sa sixième étoile au Maracana, à Rio de Janeiro, et d'effacer ainsi ce qui reste dans la mémoire collective comme un traumatisme : la défaite en finale, dans le stade mythique, en 1950 contre l'Uruguay.

Sept ans plus tard, le doute s'est installé. Le jeu en valait-il la chandelle ? Certes, 58% de la population appuie toujours l'organisation de la compétition, selon l'institut Ibope, mais la proportion était supérieure de vingt points il y a cinq ans. Surtout, 38% des Brésiliens rejettent la Coupe, un chiffre impressionnant dans un pays où le football est érigé au rang de religion. «On s'attendait à ce que le Mondial ait une retombée positive pour le Brésil, on sait déjà qu'il ne faut pas en attendre grand-chose», résume Carlos Alberto Figueiredo da Silva, spécialiste de la sociologie du sport à l'université Salgado de Oliveira.

250.000 FAMILLES EXPULSÉES
En février 2014, 75,8% de la population jugeait les investissements liés à la Coupe du

Football, Coupe du monde Une fête au goût amer



monde inadéquats, selon un sondage de l'institut CNT. Sur le football proprement dit, l'incidence est nulle, estime Carlos Alberto Figueiredo da Silva : «La moitié des écoles con-

tinuent à ne pas avoir de terrain de sport et le coût d'accès aux stades est devenu prohibitif», explique-t-il.

Une croissance économique médiocre, un

gouvernement sans allant, mais aussi un niveau d'éducation plus élevé, ont poussé la population à remettre en question le financement du Mondial alors que les services publics comme l'éducation, la santé, les transports et les équipements sanitaires restent précaires. Quelque 43% des foyers brésiliens n'ont ainsi toujours pas d'accès à l'égoût.

Le coût social est également considérable : 250.000 familles ont été expulsées ou sont menacées de l'être. Entre exigences de la Fifa et spéculations immobilières, «les droits des habitants sont systématiquement violés, au nom de la Coupe du monde, alors que leur déplacement n'est, dans la plupart des cas, pas indispensable», s'insurge Renata Nader, de l'antenne d'Amnesty International à Rio de Janeiro. Un mot d'ordre englobe désormais tout ce mal-être : «Il n'y aura pas de Coupe.» Du coup, la majorité des capitales refusent de financer la Fan Fest, le principal événement de marketing festif organisé par la Fifa. À quelques semaines des élections générales d'octobre, les responsables politiques ne veulent pas avoir leur nom associé à la gabegie.

Pour le politologue Alberto Carlos Almeida, de l'Institut Analise, une mauvaise organisation de la Coupe serait mal perçue par la population, mais l'effet d'une défaite contre l'Argentine, par exemple, serait beaucoup plus dévastateur. «L'organisation de la Coupe relève du gouvernement, mais la défaite de la Selecao est notre échec, elle nous représente bien plus que n'importe quel gouvernement», conclut-il.

Le Finkielkraut anglais Un auteur anglais pense que la France est en guerre contre «ses Arabes»

Rue89

«Lorsqu'Andrew Hussey me reçoit dans son bureau, il est méfiant, mais il ne s'attend pas à ce que je lui demande s'il est un auteur d'extrême droite. "Oh Jesus, no. Pas madame Le Pen."» Pourtant...

«The French Intifada» est sorti ce jeudi. C'est un livre-voyage-enquête, qui se propose d'expliquer «la guerre entre la France et ses arabes». Le texte est signé par Andrew Hussey, un journaliste anglais résidant à Paris. Dans ce projet, tout nous a d'abord paru terrifiant.

La couverture du livre, en premier lieu : la tour Eiffel, dessinée entre les portes d'une mosquée dorée et dressée dans des flammes rouges. Derrière, en fond, le vert du Coran. Pour la version américaine, c'est encore plus explicite : un bras d'homme tenant une kalachnikov sur un fond bleu clair.

«ILS AVAIENT ABOLI TOUTES LES RÈGLES»

Les extraits parus dans le Guardian, fin février, n'étaient pas rassurants non plus. Ils donnaient l'image d'une capitale française assiégée par ses arabes.

Voici le premier, qui dépeint les émeutes de la gare du Nord du printemps 2007. C'est le début du livre :

«Ce n'était pas une soirée ordinaire. En montant les escaliers vers la sortie, j'ai senti de la fumée et entendu des cris [...]. Je me suis retrouvé pris entre deux fronts.

D'un côté, les policiers en noir et bleu qui s'occupent des émeutes, tambourinant leur bouclier transparent et dur avec des matraques, de l'autre côté, une assemblée floue d'enfants et de jeunes adultes, surtout noirs et arabes, garçons et filles, habillés avec des fringues hip-hop, chantant, rigolant et balançant des trucs [...].

Il s'agissait de jeunes de banlieues [...]. C'était inquiétant de penser que ces enfants pouvaient à n'importe quel moment blesser quelqu'un. Ils avaient aboli toutes les règles, même celle de la loi.» La France, écrit-il, est le pays qui a la

plus grande population musulmane d'Europe, et la gare du Nord est un point de rencontre et de tension. «Les émeutiers de la gare du Nord ou des banlieues se décrivent souvent comme des soldats d'une "guerre d'usure" contre la France et l'Europe.»

Plus loin, toujours dans cet extrait du Guardian, l'auteur raconte que le départ de Ben Ali a été beaucoup fêté dans les rues de Paris. Mais ces Tunisiens, qui sont partout, ne nous aiment pas. La preuve : en octobre 2008, la chanteuse Lââm, qui essayait de chanter la Marseillaise, a été huée lors de l'inauguration d'un match France-Tunisie. La prose ressemble à celle de l'auteur d'extrême droite Laurent Obertone (belle plume et apocalypse).

«OH JESUS NO. PAS MADAME LE PEN»

A première vue, ce témoignage paraît aussi insensé que celui de la journaliste de Newsweek, Janine di Giovanni, sur la France vue du VI^e arrondissement de Paris. Mais avec des conséquences plus graves. Pour en savoir plus, un rendez-vous a été pris avec l'auteur.

Le 24 février, Andrew Hussey me reçoit dans son bureau situé place des Invalides. En plus d'être journaliste indépendant, le cinquagenaire est doyen de l'Institut de l'université de Londres à Paris, dont les locaux se trouvent dans le même immeuble que le British Council.

Il est méfiant : une journaliste française doit forcément voir d'un mauvais oeil une tentative étrange d'analyser son pays en crise. Mais il ne s'attend pas à ce que je lui demande s'il est un auteur d'extrême droite. «Oh Jesus, no. Pas madame Le Pen.»

Andrew Hussey s'interroge tout haut : l'extrait du Guardian a-t-il été mal choisi ou mal interprété ? Il avoue qu'une journaliste israélienne du quotidien Haaretz l'a aussi «confondu» avec un arabophobe primaire.

PAS LES MÊMES ÉMEUTES QU'À LIVERPOOL

Andrew Hussey, massif et rond, connaît bien la France : il a fait ses études à l'université de Lyon III dans les années 80 et cela fait mainte-

nant dix ans qu'il réside à Paris (dans le XIV^e arrondissement). C'est ainsi qu'il explique son projet :

«Je suis né à Liverpool dans une famille ouvrière et je sais à quoi ressemblent des émeutes opposant des riches et des pauvres.

Ce que j'ai vu en France n'est pas de l'ordre d'un conflit de classes, je me suis demandé d'où venait cette colère des jeunes arabes. Les tensions ne sont pas que politiques, religieuses, raciales, il y a quelque chose qui appartient à la psychanalyse.»

Sa théorie : la colonisation française de l'Afrique du nord a laissé des traces et une envie de revanche. L'aliénation de la vie en banlieue est un autre motif de colère, pour les arabes. Une guerre a lieu, que personne ne veut voir.

Andrew Hussey, par ailleurs biographe de Guy Debord, précise qu'il «vient de la gauche». Pour se démarquer des thèses du FN, il dit :

«Je crois qu'on a pas d'autres choix que de vivre ensemble. La France a toujours été menacée par ceux qui l'ont construite.

Quelqu'un comme Marine Le Pen est nostalgique d'une France qui n'existe pas, n'existera pas et n'a peut-être jamais existé.»

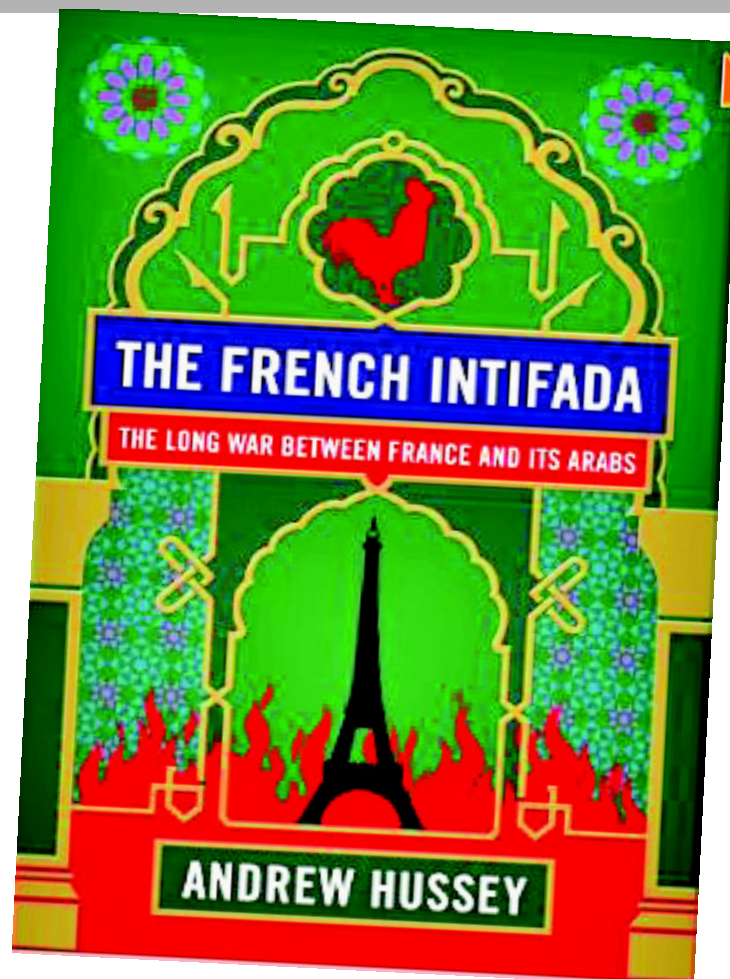
ELISABETH LÉVY VERSION BRITISH

Ce jeudi, le livre est enfin sorti, me permettant de me faire une meilleure idée de la pensée d'Andrew Hussey. Dès la première partie, c'est plus clair, la ligne est celle d'Alain Finkielkraut et d'Elisabeth Lévy.

Première partie : le jeune arabe est haineux et antisémite.

L'auteur revient sur le meurtre d'Ilan Halimi. «Beaucoup de voisins ont entendu des cris de souffrance et les rires des tortionnaires, mais ils n'ont rien fait», écrit-il comme s'il avait eu accès au dossier de police.

Il explique que les jeunes Noirs qui traînent aux Halles portent tous des vêtements qui font référence à Kémi Séba, un leader politique antisémite. «L'antisémitisme fait partie de la culture de la banlieue au même titre que NTM et l'équipe d'Arsenal.» Puis il passe à l'affaire Mohammed Merah. Dans les jours qui suivent, Andrew Hussey



se promène dans Paris et il engage des conversations dont il a l'impression de tirer de grandes vérités.

Il y a ce type, à Barbès, qui n'est pas spécialement choqué par ce qu'a fait Merah. A mettre en parallèle avec les commentaires de ce vieux juif, «l'un des derniers à ne pas avoir été évincé de Barbès» : «Cet homme, ce musulman, il était juste un nazi.» L'entourage de la famille Merah (voisins et amis) ont célébré le meurtrier comme un héros. La source de Hussey ? C'est ce que le frère de Merah, Abdelghani, raconte dans son livre.

«POURQUOI PAS SE BATTRE POUR DIEU ?»

Suivent plusieurs chapitres historiques intéressants : Andrew Hussey rappelle quelle a été l'histoire de la France avec l'Algérie, le Maroc, la Tunisie. Il décrit les séquelles laissées par les processus de colonisation et décolonisation.

Mais le journaliste ne rencontre, dans ces pays, que des gens dans le ressentiment. De petites rencontres, il tire de grandes conclusions.

Au Maroc, un pilier de bar a voulu lui casser la gueule, parce qu'il a cru qu'il était français. En Tunisie, Omar, rencontré dans la rue, ne pardonne pas à la France de ne

pas avoir plus aidé au départ de Ben Ali. Il pourrait facilement devenir djihadiste :

«Pourquoi pas ? Je ne peux pas aller en France. Il n'y a plus rien à faire ici. Pourquoi ne pas se battre pour Dieu ?»

Enfin, la dernière partie du livre se passe à la prison de Fresnes. Un gardien de prison se confie :

«On peut parler avec un Basque ou un Corse. Avec les musulmans, ce n'est pas pareil, c'est comme s'ils formaient une armée secrète, qui travaille contre toi. Tu ne peux jamais savoir ce qu'ils pensent, mais tu sais qu'ils te haïssent.»

Voilà, la démonstration est faite. La France a fait du mal aux Arabes et les Arabes la vomissent en retour. Ce livre tire le fil d'une idée qu'Andrew Hussey a eu dans un café de Casablanca, au début des années 2000. «Cette guerre civile, qui a lieu en France, est [...] l'un des fronts de la quatrième guerre mondiale.» Le journaliste anglais diagnostique l'horreur et s'en va. Le prochain ouvrage d'Andrew Hussey portera sur l'histoire de l'héroïne [la drogue, ndr] dans l'art. Entre les boiseries de son bureau et une cup of tea, il résume :

«Je vais raconter son impact sur la créativité.»

La viande aussi dangereuse que la cigarette ? Pas faux, mais...

Le nouvel
Observateur

Vous avez entre 40 et 65 ans et vous consommez de la viande et du fromage en quantité ? Alors, vous avez autant de risques qu'un fumeur régulier de contracter un cancer. C'est la conclusion d'une étude publiée par la revue Cell Metabolism. Pour Béatrice de Reynal, nutritionniste, les choses ne sont pas si simples.

Il est vrai que, pour les seniors, une consommation régulière de viande multiplie par 4 les risques de développer un cancer. Les mêmes risques que pour des fumeurs réguliers... Néanmoins, dire que les la consommation régulière de viande est aussi nocive que la consommation de cigarettes est un sacré raccourci. Cela signifie, par exemple, que le fumeur régulier ne fait pas d'autres excès, comme l'alcool par exemple et qu'il mange équilibré. Or, on sait que ce n'est pas si simple. Et, si cette personne fume depuis très jeune alors, les risques qu'elle encourt à cause de la viande ne sont rien comparés à ceux de la cigarette.

■ QUELS SONT LES RISQUES ?

Ceci dit, une consommation excessive de viande et de protéines animales en généra-

le, est mauvaise pour la santé. Pour certains, spécialement dans les campagnes, un repas sans viande n'est pas un repas. Le dîner idéal est d'ailleurs souvent composé de charcuterie en entrée, de viande pour le plat et de fromage pour le dessert.

Or, il faut savoir qu'un gramme de protéine nécessite sept grammes d'eau pour être absorbé par le corps. C'est énorme ! Sans cette eau, la pression sanguine et les reins peuvent s'altérer. C'est ce qui est responsable, à terme, de l'augmentation des risques de cancer dont parle l'étude.

■ ENTRE 40 ET 65 ANS, TOUS VÉGÉTARIENS ?

Il ne faut pourtant pas proscrire la consommation de viande, même entre 40 et 65 ans. Il faut juste éviter d'en manger à tous les repas et surtout alterner entre les viandes les différentes sortes de viandes, des plus "sèches" qui sont moins grasses aux plus gouteuses, les viandes très grasses et persillées ou bardées, qui sont très caloriques.

De plus, contrairement à une idée répandue, la couleur de la viande n'a rien à voir avec le nombre de calories qu'elle contient. C'est bien la texture qui compte.

Alors faites-vous plaisir, tout est une question d'équilibre !



Promo Ooredoo Clé Internet 3G offerte



500^{DA} =



+



+

500^{DA}
de crédit

Clé internet 3G



Promo valable jusqu'au 30 avril 2014, dans les 19 wilayas 3G : Alger, Oran, Constantine, Bejaia, Bouira, Sétif, Chlef, Blida, Boumerdes, Tipaza, Tlemcen, Sidi Bel Abbas, Ain Defla, Djelfa, Ghardaia, Ouargla, Biskra, El Oued et Médéa.
Disponible dans les Espaces Ooredoo, Espaces Services Ooredoo et les points de vente agréés, dans la limite du stock disponible.
Plus d'informations au 0550 000 333 - www.ooredoo.dz

PRÊT IMMOBILIER TRAVAUX CONCRÉTISONS ENSEMBLE VOS ENVIES DE RÉNOVATION

Réponse en
48^H(1)



LE PRÊT IMMOBILIER TRAVAUX VOUS PERMET DE FINANCER
JUSQU'À 100% DU MONTANT DE VOS PROJETS, SANS HYPOTHÈQUE⁽²⁾.

DEVELOPPONS ENSEMBLE L'ESPRIT D'EQUIPE



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
ALGERIE

www.societegenerale.dz

(1) sous réserve de vérification des critères d'éligibilité.
(2) pour un montant de prêt maximum de 1 500 000 DZD.

1.016 logements CNEP-AADL

Une solution locale pour les VRD

Une solution «locale» semble se dessiner pour résoudre le problème qui bloque, depuis 2009, le lancement des travaux de VRD des 1.016 logements CNEP-AADL, de la wilaya d'Oran.

Houari Barti

Selon des sources proches d'Assur-Immo, le ministère de l'Habitat est en train de préparer une instruction destinée à confier le lancement de la procédure relative au marché de réalisation des VRD, aux services de la wilaya. Une solution qui viendrait contourner «l'imbroglio juridique» (absence de textes réglementaires régissant la maîtrise d'ouvrage déléguée) auquel est confronté ce marché auprès de la Commission des marchés du ministère des Finances. Un problème qui, souligne-t-on, ne touche pas uniquement les 1.016 logements CNEP-AADL d'Oran, mais l'ensemble du programme de cette formule, au niveau national qui totalise 65.000 logements.

Pour rappel, et après plusieurs signes positifs, présageant un dénouement proche du blocage auquel étaient confrontés les marchés relatifs aux travaux de VRD, l'on a assisté, dernièrement, à un retour inattendu, à la case départ. La Commission des marchés du

ministère des Finances semblait se maintenir dans la même posture de blocage, confortée par l'absence de textes réglementaires, régissant la maîtrise d'ouvrage déléguée. Du coup, tous les marchés de VRD, lancés par Assur Immo, ancienne filiale de la CNEP Banque, qui est le maître d'ouvrage du programme, ne sont pas reconnus conformes par ladite commission. Ni les écrits du wali d'Oran, M. Abdelghani Zaâlâne, ni même la correspondance du Premier ministre, M. Abdelmalek Sellal, envoyée au ministre des Finances, M. Karim Djoudi, lui demandant «d'instruire la commission des marchés, à l'effet d'examiner les dossiers afférents aux travaux des VRD», n'auront suffi à faire débloquent la situation. Après avoir nourri beaucoup d'espoir, les souscripteurs du programme location-vente ont reçu une confirmation, sans appel, que le «veto» de la Commission des marchés du ministère des Finances est toujours de rigueur comme l'atteste, selon les souscripteurs, une correspondance envoyée, récemment, par la direction

générale d'Assur Immo, à sa direction régionale d'Oran et dont une copie a été transmise, pour information, aux services compétents de la wilaya d'Oran. Mais, depuis, une réunion intervenue le 17 mars dernier, en présence des hauts cadres de la CNEP Banque et d'Assur-Immo donne, à nouveau, l'espoir. La possibilité de recourir à une solution locale pour lancer ces travaux de VRD semble, aujourd'hui, à même de dénouer la situation. Pour rappel, près de 65.000 souscripteurs du programme location-vente (CNEP-AADL) parmi lesquels 1.016 de la wilaya d'Oran, attendent le déblocage du dossier relatif au lancement des travaux de VRD.

Dans la wilaya, en plus du projet des 1.016 de Bir El Djir et des 733 déjà livrés, 6 projets sont, actuellement, en cours de réalisation, sous la gestion d'Assur Immo. Ces projets sont implantés à Hassi Mefsoukh (132 logements/174), Sidi Benyebka (228 logements), Arzew (220 logements), Gdyl (126 logements) et Misserghine (360 logements).

Une première enveloppe de 10 milliards pour la saison estivale

34 plages autorisées à la baignade

Djamel B.

Dans le cadre des préparatifs de la saison estivale 2014, la wilaya d'Oran vient de débloquent une première enveloppe de 10 milliards de centimes, au profit des communes côtières de la wilaya, apprend-on de sources proches de la wilaya. Celles-ci indiquent, d'autre part, que l'opération de concession des plages a été lancée, à travers toutes les communes. Au total, 34 plages ont été autorisées à la baignade, à Oran. Pour achever l'opération de concession, dans les délais, des instructions ont été données pour mettre à la disposition des concessionnaires des cahiers des charges

qui stipulent, clairement, la mise en concession de 30% de la superficie globale de la plage, les 70% restants sont censés être d'accès libre pour la population. Concernant cette première enveloppe, nos interlocuteurs indiquent qu'elle sera consacrée à l'aménagement des plages et à la réalisation de différents équipements, notamment les toilettes et les douches, ainsi que les allées menant, directement, à la plage. Une commission de suivi a été mise en place pour contrôler et superviser cette importante opération de préparation de la prochaine saison estivale. Il y a lieu de rappeler qu'une commission interministérielle, composée de représentants de di-

vers ministères, s'était rendue, à Oran, le mois dernier, pour lancer les préparatifs de la saison estivale, à travers les 5 wilayas du littoral de l'ouest du pays. Pour Oran, le directeur du Tourisme avait annoncé, cette année, un budget de 30 milliards de centimes pour des travaux d'aménagements. Pour sa part, le directeur de l'Aménagement touristique, auprès du département ministériel, a annoncé que la particularité de la saison estivale 2014 est le lancement, à travers les 13 wilayas du littoral, d'une opération nationale pour promouvoir la culture du camping. Un budget y a été consacré pour mettre en place 2.600 lits, au profit des bourses moyennes.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Zitni n'zidek !



gants chirurgicales, pour remettre, au planton du haut responsable, le dossier-milef qui intéressait le haut responsable.

Dans cette contrée à nos frontières, aux frontières du bon sens, à toute heure, chaque occasion était bonne pour s'offrir un thé accompagné de quelques

beignets. C'était la tradition. Du sfenj sortant directement d'un zit qui lubrifiait toute une tradition. C'est autour de ce cérémonial que le dossier a été consulté par le haut responsable (j'allais dire responsable), avant d'être retourné à notre administrateur. Ce dernier ne reconnaissait plus les documents sortis de son bureau. Le dossier milef avait-il été utilisé comme emballage à beignets ? Tellement il baignait dans les traces grasses, grâce à la grâce d'une manipulation de sfanjia.

Malade ! il en est devenu malade. Alité. Une semaine. Ses collaborateurs lui rendent visite... jamais les mains vides. Tradition oblige. Quelques beignets chauds... «ouach bik chikh ? Silence. Motus. Soukout... Reprenez votre sfenj... depuis que le dossier est devenu milef, koulchitlé». Le bruit s'arabise, depuis, on ne dit plus qu'un élève a eu un zéro en éducation civique, mais une sfenja... ou zit ou zid...

La Formation professionnelle et l'Industrie automobile

Mokhtaria Bensaâd

Dans la perspective de créer un Centre de formation professionnelle de référence proche du pôle du développement de l'Industrie automobile, un séminaire sur «le rôle de la Formation dans l'Industrie automobile» sera organisé, le 7 avril prochain, à l'hôtel Sheraton, par le ministère de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement, en partenariat avec «Renault Algérie Production». Cette rencontre, qui sera présidée par le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, accompagné des cadres centraux des ministères des PME/PMI et de l'Industrie et de l'Enseignement supérieur et de l'Emploi, se veut une préparation pour la concrétisation de ce projet et un échange d'expériences entre les professionnels, sur les mécanismes de la mise en place d'un système de formation adéquat et défilé des expériences des constructeurs, organismes de formation et équipementiers, de première monte. La mise à disposition de main-d'œuvre qualifiée, dans les différentes activités de la filière, est nécessaire pour le développement de l'industrie automobile.

Ce séminaire sera, donc, l'occasion d'associer et de réunir les partenai-

res, dans le projet de création de l'établissement d'excellence et identifier les filières et matériels de l'Industrie automobile. Il est, également, question de proposer de nouvelles qualifications à intégrer dans la nomenclature des formations diplômantes et celles des formations qualifiantes et identifier les experts et professionnels potentiels qui contribueront à l'élaboration des référentiels et programmes de formation. Le rôle de l'Université algérienne, dans le développement de cette industrie, sera, aussi, débattu afin de déterminer les conditions organisationnelles, pédagogiques, humaines et financières, liées à la création du Centre d'excellence. En parallèle à ce séminaire, 3 ateliers seront organisés. Le premier devra répondre à la question : «quelles sont les besoins en formation attendus par 'Renault Algérie Production' et les autres partenaires, notamment, les sous-traitants ?» Le 2^{ème} atelier travaillera sur les conditions et modalités, à mettre en œuvre, pour une formation, par alternance, impliquant les entreprises dans le processus pédagogique et moyens à mettre en place. Le 3^{ème} atelier va débattre du modèle et organisation préconisés pour un Centre de formation d'excellence en automobile.

Arrestation de deux cambrioleurs à Aïn El Turck

Rachid Boutlélis

Sous le principal chef d'accusation de vol par effraction, deux prévenus ont été présentés, avant-hier, devant le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel de Aïn El Turck. Au terme de leur audition, ils ont été placés en détention provisoire. Selon nos sources, mettant à profit les mauvaises conditions météorologiques, caractérisées, notamment, par de fortes rafales de vent, qui se sont manifestées, la nuit du vendredi au samedi derniers, les deux mis en cause se sont introduits, par effraction, dans un local commercial, situé dans la localité Akid Abbes, sur le territoire du chef-lieu de la daïra d'Aïn El Turck. Le duo de cambrioleurs a ciblé un établissement versé

dans la vente de téléphones mobiles d'où il a emporté 71 portables, indiquent nos sources. Les investigations déclenchées par les éléments de la police judiciaire, relevant de la Sûreté urbaine de proximité de la localité de Trouville, en étroite collaboration avec ceux de la Sûreté de daïra, se sont soldées par l'identification des deux mis en cause, dans cette affaire de cambriolage. Les résultats de l'enquête ont fait ressortir qu'ils demeurent, en fait, dans le voisinage du local en question. Les perquisitions, opérées par les policiers, dans chacun de leur domicile, se sont avérées finalement très utiles. En effet, selon les mêmes sources, la totalité du butin et le matériel utilisé lors de ce vol, ont été retrouvés, répartis entre les deux domiciles.

Trois dealers écroués

Dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue, les éléments de la police judiciaire, relevant de la Sûreté urbaine de Mers El Kébir, en étroite collaboration avec ceux de la Sûreté de daïra de Aïn El Turck, ont réussi, mardi dernier, à mettre un terme aux agissements de 3 dealers. Selon nos sources, agissant sur la base d'une information, faisant état de l'existence d'un trafic de stupéfiants, les enquêteurs de la PJ ont dressé un barrage dans la localité de Mers El Kébir, pour intercepter un véhicule de type 'Maruti' avec à son bord 3 suspects, B.A., M.B. et M.F., âgés entre 24 et 26 ans. La fouille de

cette voiture a permis aux policiers de découvrir 20 comprimés psychotropes, dont 10 de marque Ecstasy et 10 de Rivotril. Les mêmes sources indiquent que, les investigations ont fait ressortir que les dealers acheminaient les stupéfiants vers les localités du chef-lieu de ladite daïra pour les fourguer, à proximité des boîtes de nuit. Ils n'hésitaient, également, pas à se déplacer dans certaines zones de la commune de Aïn El Turck pour approvisionner des toxicomanes, en manque. Dans ce cas de figure, ils ajoutaient un supplément pour une «livraison à domicile», affirment nos sources.

Rachid Boutlélis

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Ouiss Benyagoub, 79 ans, Saint Pierre
Kaddouri Amar, 79 ans, Cholet
Khaladi Mama, 85 ans, Victor Hugo
Benzrafa Messaoud, 41 ans, El Hassi

Horaires des prières pour Oran et ses environs

03 jourmada ethania 1435

El Fedjr 05h21	Dohr 13h05	Assar 16h40	Maghreb 19h29	Icha 20h47
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



TLEMCEM

Les eaux d'une retenue collinaire polluées par un CET

Khaled Boumediene

La retenue collinaire d'El-Aribat, située dans la commune d'Amieur, à une vingtaine de kilomètres du chef-lieu de la wilaya, est aujourd'hui gravement polluée par les écoulements d'eaux des déchets du centre d'enfouissement technique (CET) de Saf-Saf situé en amont. Le micro-barrage, ainsi que le barrage de Sidi-Abdelli, a été réalisé dans les années 1980 par l'entreprise brésilienne Rabelo pour satisfaire les agriculteurs de la plaine de Béni-Ouazane.

Aujourd'hui, les habitants des abords de la retenue et les agriculteurs ne veulent plus irriguer leurs cultures ni abreuver leurs bêtes de son eau. «Les eaux de cet ouvrage, qui sont utilisées pour l'irrigation à El Aribat et Ghoulimes, sont polluées et entraînent des maladies. Après les pluies, les ruissellement des eaux de cette grande décharge publique charrient et déposent dans la retenue des boues et des déchets très pollués qui n'ont malheureusement jamais été traités ni valorisés», se lamente l'un des agriculteurs du périmètre d'El-Aribat qui précise que «les services de l'Hydraulique, de l'Environnement et de l'APC sont quasiment absents et ne font rien pour remédier à cette situation et prendre les mesures nécessaires pour l'amélioration de la qualité des eaux de la retenue». Pour un autre fellah de la région «les conséquences pourraient s'avérer très sérieuses à long terme pour des milliers d'arbres fruitiers et autres cultures irriguées à partir de ces eaux, notamment en été où ces eaux



polluées sont utilisées pour l'irrigation des grandes superficies de melon, pastèque et tomate». Selon un cadre de la Direction de l'Hydraulique, «les eaux qui séjournent dans la retenue, environ 1 million de mètres cubes, contiennent une importante quantité de matières organiques. Les eaux de ruissellements de la décharge en ont modifié complètement la biologie. Ces matières s'accumulent actuellement dans le fond, se décomposent et favorisent le développement des algues jusqu'à eutrophisation. C'est pour cela que les eaux stockées dans

la retenue ont une couleur noire et dégagent des odeurs qui agressent les narines des passants de la route nationale 2. Aujourd'hui, il est urgent de surveiller et analyser les algues qui se forment au fond de la retenue pour vérifier son taux en nitrate, phosphate et autres pollutions». Cette retenue collinaire non surveillée, soumise aux déchets et métaux lourds du CET de Saf-Saf, constitue aujourd'hui un danger non seulement pour les populations situées en aval, mais aussi pour la faune et la flore de toute la région de Béni-Ouazane.

MAGHNIA

Un fait anodin à l'origine de la saisie de plus de 300 kg de kif

Cheikh Guetbi

Le flair des éléments de la police judiciaire de la sûreté de daïra de Maghnia a, une fois de plus, eu raison des narcotrafiquants. Il s'agit cette fois-ci d'une affaire qui s'est singularisée par la manière particulière d'opérer des policiers dont la vigilance les a conduits à creuser les causes réelles à l'origine des blessures de trois individus. Ces derniers se sont présentés, mardi vers 8h 30, tous blessés, aux urgences pour soins. Ce fait inédit où 3 individus se soient blessés en même temps et rejoignent ensemble les urgences a éveillé les soup-

çons des policiers lesquels ont tout de suite écarté la thèse de l'agression. Ils commencèrent par acculer les suspects et les assaillir de questions quant aux causes réelles de leurs blessures. Les réponses évasives et contradictoires ont poussé les policiers à les conduire au commissariat où une enquête a été menée avec eux. Affolés après avoir été pris au dépourvu et questionnés séparément, les 3 individus dénommés A.F, B.H, H.A n'avaient d'autres solutions que de passer aux aveux et dévoiler les noms de leurs « agresseurs » dénommés Z.H, L.A et B.A. Aussitôt des perquisitions

ont été effectuées simultanément aux domiciles de ces derniers dans le quartier matmore. 313 kg de kif ont été découverts au domicile de H.A, âgé de 27 ans. Une femme qui s'y trouvait a été embarquée. Si les 3 « agressés » et la femme sont entre les mains des policiers, les 3 autres qui sont identifiés, demeurent en fuite. L'on ignore par contre les circonstances dans lesquelles les premiers ont été blessés. Cette affaire s'est finalement caractérisée par l'exploitation, par les policiers, d'un fait anodin pour arriver à un résultat probant relatif à la lutte contre le trafic de stupéfiants.

CHLEF

Démantèlement d'un réseau spécialisé dans la commercialisation de l'or

Abbad Miloud

Suite à des informations de citoyens faisant part qu'une personne répondant aux initiales A.D, âgé de 54 ans, résidant à Chlef, s'adonne à la commercialisation de l'or falsifié et d'imitation en plein centre-ville, la brigade de recherches et d'investigations a diligenté une enquête qui a permis d'arrêter la

personne concernée en possession d'une quantité de métal de couleur jaune. Après les analyses nécessaires en laboratoires, il s'est avéré que c'est de l'or falsifié.

Les investigations poussées ont permis d'arrêter trois autres personnes : H.A, 41 ans, et L.T. 40 ans, résidants à Batna et L.N, 38 ans, résidant à Guelma. Tous les quatre sont des repris de justice. Les poli-

ciers ont procédé également à la saisie de 1,250 kg d'or d'imitation, d'une somme de 130 millions de centimes et d'équipements servant à la fabrication de faux objets en or.

Les quatre ont été présentés, ce mardi, devant le procureur de la République près le tribunal de Chlef. Trois d'entre eux ont été placés sous mandat de dépôt, le quatrième a bénéficié d'une citation directe.

SAÏDA

Plus de 230.000 électeurs

Tahar Diab

En référence à une communication transmise le premier avril par la cellule d'information rattachée au cabinet du wali et adressée au directeur de la radio ainsi qu'à tous les correspondants locaux et relative aux préparatifs du scrutin présidentiel du 17 avril 2014, et à la suite de la finalisation de la révision exceptionnelle des listes électorales, la wilaya de Saïda compte globalement 238.904 électeurs dont

6.651 inscriptions nouvelles et 2.301 radiations. En outre, il est ajouté que le nombre de cartes établies à la date du 19 mars s'élève à 6.651, ce qui se limite au nombre signalé des nouveaux électeurs seulement. Par ailleurs, 133 centres se répartissent en 53 regroupements mixtes et 80 centres de votes répartis équitablement entre les hommes et les femmes.

Quant aux 599 bureaux de votes, 314 seront réservés aux hommes et 285 aux femmes électrices. Les six concurrents ont à leur disposition

270 emplacements pour la publicité relative à leur affichage de campagne, en plus de la réservation de 56 lieux de meetings tels que les maisons de culture, les salles polyvalentes de sport, entre autres.

En finale, les regroupements programmés dans le cadre de cette campagne électorale sont estimés à 2.464, ce qui est en deçà du compte prévu. On constate une certaine timidité qui tranche sur l'importance que revêt cet événement national qui ne se reproduit que tous les cinq ans.

RELIZANE

Hausse des prix des fruits et légumes, jusqu'à quand ?

E. Yacine

Une hausse des prix des fruits et légumes a été constatée depuis quelques jours sur les marchés du chef-lieu et dans les autres communes, y compris celles des zones rurales, à l'exemple de Yellel, Belacel-Bouzegza et Aïn Rahma. Le mauvais temps qui rend plus au moins difficile l'accès aux champs pour la cueillette ne constitue pas le principal facteur de cette hausse des prix qui est insupportable pour les bas revenus dont les voix sont convoitées par les six candidats de la présidentielle du 17 avril prochain. La spéculation et les dysfonctionnements dans les marchés de gros sont à prendre en compte dans cette flambée qui concerne pratiquement l'ensem-

ble des produits agricoles de consommation courante. Jadis, le début du printemps était connu pour la disponibilité à bon marché de certains fruits et légumes. Ce n'est pas le cas aujourd'hui ; le prix de la pomme de terre a atteint les 50 DA/kg, la tomate 140 DA/kg, la courgette 120 DA/kg, la carotte (70 DA/kg), la pomme (100 DA/kg) ou encore la banane (180 DA/kg). Interrogés à ce sujet, des connaisseurs estiment que près de 80 pour cent des quantités des fruits et légumes écoulées sur le marché transite par les mandataires informels». Les ménagères craignent que cette hausse va se poursuivre jusqu'à l'arrivée de ramadhan, en dépit du fait que les mois d'avril et de mai sont connus pour l'abondance de certains fruits et légumes.

MOSTAGANEM

Le dépôt du CRA squatté

Suite à une plainte déposée par le président du Croissant-Rouge algérien (CRA) de la wilaya de Mostaganem relative à un dépôt leur appartenant, situé au quartier Plateau qui a été squatté et transformé en un lieu de vente de boissons alcoolisée. Une enquête a été ouverte par la police judiciaire de la première sûreté urbaine et a permis d'appréhender deux individus, en l'occurrence

D.A.R et M.S.D de Mostaganem, âgés respectivement de 33 et 31 ans. Les mis en cause qui ont démolé une partie du mur de la façade, se sont installés avant de transformer le local en un lieu de vente de boissons alcoolisées. La marchandise a été saisie et les deux individus écroués pour destruction de biens publics et vente d'alcool sans autorisation.

H. B.

AÏN-TEMOUCHENT

582 personnes dont 60 mineurs devant les services de police en trois mois

Animant un point de presse mardi à l'Hôtel de Police de Aïn-Temouchent, le commissaire divisionnaire, Madani Nâar, a indiqué que 582 personnes dont 60 mineurs se sont rendus parties prenantes, de près ou de loin, dans 400 affaires traitées par les services de la sûreté de la wilaya lors de ce 1^{er} trimestre 2014. 255 d'entre elles ont été présentées devant les divers parquets de la wilaya, 164 ont été écrouées, le reste a fait l'objet de liberté provisoire avec citation directe à l'audience. Pour ce qui est de la lutte contre la drogue, les services en question ont traité 33 affaires marquées par la saisie de six kg de kif et 386 psychotropes et impliquant 47 personnes. Trente-sept ont été mises sous les verrous. Quant aux 60 mineurs qui s'étaient impliqués dans 54 affaires (CBV, divers vols...), trois ont été mis en détention préventive, seize ont bénéficié de la liberté provisoire, 16 en citation directe et 9 placés au centre pour mineurs de SBA, le restant innocent.

26 blessés dans 23 accidents de la circulation urbaine

Dans la même séance, il a été indiqué que les services de police ont enregistré durant cette même période 23 accidents de circulation qui ont fait 26 blessés et ont conduit au retrait immédiat de 353 permis de conduire et à 33 mises en fourrière. 9 cas de conduite en état d'ivresse ont été enregistrés. La police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement a aussi traité 28 cas de construction sans permis ainsi que 29 autres ayant entravé la voie publique dont un cas pour construction anarchique.

Un malfaiteur arrêté

Il s'agit d'un individu d'une vingtaine d'années impliqué dans plusieurs affaires de délinquance qui a été arrêté dans une cité de Aïn-Temouchent par les éléments de la PJSW. En son domicile, les policiers ont découvert 893,6 g de kif et 275 psychotropes ainsi que plusieurs armes blanches et autres épées. Le mis en cause a été remis à la justice. Enfin, et à El-Malah, trois jeunes gens âgés entre 19 et 24 ans, surpris en train de forcer la porte d'un revendeur en téléphonie, viennent d'être arrêtés.

Mohamed Bensafi

BECHAR

20 millions de dinars d'amendes en 24 heures

En l'espace de 24 heures 20 millions de dinars d'amendes environ pour 2 affaires ont été comptabilisés au profit des recettes des douanes.

Ces sommes proviennent des activités des brigades de Bordj Badji-Mokhtar et Tindouf qui relèvent de la Direction régionale de Bechar. La première, d'un montant de 17.600.000 DA, concerne la saisie à Tindouf d'un camion semi-remorque transportant des produits ferreux interdits. Quant

à la seconde affaire, c'est une brigade mixte de douaniers et de soldats en patrouille dans la région de Bordj Badji-Mokhtar sur la route de Tamanrasset qui ont saisi un véhicule de marque Opel Vectra. L'amende infligée est estimée à 1.500.000 DA. Notons l'intense activité enregistrée ces derniers jours par ces brigades et qui concerne la récupération de denrées alimentaires, véhicules et carburant.

A. Roukbi

BOUIRA

Des affaissements de terrains
qui inquiètent

Farid Haddouche

Un inquiétant glissement de terrain s'est manifesté, au village des lallouachen, dans la commune d'Ath Laâziz, à une dizaine de kilomètres, au nord-est de Bouira, suite aux importantes et incessantes pluies qui se sont abattues, durant ces derniers jours, dans la wilaya de Bouira. Dans une partie du village lallouchen, il a été constaté un éboulement de terre important, qui risque de s'élargir en cas d'autres précipitations qui viendraient aggraver cette situation. Les villageois redoutent le pire car même les fondations des certaines maisons sont menacées d'affaissement, selon eux.

D'autant plus que les habitants de cette région ont, dans le passé, vécu des situations similaires, notamment quand la saison hivernale est abondante en eaux pluviales. Comme c'est le cas, durant l'hiver de l'année 2012, qui a enregistré un affaissement. Ce qui fait dire aux services concernés que la nature du sol, dans cette localité, est très vulnérable et ne résiste pas aux chutes de pluie torrentielles, car celles-ci rendent la terre très fragile sur des surfaces importantes. Plusieurs glissements de terrains se sont produits, dans le passé, sur les territoires de la commune d'Ath Laâziz. Cette année, ces affaissements ont pour cause également, la fonte d'énormes quantités de neige tombées, sans arrêt, pendant 15 jours, durant la période comprise entre le 3 et le 18 février de l'année dernière. L'absorption d'importantes quantités de ces eaux par des terrains, les abords des routes et/ou supports des trottoirs, qui étaient déjà fragiles ou fragilisés, parce que mal faits, ont provoqué leurs affaissements. Ainsi, en est-il du CW 5, traversant toute la commune d'Ath Laâziz, de l'est à l'ouest. Au lieu-dit 'Ighil Oumenchar' et du village Ichabdiwen, où la chaussée dégradée sur la moitié est devenue dangereuse à emprunter. Alors que dans les villages d'Ath Zekri, Ath

H'midète, Tizi Mezwer, le même phénomène de glissement de terrain s'est produit. Des rochers, également, menacent de déboiler à n'importe quel moment. A la sortie de la même localité, c'est une propriété privée qui a, aussi, été touchée par un glissement de terrain qui en a emporté plus de la moitié. Le maire de la commune d'Ath Laâziz dont dépend le village lallouachen et les autres villages cités, les responsables du contrôle technique les (CTC) et les services de la protection civile sont conscients du problème, étant donné qu'ils ont, à chaque fois, fait des constatations durant leurs interventions sur le terrain.

Une solution définitive n'est pas encore appliquée à moins qu'elle soit à l'étude, du moins pour le moment. En attendant, les autorités et à leur tête le wali M. Nacer Maaskri, ont lancé, tout récemment, une grande campagne de plantation de plus d'un millier d'arbres qui se poursuit jusqu'à présent, particulièrement dans cette région où le phénomène d'affaissement de terrains et très présent. Les plantations toucheront, également, les endroits sensibles à l'érosion et aux éboulements de terrains qui s'étalent

sur une étendue d'à peu près 300 ha, allant des hauteurs de la bande d'Ighil Oumenchar jusqu'au village des Ibouassène. Il est à rappeler que des affaissements de terrains se sont produits lors des intempéries qui ont sévi l'hiver dernier, ont mis en danger la vie d'une vingtaine d'habitants du village Ighil Oumenchar, dont les maisons ont subi de sérieux dommages, et d'autres ont failli s'effondrer. Il a fallu faire évacuer précipitamment les habitants des lieux et les caser, temporairement dans une école primaire se trouvant à Thighzert N'Braham, située non loin de leur localité. Des routes, également, ont été, à divers endroits, détériorées par des éboulements, bloquant le trafic routier. Ceci, pour dire, qu'en plus du lancement de la campagne de reboisement lancée, il est aussi souhaité, par les citoyens de la commune d'Ath Laâziz, celui des travaux de réfection des routes menacées. Les services concernés sont interpellés (Travaux publics, et autres), pour éradiquer ce phénomène de glissement de terrains qui préoccupe, réellement, les habitants dont les maisons en sont menacées.

Deux trafiquants
de drogue arrêtés

Deux individus, accusés de trafic de drogue, ont été arrêtés, ces derniers jours, par les services de sécurité de la commune d'Ath Laâziz, au nord-est du chef-lieu de la wilaya de Bouira, a-t-on appris auprès de la Sûreté de wilaya. Agés de 27 et 39 ans et originaires d'Ath Laâziz, les mis en cause sont 2 jeunes (M.S) et (Z.A.A), arrêtés par les élé-

ments de la Police judiciaire avec en leur possession une quantité de plus de 500 g de drogue, a-t-on précisé. Les 2 mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République, près le Tribunal de Bouira, qui a ordonné la mise sous mandat de dépôt de M.S, tandis que son acolyte a été convoqué à comparaître, selon la même source.

Le crime de Lakhdaria élucidé

Un jeune de 25 ans a été mis en détention préventive par le procureur de la République, près le tribunal de Lakhdaria, pour «homicide volontaire commis à l'encontre de son voisin», a-t-on appris, lundi, auprès de la Sûreté de wilaya de Bouira. Le mis

en cause, originaire de la commune de Lakhdaria, a été arrêté après une enquête minutieuse, menée sur la mort, la semaine dernière, de la victime, son voisin, âgé de 46 ans, après avoir reçu 3 coups de poignard mortels au thorax.

BOUMERDÈS

Cap sur le Tourisme

Des études ont été lancées, dernièrement, en vue de la création de 4 parcours destinés à la promotion et au renforcement de la destination touristique de la wilaya de Boumerdès, apprend-on appris, auprès du directeur du Tourisme et de l'Artisanat. Ces parcours touristiques sont prévus au barrage El Hamiz et à sa base de vie (dans la commune de Larbaatache), au barrage de Beni Amrane, à la forêt «Assouf» de Dellys, ainsi qu'au vieux port de Dellys, a indiqué, à l'APS, M. Zoulim Nour, signalant que leurs travaux de réalisation sont programmés, pour 2015. Les opérations d'aménagement de ces parcours, inscrites au titre du Plan directeur d'aménagement touristique de la wilaya, engloberont, outre la réalisation d'espaces verts,

pour les familles et d'aires de jeux pour les enfants, des réseaux d'éclairage public et d'eau, en plus de l'aménagement d'accès vers ces sites, a expliqué M. Zoulim. Toujours au titre des efforts de promotion de la destination touristique de Boumerdès, ce responsable a signalé le lancement «imminent» d'études pour la réhabilitation de 12 plages, autorisées à la baignade, dans le cadre du programme complémentaire 2014, lesquelles s'ajoureront aux 8 autres ayant bénéficié d'opérations similaires, en 2013, au titre du présent quinquennat. La wilaya compte 32 plages autorisées à la baignade.

D'autre part, le directeur du Tourisme de la wilaya a fait cas d'une proposition de création de 8 zones d'extension touristique (ZET), d'une su-

perficie globale de plus de 17.000 ha. Parmi ces zones, participant à la diversification du produit touristique local, ce responsable a cité la ZET d'Ammale, destinée au développement du tourisme thermal, alors que les ZET de Khemis El Khechna, Larbaatache et Naciria seront destinées à la promotion du tourisme sportif et de montagne, et celles de Legata et Zemmouri, à la valorisation du patrimoine culturel de la région. Selon M. Zoulim, ces projets ont pour objectif d'amener le plus grand nombre possible d'opérateurs à investir dans la wilaya, en vue d'y relever les capacités d'accueil et le niveau des prestations touristiques, pour les adapter au flux, sans cesse croissant, d'estivants et de touristes optant, annuellement, pour cette wilaya du littoral.

SKIKDA

Importation de vaches
pour améliorer la production de lait

A. Boudrouma

A l'occasion de sa visite à Skikda, lundi dernier, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, M. Abdelwahab Nouri, a fixé, au 30 juin 2014, la date butoir pour achever l'opération de remise des actes de concession, au profit des agriculteurs. A ce jour, le nombre de dossiers déposés à l'Office national des terres agricoles (ONTA) a atteint 6.630 alors que

le nombre de dossiers traités a atteint seulement 3.329.

Il a abordé le problème du détournement de terres agricoles au sujet duquel, il a fait part de son opposition au transfert des terres agricoles, au profit de projets quelles que soient leurs natures, soutenant que la justice sera saisie de tous les abus constatés, en la matière. Il a soutenu que l'agriculture constitue, à l'heure actuelle, une préoccupation majeure des pou-

voirs publics qui lui consacrent, annuellement, un budget de l'ordre de 200 milliards de DA. A l'occasion, le ministre a révélé, par ailleurs, que dans le cadre de la coopération algéro-britannique, 90.000 vaches laitières seront importées afin de concrétiser un important projet de développement de la production animale. Ce projet sera implanté dans le sud du pays et permettra de combler le déficit en matière de production laitière.

Concours Ali Bey Boudoukha
2014 du meilleur article
d'investigation : le jury décerne
trois prix d'encouragement

Le palmarès du premier concours Ali Boudoukha du meilleur article d'investigation est connu. Le président du Jury Lotfi Madani a communiqué le rendu des délibérations.

Meziane Abane, d'El watanWeek end, Mohamed Koursi d'El Moudjahid et Hacen Ouali El watan, ont obtenu les prix d'encouragement du Jury. Ils se partageront la dotation du concours financé par une levée de fonds sur Internet auprès du public de Maghreb Emergent

Le communiqué du jury est tombé quelques minutes après la clôture de l'opération de levée de fonds lancé sur la plateforme numérique kisskissbank-

bank pour réunir 2500 euros qui permettent le financement d'une partie du concours. L'opération a été un succès permettant grâce aux amis et au public de Maghreb Emergent de réunir 3450 euros. Les trois journalistes primés se partageront la dotation de 180 000 dinars prévue pour le lauréat. La cérémonie de remise du prix aura lieu le dimanche 27 avril à 18h. Le concours du meilleur article d'investigation Ali Bey Boudoukha vise à encourager le travail d'investigation dans les médias algériens. Il est annuel et sa dotation financière restera le fruit du soutien du public que nous espérons chaque année plus nombreux.

BLIDA

Les éleveurs apprennent
la fabrication
du fromage de chèvre

Une session de formation sur la fabrication du fromage de chèvres, sera organisée, à partir du 6 avril, à Blida, au profit des éleveurs de caprins des différentes wilayas du pays, a-t-on appris, lundi, auprès d'un responsable local du secteur de l'Agriculture. Plus d'une quarantaine d'éleveurs de caprins prendront part à cette formation initiée par l'association des éleveurs caprins de l'Atlas blidéen (Atlas-Cap), a indiqué, à l'APS, le secrétaire général de la Chambre de l'Agriculture de la wilaya, Mâamar Abri. Le thème principal, retenu pour cette deuxième session, après celle organisée l'année dernière, est relatif à «la réalisation d'une usine traditionnelle de fabrication fromage de chèvre», a-t-il ajouté, précisant que la formation sera encadrée par M. Arezki Ait Abdelkrim, spécialiste et lui-même fabricant de ce type de fromage, dans la wilaya de Tizi Ouzou. De son côté, le président de l'association 'Atlas-Cap', M. Ali Kouhoub, a affirmé que la formation

se déroulera sous forme de stages pratiques, ce qui permettra aux participants, ayant commencé à exercer cette activité, d'approfondir leurs connaissances et aux éleveurs de caprins, désirant s'initier à la fabrication du fromage traditionnel d'«apprendre le métier et de maîtriser ses contours». M. Kouhoub s'est, en outre, félicité de l'intérêt «étonnant» accordé par les citoyens au fromage de chèvre, affirmant que les quantités réalisées, jusque-là, s'écoulent facilement sur le marché.

Par ailleurs, le secrétaire général de la Chambre de l'Agriculture de la wilaya, a indiqué que la formation sur la taille des arbres se poursuit, actuellement, où 32 stagiaires effectuent des stages pratiques dans les vergers agrumicoles des différentes régions.

«Un total de 150 jeunes ont bénéficié, jusque-là, de ces stages qui relèvent d'une extrême importance pour la préservation des arbres et, par conséquent de l'amélioration de leur productivité», a-t-il souligné.

AÏN DEFLA

Du nouveau pour les opérations
orthopédiques

Vingt opérations orthopédiques ont été effectuées à l'hôpital 'Mekkour Hamou' de Aïn Defla, depuis le début 2014, a indiqué le responsable du service 'Orthopédie' de cet établissement public hospitalier (EPH), soulignant que «les ambulances ne transfèrent plus de malades à la capitale (Alger) pour des urgences

orthopédiques comme c'était le cas par le passé. Ce genre d'opérations s'effectue, désormais, à l'hôpital de Aïn Defla».

La chirurgie orthopédique pratiquée concerne, notamment les rhumatismes, les lésions des ligaments croisés ainsi que les prothèses de la hanche et du genou, a signalé la même source.

BATNA

Campagne de prévention
routière

La Sûreté de wilaya de Batna a mis à profit la tenue du 14^{ème} Salon national du Livre à Batna pour initier, en marge de cette manifestation, avec le concours du syndicat national des éditeurs, une opération de prévention routière ciblant, en particulier, le jeune public, a-t-on constaté lundi. Le stand, ouvert à cette occasion par les services de la Sûreté de wilaya au Palais des Expositions 'Assihar', rappelle aux visiteurs, notamment aux écoliers en vacances de prin-

temps, certaines dispositions du code de la route et prodigue des conseils sur les précautions à observer par les piétons lorsqu'ils traversent la chaussée. M. Abdallah Saï, chargé de la communication à la Sûreté de wilaya, a mis en exergue l'importance du respect des dispositions du code de la route, afin de soustraire les jeunes écoliers des dangers qu'ils encourrent dans la rue et qui peuvent provoquer le décès ou valoir de graves séquelles corporelles.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

03 jomada ethania 1435				
El Fedjr 05h03	Dohr 12h51	Assar 16h26	Maghreb 19h15	Icha 20h35



APPELEMENTS

■Vends ou Loue : Studio de 70 m² au RDC d'une villa à Ain Turck à 200 m de l'Eden + 02 locaux à ORAN Rue de Mostaganem en face l'immeuble N° 109 (30 m² chacun + sanitaires) - Mobile : 0770.31.62.60

■Vends appartement F4 deuxième étage très bien situé à Alicante (ESPAGNE) – Tél : 0560.08.10.61

■Vends ou Loue bel Appart F3 Gd Stand. 90 m². Acté. Double Faç. Meublé + Cuis. Equipée - situé à la Résidence El Nour (R.-Point des Amandiers) à côté de l'hôpital militaire et la brigade de la gendarmerie. Immeuble avec Ascens. et Gardien. + Park, clôturé et surveillé - Tél : 0540.02.81.78

■Ag. Imm. BAKHTAOUI - 0774.43.59.65 - 0557.12.03.44 – Vend F4. Acté + L.F. Sup. 100 m². Refait à neuf - entrée individuelle au RDC à ORAN

■A vendre une Maison F5 au centre-ville (15, rue Mirauchaux) avec 4 façade et 2 Actes - Contacter le numéro 0696.98.51.59 ou 0772.79.86.05

■Vends / Echange Appart « Nouveau » Pyramides. Sup. 117 m². Bien situé - contre M.M. à ORAN + complément - 0665.21.00.65

■Part. vend F3 aménagé en F4 Cité Grand-De Terre Tour N° 2. 3 étg. côté très ensoleillé. 80 m². Excellent Voisin. - Loue villa Ain El Turck 2 Niv. 220 m² pour Sté – Tél : 041.29.62.68 - 040.22.49.87

■Vds à ORAN Point du Jour, très belle villa R+2 - 387 m². Actée + L. Foncier. 6 P., 2 C., 2 S., 4 SDB, 2 Gds locaux, 2 jardins avec arbres fruitiers. Quartier résidentiel – Tél : 0776.35.00.82

■Location Appart F3 4^{ème} étage très bon état Haï El Yasmine Dar Es-Salem 25.000 DA/mois - 0550.18.54.18 / 0798.35.85.94

■A vendre F3 - 2^{ème} étage (eau - gaz - Tél + Int.) Haï Zitounne avec jardin des deux côtés - pas de vis-à-vis –Tél : 0662.73.98.50 - 0553.27.03.26

■Loue Appart F3 Bel Air - ORAN – Climatiseur. Chauffage. Très propre - Libre de suite - Tél : 0771.89.71.88 / 0555.19.71.21

■Vends F2 + cuisine avec grande cour. RDC. (Eau. Elect. Gaz). Convient Médecin - Laboratoire d'analyse de sang... en plein centre-ville (Cavaignac) immeuble propre (Désistement) – Tél : 0777.78.79.75

■A vendre : Appart F4. 100 m² à Akid Lotfi 2^{ème} étage avec ascenseur - Magasin 80 m² au centre-ville ORAN – Tél : 0561.22.99.98

■Vends un F2. Sup. 51 m². 2^{ème} étage. Acté. Avec ligne ADSL WIFI. Immeuble sécurisé, avec ascenseur, se trouve à l'intersection des deux principaux boulevards de Akid Lotfi en face magasin JOY - PD : 1100 U - PO 950 U –Tél : 0660.35.00.71

■Loue à Ain El Turck (Cap Falcon) F2 et F3 meublés, terrasses avec vue sur mer, garage, toutes commodités - Possibilité location courte durée et Réservation pour l'été – Tél : 0773.84.67.39 / 0794.55.26.32

■GDYEL. A vendre Appart F3 semi-collectif. Acté (1^{er} étage). Sup. 90 m². Refait à neuf - à proximité de l'école, CEM et lycée, salle de sport, piscine. Agences + 1 garage 18 m² Acté – Tél : 0662.21.29.51

■Loue : F5 + F3 équipés standing au mois ou trimestre. Paradis-plage Ain Turck + villa meublée Bousfer-plage – 0771.84.25.21

■Vds Appart F4 Cité Jeanne d'Arc la Tour 15^{ème} étage avec 2 ascenseurs, Appart bien aménagé de luxe (Acté) – Tél : 0550.47.60.58

■URGENT. Cause départ : Part. V. belle M.M. R+2 + extension C.V. d'Oran. P.O. 17 ou Echange + Complément - Tél : 0557.30.81.94 - 0556.94.31.94

■TLEMEN : Loue F4 au centre-ville uniquement pour Profession libérale – Tél : 0555.64.31.03

■ORAN-Centre : Loue F3 meublé et équipé - Libre de suite (Parking gardé) - Tél : 0667.41.75.91

■ORAN - Vends un F2 aménagé en F3 + débarras (La Wilaya). Prix demandé 780 - Prix offert 730 - Tél : 0696.54.21.60

■A vendre joli appartement 1^{er} étage F3 Plaza - Tél : 0550.37.49.15

■A louer Urgent : F3 rénové. Situé au 2, Rue des Martyrs – ARZEW – au-dessus de Air Algérie - Pour usage : Cabinet médical - Bureau - Labo - Sociétés... etc. – 0696.63.19.58

■Vds F4 luxueux. Sup. 87 m². Refait à neuf (Sol Compacto - Revêtement mur en marbre). 2 Gds Sal. 2 chambres. Chauff. central, serpentín - à côté Centre ARDIS Haï Nour au 4^{ème} étage – Tél : 0770.43.66.33

■A vendre Appart F3 au RDC + un magasin + garage à l'Hippodrome Rue Ramdane Echeikh – Tél : 0552.18.68.55

■Vends à GDYEL, Cité des 500 Logts, joli F3 aménagé en F4. Acté. 2 façades. Pas de vis-à-vis. Toutes commodités - P.O. 700 U / P.D. 750 U – Tél : 0793.40.43.22

■Vds F5 Acté de 171 m² à ORAN Résidence les Oeillets - Plaza - Photos et détails sur site web : www.ouedkniss.com – Intermédiaire ou curieux s'abstenir – Tél : 0771.65.45.06

■A louer F2 RDC à Seddikia à 800 m du Sheraton. Sup. 60 m² pour Habitation – Tél : 0551.04.09.98 pour visiter

■MOSTAGANEM - Loue appartements meublés - Internet - Garage – Tél : 0552.29.44.21 - ORAN - Vends appartement F3 Cité Jeanne d'Arc - Gambetta – Tél : 0552.29.44.21

■Vends : F3 cuisine, SDB. 2^{ème} étage Haï Zitounne en face les villas des Castors + F2 à Haï Sebbah 1^{er} étage en face marché couvert - Contacter le N° Tél : 0794.28.05.32

■Cherche à louer Appart « F2 » à ORAN (environs O.K.) non meublé - Appeler N° 0771.62.33.15

■A louer F3 à Albert 1^{er}. Aménagé. 1^{er} étage – A vendre Maison de Maître 210 m² à Protin. 2 façades – 0557.44.45.87

■A.V. Appart à Akid Lotfi. F4 - 1^{er} étage. Refait à neuf. 83 m² - 0550.46.12.03

■Vends F3 - 72 m². Acté au 5^{ème} et dernier étage Résidence Bel Horizon REBANO au rond-point Pépinière - Bir El-Djir – Tél : 0794.59.96.76

■Vends F3 refait à neuf, grand salon, 2 chambres avec dressing, 2 toilettes, cuisine aménagée, salle de bain avec petit hammam avec serpentín. Promoteur BATIOUR Akid Lotfi. 8^{ème} étage avec ascenseur - N° Tél : 0553.83.49.27

■Vends F4 - Désistement - à ZAHANA. 1^{er} étage. 114 m². Double façade. Grand balcon. Refait à neuf. Toutes commodités. Prix après visite - Non sérieux s'abstenir - Tél : 0554.21.42.44

■Vends F3 refait à neuf, grand salon, 2 chambres avec dressing, 2 toilettes, cuisine aménagée, salle de bain avec petit hammam avec serpentín. Promoteur BATIOUR Akid Lotfi. 8^{ème} étage avec ascenseur - N° Tél : 0553.83.49.27

■Loue F1 et F2 au RDC. F1 au 2^{ème} étage avec sanitaires. Tous à usage de bureau + Vends 1 Etage de 240 m² au 5^{ème} étage - Tél : 0558.49.76.70 - 0555.35.88.99

■Vends F3 refait à neuf. 3^{ème} étg. Tél. Internet. Interphone - Bloc fermé - à Akid Lotfi en face Joy (Bâtiments Oranges) – Tél : 0552.47.63.82

■Vds F4. Gde cour. Gd balcon. 1^{er} étage Plateau côté Hôpital - et Achète F3. 1^{er} étage dans cité clôturée côté Haï Yasmine – Tél : 0559.02.08.81

■A louer appartement F3, deux salles de bain, cuisine équipée - au 7^{ème} étage Cité Géraniun Plaza – Seddikia. ORAN – 0550.69.36.33

■F2 au rez-de-chaussée + magasin à louer à Choupot - ORAN - Tél : 0797.86.24.03

■A.V. ou Echange 1 Appart 3 P. C. SDB 4^{ème} étage Akid Lotfi Bd Dubai. Sup. 70 m². Vue sur grand Bd et sur mer. Bien refait et bien situé / contre terrain à ORAN – Tél : 0553.10.40.58 - 0661.20.35.35

■Vends 2 appartements 4 PC. 120 m² chacun. Grand standing en toute commodité dans résidence privée de 3 étages à Bir El Djir – Tél : 0555.33.14.73 - 0771.41.78.51

■Loue un F3, 3^{ème} étage dans un immeuble privé à ORAN à côté de la RTA - un an au minimum - intimité et sécurité assurées pour un couple - Contactez le 0772.10.62.43

■Particulier vend appartement F3 trois façades avec Acte. 108 m². Cité HLM Gambetta au premier étage, idéal pour fonction libérale, 3 pièces avec... 0556.91.51.45

■Vente appartement F4 - 70 m² avec garage - Es-Senia, Cité de l'Air - ORAN - N° Tél : 0556.43.01.55 - 0551.92.63.07

■Location plusieurs F2 Sup. 50 m² + local 240 m² dans une résidence privée route Belgaid (La Poste) avec interphone, gaz, eau H24 + chauffe-eau. Bien ensoleillés - Interm. et curieux s'abst. - Tél : 0554.68.58.96

■Vends joli appartement 100 m², refait à neuf, vue sur mer (Akid Lotfi) 12^{ème} étage immeuble avec 2 ascenseurs en état de marche, bien entretenu, quartier calme - Tél : 0550.32.32.73

■Vds F3 aménagé F4. 2 Faç. 7^{ème} 168 m. 2 WC. Ascens. Résidence. Cuisine équipée. Caméra. Interphone. Caméra surveillance h24, immeuble neuf tranquille, rue Général Nivelle Boulanger, Oran – 0772.94.81.89

■Loue F4 meublé face lycée Lotfi, Imm. neuf, 7^{ème} étage Ascens. 2 Ch. à coucher, douches, 1 Ch. enfant, Téléph., balcons, 2 façades – 10 U/mois – 0778.88.87.53 - 045.84.09.30

■A vendre F3 LSP Cité Amel EL KERMA 2^{ème} et dernier étage, derrière Showroom – Tél : 0771.89.77.44

■A vendre F3. Acté. 3^{ème} étage EPLF Cité Belle Vue. Haï Khemisti - vue mer – Tél : 0771.89.77.44

■Vends bel Appart F4 à USTO Pyramides 4^{ème} étage. 2 façades. 100 m². Acté. Eau H24, immeuble propre, bon voisinage. Prix après visite – 0557.22.31.68

■A louer Appart F3, 5^{ème} étage à Haï Yasmine, vue sur 4^{ème} Périphérique – Tél : 0550.28.09.44

■Vends F4, 92 m², 4^{ème} étage Tour A avec ascenseur refait à neuf, chaudière avec radiateurs, salle de bain avec serpentín, ADSL, vue sur mer en face pompiers Akid Lotfi au-dessus magasins ZARA. PO 17 M – Tél : 0658.44.69.46 à partir 17 h 00 - curieux s'abstenir

■Loue F3 Cité 180 Logts USTO - ORAN - en 1^{er} étage. Bien aménagé. Endroit calme et bien sécurisé – Tél : 0561.42.36.21

■ORAN - Vds F5 neuf Gd Stand. 146 m². Cuisine équipée, SDB + dressing. Chauff. centralisé, dans un immeuble gardé à 300 m du Palais d'or Fernandville – Tél : 0770.87.03.11 - 0770.25.81.53 - 0770.26.31.61

■Loue 4 p, pour cabinet ou bureau d'études, en RDC, à Gambetta. Oran – Tél : 0558.14.35.93

■A louer appartement Médina El Jadida F2 + cuisine + SDB au 3^{ème} étage - Tél : 0550.69.82.79

■Vends F4, 1er étage d'un duplex à Bir El Djir C.N.L. Acté et refait à neuf - Tél : 0556.29.14.50

■Vends F2 à Oran + vends à Mascara, terrain 150 m + loue F3, 1er étage à Mascara - Tél. 0556.82.02.94 - 0771.82.03.87

■A vendre Appart F4, 108 m² La Vieille Mosquée, 1er étage (2 façades) en face clinique Couniot - Tél : 0553.37.07.28

■Vente appart, 1ère étage, F3, refait à neuf, HLM Gambetta, Bt B12, bloc propre, bon voisinage calme, pas de vis-à-vis, possibilité profession libérale - contact : 0557.239.252

ANNIVERSAIRE

La vie est souvent remplie de merveilleuses surprises... que les aspirations grandioses se réalisent et que ce jour d'anniversaire se compose de joies exquises !
Bon Anniversaire
AZZMAN ISLEM
pour tes 8 ans.
Ta mère et ton beau-père



ANNIVERSAIRE

A notre chère sœur
GRINE NOUR EL HOUDA
Les familles GRINE et MARKARIA, tes parents Bachir et Rabia, tes frères Kadaï - M'hamed et Nouredine - ta sœur Senia - ta nièce Hadile et tes neveux Hasni, Abdessamad, à l'occasion de ton anniversaire te souhaitent un Joyeux Anniversaire plein de bonheur. Que Dieu te protège ma petite princesse.
Ta sœur SENIA qui t'aime



■Vends Maison 480 m², 3 façades, face Ecole SIBAWYH. Bâti 355 m². Grand garage 220 m² - Tél : 0790.79.45.96

■A vendre lot de terrain de 172 m². Acté avec Livret foncier - situé à BENI SAF - A.T. - près de la station d'essence et à 100 m de l'Aquarium de la plage – Tél : 0772.53.46.59

■Loue villa 3 étages. 1^{er} : salon de 60 m², 3 chambres, SDB, Cuis. 40 m², cours 56 m². 2^{ème} : salon + 4 chambres, hall, bain, cuisine américaine de 50 m². 3^{ème} : 2 C., 1 S., cuisine, SDB, cours 150 m². Possibilité local 200 m² - Tél : 0550.19.86.87

■Vends Maison R+1. 120 m². 4 Ch. + 2 cuisines, un puits - équipée du gaz de ville, eau, Elect., à Haï Nedjma (Sidi Chahmi - W. ORAN) en face « SNLB » Route Showroom. Acté en cours. Offert 750 M. Vends 850 M. Négociable - Tél : 0794.78.16.16

■Vends Maison de M. 110 m². Actée. 7 pièces et cuisine + garage. Adresse/ 36 Haï ZAYER El Houari - El Ançor - ORAN – Tél : 0661.17.45.17 - 0557.23.38.27

■A vendre Maison de Maître superficie 180 m². Coop. de Wilaya d'Oran. Bir El Djir. R+1. R : salon + chambre + garage + cuisine + cour. 1^{er} étage : F4 + douche et toilettes - Tél : 0772.17.96.94 ou 0556.09.90.04

■Vds villa à Fernandville ORAN. S. 512 m². C : 260 m². R+1 + studio au 2^{ème} étage + cave + garage. 2 entrée de jardin + Bain - Douches publics en activité + puits + 2 B. d'eau - Toutes Commod. - Tél : 0665.72.39.75

■Vends villa Rue ZAOUI Med. 2 façades. Sup. 423 m². ORAN - Avec Livret foncier - Tél : 0776.19.34.40

■TLEMEN : Vends Maison R+1. Toutes commodités. 186 m². Avec livret foncier. Quartier APC Kiffane + lot de Terrain avec plate-forme sup. 260 m² même adresse – Tél : 0554.24.47.69

■Vds villa R+3 - 515m². Acte. Bâti 360. Façade 25 m + jardin. Toutes commodités. Endroit calme et bon voisinage à côté mosquée Qods - Fernandville. ORAN. Curieux s'abstenir - 0556.59.92.07 - 0774.43.08.37

■Vds jolie villa 260 m², toutes commodités, avec piscine en cours de finition. R+2. Contient 6 chambres + 2 salons... Quartier résidentiel Fernandville – Tél : 0550.32.32.73

■AG. HOUHOU - 0776.37.88.74 - Vds villa B. Djir 35 - Firma 3,5 - Villa Montplaisant neuve 60 - F5 + garage Plateau 13 - Maraval 15 - Gambetta 13 - Villa ENSEP 55 - Castors Maghraoua 420 m² 10 - Protin 55

■ORAN : Vds Maison individuelle Rue Mostaganem 90 m² entrée + terrasse individuelle, 5 chambres, SDB + hammam + WC – Tél : 0664.43.72.09

■Vends villa 250 m² R+1. Actée + Permis de construire - Route des Andalouses (EL ANÇOR) - Contacter : 0551.65.43.77

■Vends villa 206 m² H. Standing, garage sous-sol. R+1 – Coop. Hoggar derrière Pier Import - Intermédiaire s'abstenir - N° 0669.59.41.47

■A vendre une carcasse à 240 m² à Bir El Djir à ORAN – Tél : 0555.53.81.68

■A louer villa standing équipée avec piscine et superbe vue sur mer corniche oranaise – 0561.32.86.45 - 0555.11.35.75

■Loue 1^{er} étage de M. de M. 500 m² pour : corps médical - laboratoire analyses - radiographie - groupe médical - clinique - bureaux... etc. Av. d'Arcole - Gambetta - ORAN – Tél : 0557.21.09.57

■A vendre villa actée Cité Djamel 352 m² R+1 - 2 façades. Bâti 100 m². F3 + garage - Tél. 0699.86.80.30

■Habitation 250 m², 2 façades avec 21 m sur route principale comprenant : 4 pièces, cour avec jardin et garage - eau courante, gaz, électricité - en face de la Poste et de l'APC Haï Chahid Mahmoud - Contacter : 0777.01.23.44

■A.V. Hawch environ 110 m² à Sidi El Bachir Châteaux. 2 façades. Eau. Gaz. Elect. - Acté - PD 680 - Tél : 0771.30.94.77

■Béthioua, vend Maison de maître, 140 m², actée, vue sur mer - Tél : 0770.30.70.34 - convient fonction libérale

TERRAINS

■Affaire à saisir - Vds superbe terrain à Brédéah – Boutléis, 1 seule façade en face Autoroute. Sup. 258 m². Acté + Permis - 0775.92.36.28 - étude ttes prop.

■A vendre lot de terrain de 30 m² à l'Avenue Canastel - Gambetta à usage commercial - Tél : 0550.83.70.15 - Curieux s'abstenir SVP

■Vends terrain à Misserghine bien situé. Surface 170 m² - ou Echange contre appartement – Tél : 0791.68.24.04 - 0697.56.55.44

■A vendre très belle terre agricole à Tafraoui - 4 Ha - Intermédiaire s'abstenir – Tél : 0776.72.68.48

■OULED MIMOUN - TLEMEN - Vends avec Acte + Livret foncier terrain Sup. 24.000 m² constructible dans le PDAU – Tél : 0790.436.642 / 0559.58.22.74

■Vends terrain Les Falaises 1279 m², mitoyen au Méridien avec 33 m de façade - Permis de construire R+12 et 1 sous-sol - curieux s'abstenir – 0792.10.33.80

■TLEMEN : A vendre Chalet avec terrain de 360 m² Cité des Roses N° 32 Imama - MANSOURAH – Tél : 0554.35.35.71

■Bur. d'Affaires vend : 125 m² + 125 m² Benfrehâ + 5400 m² Belgaidi Oran + 4 Ha Tlemcen + 246 m² Senia CNEP + 3 Ha Concession A/Beida – 041.58.47.85

■Vends lots de Terrain actés à Fleurus : 112 m² + 125 m² + 200 m² + 270 m² et 220 m² 3 façades – 0793.12.49.77 - 0550.13.19.62

■Vente Ferme agricole 9 Ha - Acte + Livre foncier. 2 Hangars + Poste Transfo + Puits - Adresse : MATMAR – Tél : 0555.87.12.84

■Vds : 1 Ha sur Route Tafraoui 700 U + lot 200 m² Fernandville 13 U/m² + 194 m² Belgaidi D.F. 11 U/m² + 2000 m² sur Route Senia 6 U/m² + 11000 m² 3 F. Senia 3,5U/m² + 3450 m² R+15 Bel Air 16 U/m² + 1200 m² R+10 3 F. Millenium 26 MDA – 0798.53.11.49

■Vends lot de Terrain acté de 200 m² à Fernandville à côté mosquée El Qods - Intermédiaire s'abstenir – Appeler le 0557.75.85.00

■Vends Terrain 270 m². Façade 13,5 m - Acte + Permis de construire R+2. Cité Police Canastel - ORAN – Tél : 0550.21.21.56

■A vendre Terrain agricole à Sidi Bakhti - BOUTLEIS - 3 Hectares - Acté avec Livret foncier – Tél : 0771.68.54.23 - 0555.63.08.94

■FORNAKA MOSTAGANEM : Vends 9900 m² + 15000 m² mitoyens à la zone d'activité - Acte et livret foncier – Tél : 0555.62.81.22

■Vends / Echange Terrain 150 m². Viabilisé (eau - gaz – élect.) Coop. Wilaya. Belgaidi - contre un autre lot plus grand, double façade. Etude toutes propositions – Tél : 0559.05.76.10

■A.V. Terrains rond-point Canastel 4^{ème} Périphérique : 180 m² - 200 m² - Prix 7,5 U le m² - Tél : 0550.46.12.03

■Vds des lots de terrain à Ouled Bouras (Ain Tadles) - Mostaganem - 5000 DA/m² avec Acte & Plan Expert. Des lots 120 m² / 150 m². Tél : 0558 04 58 71 / 0558 11 63 45

■Lot de Terrain 320 m² avec Permis de construire R + 7 étages sur le grand boulevard Millenium – 0554.27.29.18 - 0774.31.99.87

■Je vends un lot de terrain de 60 m² avec Permis de construction Rez-de-chaussée + 1 dans une rue commerciale au rond-point Gambetta - Vous pouvez me contacter au : 0559.60.19.93

■A vendre terre agricole (Céréale) de 04 Hectares située à Tamazougha Wilaya d'Ain Témouchent - A contacter Tél : 0558.20.61.47

SOUS LE PARRAINAGE DE MONSIEUR LE MINISTRE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT

SIANA
PRÉPAREZ VOS
VACANCES

PARTENAIRES OFFICIELS :

الخطوط الجوية الجزائرية
AIR ALGERIE



PARTENAIRES MEDIA :



■ Base à vendre de 25000 m² (Acte et Lit-vret foncier) Z.I. de TOUGGOURT – W. OUARGLA - équipée de tout (Admin., vestiaires, 2 postes police, hangar de 940 m², 2 entrées, villa avec jardin et puits d'eau) - Tél : 0660.45.16.84 - 0771.61.30.78

■ Vends 2 lots de terrain à Canastel 214 m² + 323 m² - Vends terrain à Saint Rock à Ain Turck Oran de 370 m² - Tél : 0555.88.80.94 - 0672.54.43.83

■ Vends terrains à Boutléis Bessissat superficie 170 m² et 200 m². Actés – Tél : 0550.53.14.09

■ Vends des terrains à SIDI LAKHDAR (W. MOSTAGANEM) - Tél. 0561.850.626 - 0781.615.946

■ Vente terrain 250 m², 12,5m de façade, coopérative 'El Nakhla' Canastel, route vers Belgaid, très bien situé, toutes commodités, pas de courtier SVP - contacter: 0557.239.252

■ Vends terrain, Les Falaises, 1279 m², mitoyen au Méridien, avec 33 m de façade, permis de construire R+12 et 1 sous-sol, curieux s'abstenir - Tél. 0792.10.33.80

■ A vendre terrain de 300 m², début de la route des Cascades, Tlemcen - Tél : 0560.00.95.29

VEHICULES

■ A.V. Bus ISUZU Urbain année 2000 + Fourgon FORD Transit tôlé année 2004 clim + 206 deux portes HDI 2002 – Tél : 0552.01.11.79 - 0796.87.55.46

■ Loue un Camion Frigo KIA « 2700 ». Année 2012 - Sans Chauffeur - pour une période de 05 mois – Tél : 0554.70.20.10

■ A vendre KIA Picanto 2013 - Gris Argent. Roulé 18.500 Km. Boîte automatique. 1ère main - W. 31 – Tél : 0555.70.72.73

■ Vends Clio 3 année 2010, toute option, 1,2 essence 16 V. 75 H, couleur noire, 68000 Km – Tél : 0550.97.95.21

■ Cherche Location Camion Frigo léger et « Négatif » sans chauffeur – 0771.49.78.04 (HOUARI)

■ Vds 308. Toutes Options. Année 2008 - Mat. 13 – 70 000 Km - Etat excellent - Contacter : 0773.89.11.95

■ A.V. Camion TOYOTA 1986 à benne. Très bon état - ORAN - Tél : 0770.37.18.10

■ Vends KANGOO. Année 1999. Couleur : Vert Boutaille. Bon état - 1.9 D 65 – Tél : 0770.31.07.49

■ Vends Camion ISUZU NPR 71 - 3 T 5 - Année 2012 – 103.000 Km - Couleur Gris – Tél : 0790.73.00.92

■ Vends CLIO RENAULT SYMBOL. Année 2011. Km 50.000. Climatisée - Bon état – Tél : 0666.84.92.89

■ A vendre ou Echange BERLINGO Blanche Neige - CCR - Immatriculée 31 - Roulé 118.000 Km – 0771.12.13.34

■ Vends MERCEDES-BENZ - 220-C - AMG. Sport - Noire - 137.000 Km. Toutes options + Tél. - Etat plus excellent. Matricule 31 – Tél : 0698.85.52.19 Mobile - Fixe : 041.48.94.67

■ A Vdre AUDI A1 - 1,4 TFSI (122 CH) WHITE EDITION - Année 13 (15 000 Km) - Licence 16 – Tél : 0771.601.292

LOCAUX

■ Vends local 27 m² - bien situé à l'USTO boulevard - bien aménagé - sanitaires et bache d'eau – Tél : 0771.30.56.56

■ Loue local commercial. Sup. 13 m² - au centre-ville d'Oran (Rue des Jardins) à côté de la Place d'Armes – Tél : 0550.97.95.21

■ A louer local commercial sup. 40 m² + soupenne + sanitaires + vitrine au centre-ville d'Oran (Rue Mirauchaux) – Tél : 0771.28.25.32 ou 0665.98.47.52

■ A vendre une Boulangerie complète marque PAVALLER RMO en bon état – Tél : 0553.60.65.26

■ A vendre local commercial au Bd Millenium N° 01 - Superficie 43 m² - Contacter : 0668.544.757 ou 0553.316.291

■ Vends local 130 m² centre-ville Oran. Restaurant - Salle de sport - Labo analyses - Discothèque + Loue villa Bousfer-plage – Tél : 0771.84.25.21

■ AG. HOUHOU - 041.35.34.27 - 0776.37.88.74 - Cherche Achat - Vente – Location de F1 studio à F5 - Niv. de villa - Villa - Maison coloniale - Hangar - Terrain - Ardes Flahas Jdoude... Faites vos offres

■ A louer (2) locaux. 1^{er} : Sup. 20 m² Haï Yasmine I. Le 2^{ème} : 25 m² avec soupenne 25 m² en face CEM Haï El Yasmine II – Tél : 0558.60.54.82

■ Loue 3 Hangars de 200 m² chacun enfermant une cour de 200 m² pouvant servir de dépôts à moins de 10 Km de Kerma – Tél : 0799.24.64.97

■ Vends local commercial acté Fonds et Murs avec une soupenne et un fismotrise, vitrine et aluminium 16 m², sis au 07, Rue Colonel Abbès – Plateau - Tél : 0779.04.78.65

■ A louer 2 dépôts 340 m² et 260 m² dépôt unique + Lot Etagères en métal + 3 Machines à glace 3 bras CARPIGANI d'occasion + Chaise et Table – Tél : 0771.86.73.03 - 0558.08.18.20

■ Vends lot de Terrain superficie 250 m². Bon voisinage. Viabilisé. VRD - Haï Sidi Marouf - Curieux s'abstenir - Contacter Tél : 040.23.54.88

■ Loue local 72 m² (12 x 6) rue commerciale quartier St Antoine - ORAN - Tél/Fixe : 041.36.66.53 - Mobile 0771.97.88.31 - 0772.50.38.57

■ A vendre local 33 m² à Yasmine + F3. 90 m², 2^{ème} étage Karma - N° 2. 0561.50.05.30

■ TLEMCEM : Loue local R+1, 340 m² + dépôt 40 m² en face Maison Peugeot idéal pour Administration – Tél : 0775.20.91.81

■ Loue à Zone Industrielle ES-SENIA 17.000 m². Couvert 10.000 m². Hauteur 8 m aux poteaux. Administration R+2 - Poste 400 KWA – Tél : 0550.21.21.56

■ Vends Usine 1500 m². Couvert 820 m² en charpente. Deux façades. Administration. Parking. Hassi - Zone Industrielle St Pierre. Misserghine - ORAN – Tél : 0550.21.21.56

■ A louer : 2 Ch. froides Négat. 80 m³ chacune + 1 Ch. 40 m³ + 1 Tunnel de Congé. de 30 m³ + 1 Ch. 20 m³ Posit. + 1 Labo + bureaux + sanitaires - à Z.I. N° 3 avant rond-point Senia Douar – Tél : 0561.71.73.89

■ A louer à une Entreprise ou une Société : Local bien situé ES-SENIA Centre boulevard, près arrêt Tramway - 120 m² bien aménagé – Tél : 0557.66.90.30

■ Local à louer 30 m² situé 20 m Avenue de Choupot. Prix 3 U – Tél : 0550.38.43.31

■ Je loue un local d'une superficie de 70 m² situé à Saâd Hachemi Aïcha (Choupot) - le prix sera négocié après la visite - Contact : 0771.53.10.64

■ Loue ou Vends magasin de 150 m² avec aire de stockage de 800 m² couverte et accessible aux véhicules. Peut servir à toute activité commerciale ou industrielle : Rue Marcel Cerdan. ORAN - 0661.20.03.16

■ A.V. à HASSI EL GHELLA Centre-ville dans villa en finition R+2 - RDC : 2 locaux. 1er étage : Niveau de villa. 2ème étage : Niveau de villa - Tél : 0667.14.51.52

■ A vendre magasin au centre-ville d'Oran. 2 façades (33 M) - 37, Rue des Aurès (La Bastille) - Tél : 0550.69.82.79

■ Loue 2 locaux avec soupenne Akid Lotfi 120 m² / 108 m² + Appart 1er étg. Cité Gai Logis + Appart Maraval RDC - Tél : 0551.26.65.22 - 0661.20.65.35

■ Sidi Bel-Abbès vend local, 200 m², bien situé, sidi Djillali sur boulevard, 4 façades, ttes commodités : eau+gaz + électricité + bache d'eau - Tél : 0555.06.78.01 / 0791.25.69.58

■ Location : Dépôt 200 m² couvert avec Bâtiment R+1 pour Administration situé zone industrielle Bir El Djir - ORAN - Tél: 0550.19.45.61 - 0771.10.38.62

EMPLOIS

■ Responsables HSE : Expérience 02 ans et plus, ayant le diplôme dans le domaine, maîtrise, secourisme et la prévention (hygiène, sécurité industrielle et l'environnement) résidant à ORAN - rhrecrute14@gmail.com

■ Pizzeria Ali Baba à Ville Nouvelle (Mdina Jedida) cherche : une Serveuse ou Serveur - Plaquiste - Pizzaiolo - avec expérience plus qu'une année - Envoyez CV par SMS : 0550.48.33.40

■ Maçon et Chef d'équipe cherche emploi dans une Société ou chez un Particulier pour tous travaux de maçonnerie à ORAN - Contactez-moi N° 0666.40.66.02

■ Cherche Vendeuse qualifiée centre-ville d'Oran – Tél : 0780.18.81.94

■ J. Homme âgé de 26 ans, résidant à ORAN, Architecte, cherche un travail à ORAN – Tél : 0775.87.77.42

■ Entreprise spécialisée dans l'importation et le conditionnement des produits cosmétiques, cherche Homme Technicien Supérieur en électronique, électrotechnique ou en maintenance de matériel biomédical - Envoyer CV à : emploi231@gmail.com

■ Jeune Handicapé cherche Garde-malade à domicile. Logé - Contactez-moi N° Tél : 0549.15.88.82

■ Restaurant cherche Urgent : des Serveurs (euses) qualifiés - Plaquistes - Aides Cuisinier - Pâtisseries (diplômés) – Appeler le : 0558.26.06.57

■ J.F. présentable – dynamique - sérieuse cherche Poste simple (Secrétaire) (Médecin... etc.) – Tél : 0555.69.56.42

■ GROUPE SEBAA Recrute : 1 Chef service des ressources humaines - 1 Gestionnaire de stock - 1 Ingénieur de travaux publics - 1 Technicien Vérificateur Mètreur - Le choix des candidats sera selon l'expérience – Tél : 041.42.91.44 / 0561.65.88.58 - Fax : 041.42.91.44

■ Restaurant à Oran Millenium 2, cherche pizzaiolo + personnels pour la cuisine et serveurs (euses) et une femme d'entretien - envoyer CV au pizzeriarecrute@yahoo.fr

■ Centre commercial au centre-ville d'Oran cherche des Diplômés universitaires pour le poste de : Responsable de stock - Assistante administrative - Agent de saisie (âge 20 - 35 ans) - Résider à Oran - Tél : 0798.87.78.14

■ Société de Voyages & Tourisme cherche Assistante ou Secrétaire, bonne présentation, sérieuse, disponible - Contacter 041.27.81.66 / 0555.120.260

■ SIDI BEL ABBES - Cherche 2 Secrétaires diplômées en informatique - 2 Chargées de la Billetterie + 1 Technicien en tourisme – Tél : 0555.49.00.78 / 0559.49.01.84

■ Société privée à Oran cherche des Agents commerciaux et Electriciens pour montage d'appareils électriques à commission - Veuillez contacter 0663.66.41.49 / 0663.66.41.48 / 0799.97.41.30 - be-recrute31@outlook.fr

■ Entreprise privée spécialisée dans la fabrication des Poteaux cherche 5 Soudeurs qualifiés – Tél : 0555.46.80.67

■ ICCO Call Center basé sur Oran recherche Téléopératrices & Téléopérateurs, formation interne, maîtrise du français et outil informatique exigée - Rémunération Fixe + Prime - envoyer CV : i.c.c.oranais@gmail.com - Tél : 041.46.33.33

■ Retraité, longue expérience élaboration et suivi contrats + solide expérience enseignement anglais Niv. Sec., cherche emploi Gestionnaire Contrats ou Enseignant - Tél : 0773.89.11.95

■ Cherche Aide Gérant polyvalent commercial et suivi - outil informatique - âgé entre 26 et 34 ans - Envoyer C.V. + Photo P/ Fax : 041.29.60.61

■ Recrute Retraités pour travaux administratifs à ORAN - mi-temps ou plein temps – P.C. exigé - Transmettre CV à : globalrecrut@yahoo.fr

■ Société privée sise à ORAN recrute un Resp. des Achats et Magasinier avec expérience exigée - Veuillez envoyer CV à : recrute1429@gmail.com

■ Pizzeria & Restaurant à la Cité Akid Lotfi ORAN recrute personnel complet (Serveurs et Serveuses - Plaquiste - Plongeur - Femme de ménage). Avec expérience - Tél : 0553.72.96.69 - 0554.74.53.73

■ Recrute Chauffeur Semi-remorque qualifié – Tél : 0559.58.96.74 / ORAN

■ Importante société à ORAN / EL KERMA recrute dans l'immédiat Comptable diplômé (H/F), ayant maîtrise et expérience - Envoyer CV et LM par mail : annoncesemploi2013@gmail.com

■ Sté Import recrute H. 35/40. Universitaire Sciences Cles. Bon Franç. + O. Inform. Salaire motivant + véhiculé – Env. CV SAÏDI Ibrahim IPPS : 3, Avenue DJELLAT Habib. ORAN

■ Fast Food à Hassi cherche J. Homme qualifié pour Karantika - Tél : 0554.68.92.43

■ Sté Import recrute Secrét. Comme F. 35/40 A. ou Retraitée. Expér. exigée + O. Inform. + bon Franç. – Sal. Intéress. – Env. CV IPPS SAÏDI Ibrahim : 3, Avenue DJELLAT Habib. ORAN

■ TAXI EL BARAKA cherche Chauffeur de taxi avec diplôme et permis + 05 ans - de préférence marié – Tél : 0560.00.98.60

■ Restaurant à HASSI MEFSOUKH recrute : Serveur - Cuisinier - Femme de ménage - habitant les environs ARZEW - ORAN – Tél : 0770.87.10.96

■ Sté à ORAN en extension : Recrute dans l'immédiat un Comptable Financier expérience de plus de 5 ans (à jour dans nouveau système SCF / CNAS / IFRS et de la gestion en général) – Fax : 041.27.31.64 – E-mail : efacalg@yahoo.fr

■ Sté à ORAN en extension : Recrute dans l'immédiat 01 Gestionnaire licencié avec expérience, âgé de 55 ans et plus, ayant des connaissances dans la gestion du stock et des ressources humaines - Envoyer CV au : 041.27.31.64 ou par E-mail : efacalg@yahoo.fr

■ Sté à ORAN en extension : Recrute dans l'immédiat 01 Chauffeur Coursier PL VL expérience dans les démarches de tout genre, dynamique, âgé de 45 ans et plus demeurant à Oran - Salaire motivant - Envoyer CV au : 041.27.31.64 ou E-mail : efacalg@yahoo.fr

■ Ecole privée EL HAYET. Place Fontanelle – Gambetta - Recrute Agents d'administration retraités - Se présenter avec CV

■ Bureau d'études cherche ingénieur ou Master en voie et ouvrage d'art, envoyer CV, Fax: 041.42.79.23

DIVERS

■ Vds Ligne production plaques d'œufs + 3000 mètres câbles en acier, pour sonde Syrie diamètre 24 mm – Tél : 0669.02.03.02

■ Vends Bateau Hors-bord 175 CV - Très bon état – Tél : 0552.94.50.61 - GHA-ZAQOUE

■ A vendre : Broyeur de sucre à marteaux. Pétrin. Cuve 150 Kg. Soudeuse à pédale 50 cm plastique & papier thermo-soudable – Tél : 0554.738.579

■ Pour toutes vos livraisons, déménagements et transport de marchandises diverses, national et à l'international, une équipe de professionnels est à votre écoute et disposition - un devis gratuit - 0560.100.400 - 041.51.41.32 - bdemalgerie@gmail.com

■ Bonjour, nous vendons un Lot de Meuble et de Canapé en gros et en détail du Groupe Roche Bobois, Cuir Center et Natuzzi - Pour plus de renseignements contactez-moi au 0551.73.28.94

■ Vente 2 Conditionneuses des sticks de 5 g à 50 g - neuves - à ORAN - 0799.24.96.75 - 0697.65.02.64

■ Bateau de plaisance français 6,5 x 2,42 - Toutes options. Papiers en règle : Vends ou Echange contre F2 - Etudie toute proposition – 0555.57.83.32

■ Vends Fabrique Aliment marque française - Batterie Poule poudeuse - 046.97.97.86 - 0697.65.02.64

■ TLEMCEM - Vends Fusil de chasse Verney Carron. Modèle HELIBLOC. Cal. 16 français - état presque neuf - jamais servi - Autorisation d'achat exigée - Tél : 0553.259.098

■ Vends Matériel d'un atelier de Tour complet – Tél : 0770.26.06.02

■ Pharmacie à Bir El Djir cherche Vendeuse expérimentée - Tél : 0698.67.23.04

■ Vends Groupe électrogène KOMATSU 60 KVA - marché 1.500 heures (Excellent état) - N° Tél : 0771.79.23.63 - W. ORAN

■ Vends Groupe électrogène KOMATSU 200 KVA. Démarrage Automatique – marché 4.000 heures (Bon état) – Tél : 0771.93.53.03 - Wilaya de RELIZANE

■ Bonjour. Vends : Lot de Parfum de luxe - Vêtement Enfants et Chaussures de soirée - Merci de nous contacter au : 0551.73.28.94

■ Location de Numéro de Taxi pour 2 ans - Prix 9.000 DA fixe - Tél : 0790.17.86.32

■ Gérant d'une Société de Taxi à ORAN et possédant un pré-Agrément cherche Association pour financement en échange de garantie – 0770.93.71.43 - 0556.23.30.37

■ SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Mach. « Mouchirs - Serviette - Gobelet » - « Conditionneuse » – 036.65.33.34 / 35 / 36 - 0555.62.34.91 / 92

■ SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Mach. Impression Gd Format - Gravure Num. sur Bois – 036.51.47.14 - 0555.62.34.93 / 94 / 95 / 96

■ SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Machines Transformation « Plastique - Papier - Carton » – 036.51.47.14 - 0555.62.34.97 / 98 / 99

■ TLEMCEM - Vends 2 Machines à café presse ESSIKA WEGAA + 2 Groupes à bouton (France) + 1 Moulin à café spécial presse + 2 Baby-foot neufs (France) + 1 Broyeur à légumes secs 90 Kg d'occasion – Tél : 0558.73.35.92

■ Fourniture et Pose de : Papier peint - Gerflex - Moquette - Parquet stratifié - Gaz-on synthétique - ORAN : Maraval « Rond-point Nakhla » - SETIF : Route de Constantine - 041.45.45.92 - 0554.25.30.65 - 0560.01.51.79

■ A vendre : Conditionneuse liquide - Fardeuse - Mélangeur aliment de bétail – 0771.50.98.46

■ Loue Licence Café - Contacter le : 0559.17.01.55

■ SIDI BEL ABBES - Pour toutes vos publicités dans la presse, contactez CANAL SUR Résidence El Feth Hasnaoui près de la CNEP centre-ville - Tél/Fax : 048.54.01.10 / 0555.05.90.10

■ Pour tous vos travaux de Puits et Bache d'eau avec compresseur, nous proposons notre longue expérience dans le domaine - Appelez le 0773.23.94.32 - AEK

■ Vds Ensacheuse horizontale de produits granuleux (flanc) de marque ROVEMA S 100 d'une capacité de 80 sacs de 50 gr/minute – Tél : 0554.060.704

■ Vends Extracteur Pad Coling. Matériel avicole. Sacs aliment de bétail 50 Kg. Batterie de Poule poudeuse toute capacité - 046.97.97.86 - 0697.65.02.64

■ Vends Unité de production Sac Kraft Ciment - Aliment Bétail – 046.97.97.86 - 0697.65.02.64 - Prix après la visite

■ INST. SELMANE - Formation : Plomberie - Chauffageiste - Froid - Climat - Installation Caméra - Topographie – Tél : 0554.58.56.08

■ INST. SELMANE - Formation diplômante par Correspondance. Tech. Sup. Maintenance Informatique - Tél : 0554.58.56.08

■ INST. SELMANE - Formation : Secrétariat Médical - Comptabilité - Agent HSE - Superviseur HSE - GRH – Tél : 0554.58.56.08

■ INST. SELMANE - Formation accélérée : Vendeur - Hôtesse d'accueil - Déclarant Douane - Chargé Transit – Tél : 0554.58.56.08

■ INST. SELMANE - Formation : Anglais - Français - Maintenance Informatique - Montage Vidéo - Infographie – Tél : 0554.58.56.08

■ Vends des Incinérateurs Déchet de poulet et animal - 046.97.97.86 - 0697.65.02.64

■ Je vends en affaire Serviette plage, Bain - Hôtel - Colonie de vacances... importées d'Espagne et Portugal. Prix et qualité garantie - 0550.19.79.19 - 0558.18.32.48

■ Vends Meuble Maison - 0699.30.27.90

■ Import médical vend échographe 2D-3D, 04D, Doppler couleur, fauteuil dent. Auto-claves, générateur, 02 échos portable N.B. Vitrine, radiographie 100-300 MA – Tél : 035.67.63.99 - 0771.63.32.73

■ Vds machine à conditionner farine 1 kg, machine gaufrettes, 2 camions Plateau, 02 fours à pain, 1 parpaingue automatique ENMTP - Tél : 0550.53.47.73

■ Bureau d'études d'Architecture propose ses services pour les présentations concernant le domaine du Bâtiment, Permis de construire, démolition, Mise en conformité, Permis de lotir, promotion immobilière...etc. -Tel : 0791.20.70.04

Toutes les nouvelles offres d'emploi sont disponibles sur notre site

Internet : www.lapem-dz.com et aussi sur facebook.

Tapez «lapem»

Société privée à Oran cherche des Agents agréés pour l'extension de son réseau de distribution d'appareils électriques dans les wilayas suivantes : Sétif, Annaba, Constantine, Sidi Bel Abbès, Tlemcen, Saïda, Chlef, Bechar - Veuillez contacter : 0663 66 41 49 / 0663 66 41 48 / 0799 75 41 30 / be-recrute31@outlook.fr

40^{ÈME} JOUR

SAYAD

ABDELKADER.

Cela fait 40 jours, cette triste date, en laissant un vide derrière toi. On pense toujours à toi notre cher père et grand-père, un homme de grande générosité, de sagesse et de patience, même tes petits-enfants ne t'ont pas oublié. Que tous ceux qui l'ont connu et aimé, aient une pieuse pensée pour lui.

MAÎTRE ADJOUJ ABDESLEM
COMMISSAIRE-PRISEUR PRES LE TRIBUNAL DE SIDI BEL ABBES
AVENUE ABBANE RAMDANE PROLONGEE BLOC A CITE EPLF
SIDI - BEL - ABBES
(: 048.55.48.36 / Mob : 0773.953.306

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES AVEC ADMISSION DE SOUMISSIONS CACHETEES

Date de la vente : Le JEUDI 10 AVRIL 2014 à 10 : 00 h
Lieu de la vente : CCLS. TELAGH Parc de MEZAOUROU

1 / A la demande de CCLS TELAGH

N°	Désignation
01	Moissonneuse-batteuse CLAAS N° S : 90204518 Lot de Sacherie en jute
02	Moissonneuse-batteuse CLAAS N° S : 90204523 Lot composé de Climatiseurs et Equipement informatique
03	Moteur de Moissonneuse-batteuse usagé
04	Véhicule PEUGEOT PARTNER N° 00055-100-22 ACG
05	Trieur de blé en bois usagé
06	Lot de Ferraille composé de : Poteaux métalliques et Carcasses diverses

2 / A la demande des Services de la wilaya de Sidi Bel Abbès

N°	Désignation
01	Lot composé de : Mobilier de bureaux - Matériel informatique - Electroménager - Mobilier de résidence - Lot de Portes et Séparations en aluminium récupéré après aménagement - 02 Portails - Lot de Grillage de jardin

3 / En exécution des Ordonnances rendues par le tribunal :

N°	Désignation
01	Matériel de restauration complet – Voir liste
02	Matériel pour la préparation de peinture (pour tôlerie) - Voir liste
03	Equipement informatique et bureautique pour cybercafé et prestations de services - Voir liste
04	Moulin grand modèle pour la mouture de café et épices
05	Camion conteneur HAFEI N° 00380-310-22 ACG
06	Rétro chargeur NEW HOLLAND type : NH85 - 4PT/E N° S : 031018010
07	Pelle sur chenilles - Case Poclain type 788 - LC N° S : CGG0213371

NB : Versement d'une caution de 200.000,00 DA pour le lot N° 06 CCLS TELAGH

Conditions de vente : Vente sans garantie - Application du décret exécutif 97/33. Paiement et enlèvement dans un délai de Dix (10) jours qui suivent la vente - Pour défaut d'enlèvement dans les délais après paiement, l'adjudicataire est soumis à une pénalité calculée sur la base du 1/1000 par jour de la valeur d'adjudication couvrant les frais de stationnement et de gardiennage - Tout adjudicataire est réputé connaître parfaitement le matériel le jour de la vente et par conséquent toute réclamation est irrecevable.

Le Commissaire-priseur

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية وزارة الفلاحة والتنمية الريفية

مؤسسة تسيير المساهمات "الحبوب"
مجمع الرياض بسيدي بلعباس
فرع مطاحن بشار
ش.ت.ا برأسمال يقدر بـ: 90.000.000 دج
التسجيل الضريبي: 000108019006163
السجل التجاري رقم: 99 ب 0942357 - 08/00

إعلان عن مناقصة وطنية ودولية مفتوحة رقم: 2014/02

بموجب أحكام المرسوم الرئاسي رقم: 10-236 المؤرخ في 07 أكتوبر 2010 المعدل والمتمم، المتضمن تنظيم الصفقات العمومية.

في إطار مخطط التحديث وإعادة التأهيل فإن المؤسسة الاقتصادية العمومية لمطاحن بشار تباشر بالقيام بإعلان عن عرض مناقصة وطنية ودولية مفتوحة.

لتحديث وإعادة تأهيل للمطحنة وصناعة السميد.

يمكن للمكثبين أو موكلهم المعنيين بهذا الإعلان سحب دفتر الشروط مقابل مبلغ: 10.000 دج لدى:

فرع مطاحن بشار

المنطقة الصناعية ببشار

يتم تقديم العروض مع كل المستندات الضرورية المنصوص عليها في التنظيم المعمول به وينبغي إيداع دفتر الشروط في العنوان المشار إليه آنفا في ظرفين مغلقين، وينبغي أن يكون مغفل الهوية على النموذج الآتي:

إعلان مناقصة وطنية ودولية مفتوحة رقم: 2014/02 لا يفتح الظرف

حدد تاريخ أجل العروض المودعة بخمسة عشر يوما (15) ابتداء من أول صدور للإعلان المناقصة في الجرائد الوطنية.

يلتزم المكثبون عن طريق عروضهم أثناء مائة وثمانون يوما (180) ابتداء من تاريخ إستلام العروض المحدد آنفا.

كل عرض غير مقدم كما هو مشار إليه في الإعلان بموجب دفتر الشروط يتم رفضه.

المدير العام

Village Touristique de BOUZEDJAR (A.TEMOUCHENT)
EURL MEKKI Promoteur Touristique / Géomètre-expert foncier /
Spécialisé en Architecture Sculpture
et les Techniques du Béton projeté (à Genève)
www.gratalouparchitecte.ch – mekkibrahim45@yahoo.fr
Tél : 0559 01 17 33 et 30

AVIS

Investissement ouvert
aux « **Particuliers** » -
Promoteurs Investisseurs
au niveau de notre Village
Touristique dans le cadre des
cahiers des charges
réglementant les **Z.E.T.**
Vous invitons à visiter notre
stand au sein du Salon
International du Tourisme à
ORAN (Hôtel Méridien Palais des
Congrès) du 03 au 05 Avril 2014.



مجمع الرياض بسيدي بلعباس

فرع مطاحن بشار

ش.ت.ا برأسمال يقدر بـ: 90.000.000 دج

عدم جدوى المناقصة

يعلن فرع مطاحن بشار / ش.ذ.أ المكثبين في المناقصة الوطنية والدولية المفتوحة رقم:

14/01 المؤرخة في: 2014/02/13 والمنشورة في الجرائد الوطنية الآتية:

-الخبر

-يومية وهران

والمدة إلى تاريخ: 2014/03/06 في الجرائد الوطنية الآتية:

-الخبر

-يومية وهران

حيث اعتبرت المناقصة غير مجدية للسبب الآتي:

-تم إستلام عرض واحد (01).

المدير العام

IANOR

Institut Algérien de Normalisation

Organise un séminaire sur:

Normalisation & Veille Normative

Le 28 et 29 avril 2014 à l'hôtel ELMOUAHIDINE Oran

Animé par Mesieurs

Mr. KERKOUB Ali (EXPERT CONSULTANT)

& Mr. HALES Djamel (Directeur Documentation & Information IANOR)

FaxTel/ : (+)213 (0) 21 64 22 73 / 63 75 23 Gsm : 0561 61 20 47 / 63 et le 0561 63 81 07
Sur place : 5 et 7 rue Abou Hamou Moussa BP 104 RP Alger
e-mail :seminaire@ianor.dz formation.ianor@gmail.com

web: www.ianor.dz

La Normalisation se fait avec vous, sans vous ou contre vous

Le Transrhumel sera-t-il au rendez-vous ?

A. Mallem

Maintenant, c'est une évidence, le pont Transrhumel ne sera pas ouvert à la date symbole du 16 avril comme l'ont souhaité les autorités locales. Et pour cause, des problèmes de glissement de terrain sont apparus au niveau du pylône n°4 implanté sur la rive droite du Rhumel, côté Djenane Tchina, et cet inconvénient découvert récemment empêche la finition du tablier du pont auquel il manque quelques mètres pour être relié complètement. Interrogés, plusieurs travailleurs algériens du chantier, piloté comme on le sait par la société brésilienne Andrade Gutierrez, se sont montrés formels dans leurs réponses en expliquant que «voilà maintenant plus d'un mois que de grands travaux de renforcement sont menés aux pieds de ce pylône pour essayer de le stabiliser. Des forages sont effectués à des profondeurs allant jusqu'à 30 mètres pour placer des pieux en béton destinés à renforcer la base du pylône. Ce dernier a été certainement fragilisé par des infiltrations d'eau descendant du Chalet des pins qui ont provoqué le glissement de terrain». Certains avis de spécialistes soutiennent que l'on a découvert, tard, l'existence d'un véritable caniveau par où ruisselle l'eau qui se déverse dans l'oued Rhumel, tandis que d'autres ont considéré qu'il faut relier ce phénomène à celui dont est victime le pont de Sidi Rached. «Alors qu'il n'est pas encore terminé, le pont Transrhumel risque-t-il de connaître le même sort que celui du vieux pont en pierres ?», a demandé l'un de nos interlocuteurs. Il n'y a pas que ceux-là. Même au sein de l'opinion publique, qui suit de près l'évolution des travaux sur le pont, on se demande pourquoi les constructeurs sont revenus encore à grand renfort de matériel pour mener des travaux sur la base du pylône ? De sources bien informées, on nous a indiqué que «le pylône avait bougé et le nouveau chantier qui est là depuis un certain temps va essayer de le stabiliser».

Une «panne» paralyse le service clientèle de la Seaco

Le service clientèle de la Seaco est paralysé, depuis mardi dernier, par une vaste panne informatique. Du coup, ce sont toutes les agences clientèle où s'opère le recouvrement des factures de consommation d'eau qui se trouvent en chômage technique suite à cette panne du système informatique, dont la cause n'a pas été divulguée ou n'a pas, encore, été détectée. La direction de la Communication de la Seaco, qui n'a pas manqué de s'excuser, auprès de ses abonnés, pour cet «arrêt momentané» du système informatique, relève, à ce propos, qu'il s'agit de «causes extérieures à son service», sans plus de détail. On indique, dans ce sillage, que «les ingénieurs de la Seaco sont à l'œuvre, depuis l'ap-

Contacté aussi, un cadre de la société AG, qui s'est exprimé sous le couvert de l'anonymat, nous a confirmé qu'il y a effectivement «un problème technique au niveau du P4, puisqu'on vient d'appeler à la rescousse une société venue directement du Brésil pour essayer de régler le problème au niveau du P4. Et tant que ce problème subsiste, on ne peut pas ajuster et relier complètement le tablier du pont dont il ne reste que trois à quatre mètres tout au plus», a-t-il ajouté. Interrogé sur les déclarations faites récemment par les responsables du chantier à propos de la matière isolante dont on attend l'arrivée de Belgique et des Etats-Unis, ce cadre a rejeté cette affirmation en soutenant d'une manière catégorique que c'est là un prétexte pour justifier le retard pris dans la finition du chantier. «En toute sincérité, a-t-il dit, je pense que le pont, dans sa partie enjambant l'oued Rhumel et reliant El-Fedj au Chalet des pins, ne sera pas livré de sitôt et il faut attendre un minimum de trois mois pour que cela soit fait. Si du moins le problème du P4 est définitivement réglé». Interrogé hier, M. Aber, chef de service des infrastructures de base à la direction des travaux publics de la wilaya (DTP), a démenti les rumeurs concernant le glissement de terrain et le prétendu problème détecté au niveau du P4 en affirmant que les travaux qui se mènent actuellement à ce niveau rentrent dans le cadre «de la continuation du projet», a-t-il affirmé sans plus.

Quant à la livraison du viaduc le 16 avril prochain, le même responsable a indiqué que cette date reste aléatoire et sujette à l'arrivée de la fameuse matière synthétique destinée à régler le problème d'étanchéité sur le pont. En ce qui concerne le coût du projet, M. Aber a rappelé qu'après évaluation et «intégration des travaux supplémentaires», le coût total du projet du Transrhumel, initialement fixé à 14,8 milliards de dinars, est estimé maintenant à près de 19 milliards de dinars.

parition du problème en question, dans l'après-midi du mardi dernier, pour remettre en marche le système informatique et retrouver une situation normale, dans les meilleurs délais». C'est la première grosse panne enregistrée par le système informatique dont le logiciel a été présenté, lors de son lancement comme une technique de pointe ou ce qui se fait de mieux, en matière de gestion et de recouvrement des factures de la consommation d'eau. Donc, les abonnés qui se sont présentés, hier, pour régler leurs factures d'eau ont été invités à revenir, dimanche prochain, date probable de la remise en marche du système informatique.

A. Z.

El Khroub

100 millions de dinars pour les infrastructures sportives

Une enveloppe de 100 millions de dinars a été mobilisée par l'Assemblée populaire communale (APC) d'El Khroub (Constantine), en vue de la réhabilitation de plusieurs infrastructures sportives de proximité, a-t-on appris, mercredi, auprès de la commune. Le vice-président de l'APC, chargé de l'économie et des finances, Amar Hemaizia, a précisé, à l'APS, que ces projets «en voie d'être lancés» concernent la réhabilitation de 6 structures et terrains de sports dont le complexe sportif de proximité (CSP) de la cité des '1.600 logements', la plus importante de la commune d'El Khroub.

Selon cet élu local, les actions à entreprendre consistent à revêtir les terrains de football en gazon synthétique, à moderniser les équipements et à effectuer des travaux d'aménagement afin d'inciter la jeunesse locale à la pratique sportive. Le volet «Sports et Jeunesse» a accaparé la part du lion de l'enveloppe destinée à financer le développement de la commune, à court terme, a indiqué le même élu, précisant que le but de cette initiative est de renforcer les structures de jeunesse, de généraliser et d'encourager la pratique sportive, dans un cadre sain, sécurisé et moderne.

La direction de l'emploi régularise la situation des CTA

La direction de l'emploi de la wilaya de Constantine a consacré les journées du dimanche et du mercredi à l'accueil en son siège à la cité 05 Juillet des gérants d'entreprises économiques bénéficiaires des avantages accordés par la formule des contrats de travail aidé (CTA), afin de permettre la régularisation financière encore pendante. Pour le directeur de l'emploi, il s'agit d'entreprises qui ont embauché des jeunes selon la formule du contrat CTA, qui fait obligation aux pouvoirs publics de participer par des aides de 12.000, 10.000 et 8.000 DA par mois, pour chaque embauche d'universitaire, de technicien supérieur ou de jeune sortant d'une formation dans les CFPA. Selon le directeur, près de 1.500 entreprises concernées ont déjà reçu leurs dûs et régularisées et invite toutes celles dont la situation est toujours pendante de se manifester en se présentant au siège.

Les retraités de la police à l'honneur

La sûreté de wilaya de Constantine organise aujourd'hui, 03 avril, une cérémonie pour honorer les retraités de ce corps de sécurité. La cérémonie en question est prévue à partir de 09 heures au niveau du club de la police situé dans les environs du siège de la direction de la sûreté de wilaya.

Huit milliards pour l'amélioration urbaine à Ouled Rahmoune

L'APC de Ouled Rahmoune a réservé plus de 8 milliards de centimes sur son budget pour des projets d'aménagement et d'amélioration du cadre de vie, qui mettront fin aux déboires des habitants de plusieurs cités qui sont souvent montés au créneau pour se plaindre. Il s'agit particulièrement des cités d'El Garah, concernée par une réhabilitation de l'éclairage public, le lotissement Naftal dans la localité de Bounouara, qui sera touché surtout par des travaux de VRD, de même que des travaux d'aménagement concerneront l'environnement du stade municipal en sus de la réalisation d'une salle de soins à Bounouara.

A. E. A.

Constructions illicites Période de grâce

A. Mallem

Le phénomène des constructions illicites renaît de ses cendres à chaque fois qu'on croyait qu'il était éradiqué, constatent amèrement les citoyens de la ville des ponts, soucieux du visage que doit présenter leur cité qui s'apprête à accueillir, l'année prochaine, les élites culturelles arabes qui l'ont élue capitale de leur culture pour une durée de douze mois consécutifs.

Des individus sans scrupules, qui spéculent sur ce facteur pour essayer d'obtenir des autorités un logement qu'ils revendront par la suite, continuent de bâtir des constructions illicites qu'ils élèvent sur les cendres des sites précaires, évacuées dernièrement de leurs habitants qui ont bénéficié de logements neufs dans les nouvelles cités de la grande agglomération constantinoise. Que de fois, les citoyens des quartiers visés par ces constructions pirates nous ont appelés pour nous signaler les menées nocturnes de ces individus qui reprennent les carcasses des habitations dont la démolition n'a pas été bien menée par les engins de la mairie qui étaient intervenus immédiatement après l'évacuation des sites. «Malheureusement, c'est la vérité, a reconnu, hier, un élu de l'APC de Constantine que nous avons interrogé sur le dossier. Les carcasses sont reprises par ces individus qui n'hésitent pas à défier les autorités en érigeant des constructions illicites sur les sites détruits. Les services concernés de la mairie, ceux des réalisations comme ceux de l'assainissement, ont constaté à leurs dépens que ce phénomène prolifère dans tous les quartiers. Ils ont procédé à des recensements qui leur ont révélé que le nombre des constructions illicites est en augmentation constante. Par exemple, au niveau du quartier de Boudraa Salah, nous avons compté dernièrement plus d'une quarantaine de

ces constructions illicites. Dans celui de Sarkina, dans le piémont de Djebel Ouahch, un peu plus bas à la cité La Bum, à celle de Sakiet Sidi-Youssef et partout ailleurs, les chiffres des constructions élevées illicitement approchent celui que l'on vient de citer. Et cela continue». Comme l'ont signalé les citoyens, il confirme que les fraudeurs opèrent à la faveur de l'obscurité et arrivent à «monter», d'une façon sommaire, des habitations en une seule nuit. Pressé de questions, cet élu, qui a consenti à parler sous le sceau de l'anonymat parce que le sujet est placé, dans la conjoncture politique présente, dans la rubrique des questions sensibles dont il faut reporter le traitement à plus tard, a ajouté que les autorités locales sont parfaitement au courant de la prolifération de ce phénomène rampant. Mais elles ont reçu des instructions de la tutelle supérieure leur enjoignant d'éviter d'intervenir pendant la période électorale. «Mais, pour ne rien vous cacher, a poursuivi l'élu, la daïra et la commune préparent discrètement dans l'atmosphère feutrée des bureaux des administrations concernées, les plans d'intervention et un programme pour les brigades d'intervention destinés à éradiquer toute construction illicite qui a été élevée sur les anciens sites précaires évacués. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Et pour vérifier nos dires, nous vous donnons rendez-vous pour après les élections. Il y a une réelle volonté de l'administration de mettre fin à ces pratiques qui minent les efforts de développement local». Et cela est d'autant plus vrai, ajouta notre interlocuteur, que la tolérance n'est plus de mise maintenant que les autorités locales sont contraintes d'assainir tout l'environnement de la capitale de l'Est pour lui donner un visage propre et accueillant pour tenir la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe 2015».

Chute mortelle à Hamma Bouziane

Les habitants du bâtiment B1 de la Cité des 200 logements de Hamma Bouziane ont été profondément bouleversés, avant-hier, en apprenant la nouvelle du décès de leur voisin de 56 ans qui a fait une chute des étages supérieurs de l'immeuble.

Selon la cellule de communication de la Protection civile, l'équipe de secours n'a pu que constater le décès de la victime suite à une chute qui est survenue vers 17h15. Le corps de la victime a été évacué vers la polyclinique de Hamma Bouziane et ensuite à la morgue du CHU Benbadis de Constantine et une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes de ce drame. Par ailleurs, la même source indique que trois accidents de la circulation, qui ont fait six blessés plus ou moins graves, ont été enregistrés au cours de la même journée du mardi dernier. Ainsi à 10h18 dans la matinée, une voiture a percuté un homme âgé de 82 ans sur

la double voie rapide de la cité Bousouf en face du centre hippique. La victime qui souffrait de différentes parties du corps a été conduite au centre de soins le plus proche. Le deuxième accident de route concerne un véhicule qui a dérapé et s'est renversé sur la RN 79 au lieudit Djebli Ahmed, dans la commune de Hamma Bouziane, faisant quatre blessés. Les victimes âgées entre 41 et 67 ans ont reçu les premiers secours sur les lieux et ont été transportées ensuite au CHU de Constantine. En début de soirée, une collision entre deux véhicules est survenue au niveau de la cité des 400 logements près de la daïra d'El-Khroub, qui a entraîné un blessé. La victime B. A., qui souffrait de l'épaule, de la poitrine et des jambes, a reçu les premiers secours avant d'être transportée à l'hôpital Mohamed Boudiaf d'El-Khroub pour des soins complémentaires.

A. E. A.

Opération d'assainissement à la cité des Mûriers

A. Mallem

Menée avec le concours de la direction de l'assainissement de l'APC de Constantine qui a fourni les moyens matériels et un renfort d'appoint constitué par les jeunes des entreprises issues de l'Ansej, une opération d'assainissement et d'amélioration urbaine a été déclenchée hier au niveau de la cité des Mûriers, cet ensemble immobilier situé à la sortie est de la ville et surplombant le complexe sportif Chahid Hamlaoui. «Nous allons aménager des espaces verts, mettre des bancs qui seront construits avec du béton pour permettre aux gens, surtout les personnes âgées, de s'asseoir et prendre la fraîcheur tout en surveillant les jeux de leurs enfants, doter le terrain matéco de la cité de l'éclairage pour les jeux nocturnes, bref, nous voulons donner un visage plus agréable à notre cité»,

nous a déclaré hier M. Bahi Abdelouahab, membre de l'association de quartier, qui n'a pas omis de signaler que des projecteurs vont être placés sous le pont de l'échangeur qui assure la desserte vers les quartiers de Sidi-Mabrouk et Daksi afin de mettre fin aux agressions qui sont commises régulièrement dans ces lieux par des délinquants qui profitent de l'obscurité.

Seule ombre au tableau idyllique que l'association du quartier de Haï Ettoutte veut réaliser «et veiller pour qu'il soit préservé, quitte à travailler de jour comme de nuit», comme l'a affirmé notre interlocuteur, est celle représentée par le ruissellement constant des eaux provenant de l'éclatement d'une conduite d'eau potable qui s'est produite au bas de la cité et qui conduit le liquide à se répandre dans le fossé jouxtant la station d'essence qui fait face au stade Hamlaoui. «Nous avons constaté des lenteurs pour réparer cette fui-

te. Pourtant, nous n'avons pas cessé de solliciter pour cela les services concernés de la Seaco. Mais sans résultat. Et l'eau continue de couler, même à l'intérieur du bâtiment des Platanes et les services de l'OPGI ne veulent pas s'en occuper affirmant que cela n'est pas de leur ressort. La Seaco, non plus, n'a pas voulu prendre en charge ce problème disant que leur intervention se situe à l'extérieur des immeubles. A qui s'adresser alors ?», dira-t-il.

Contacté hier dans l'après-midi, M. Boughedda Tarek, responsable de la communication à la direction générale de la Seaco, s'est informé du problème au niveau de ses services techniques concernés et a invité les responsables de l'association de la cité «Les Mûriers» à s'adresser au centre de la région urbaine de la Seaco situé à Sidi-Mabrouk où l'on ne manquera pas de dépêcher une équipe technique pour réparer la fuite signalée.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

03 jomada ethania 1435
El Fedjr 05h19 Dohr 12h43 Assar 16h08 Maghreb 18h46 Icha 20h03



Europa League **Benfica et Juventus en pole position, indécision à Porto et Bâle**

A. L.

La «petite sœur» de la Ligue des Champions retiendra l'attention, ce soir, des férus du football champagne. Effectivement, le menu des quarts de finale est extrêmement alléchant où les clubs latins se taillent la part du lion avec sept représentants, seule l'équipe hollandaise d'Alkmaar faisant figure d'intrus. Les grands clubs tels que la Juventus, Valence, Porto et Séville, recalés de la Ligue des Champions entendent atteindre leur ob-

jectif final à savoir la conquête de l'Europa League. A commencer par la Juventus qui aura la tâche facile à Gerland face à une équipe de Lyon décimée par les blessures, ce dont profitera certainement les protégés de Conté pour prendre option pour la qualification aux demi-finales, à moins que la classe biberon de Remy Garde n'en décide autrement. L'autre formation qui part avec les faveurs du pronostic n'est autre que Benfica. La formation lisboète assurée du titre tout comme la Juventus

fera parler son métier face à Az Alkmaar et on voit mal le représentant néerlandais tenir la dragée haute aux Portugais. Dans les deux autres quarts de finale, en raison de l'équilibre des forces en présence, il y a fort à parier que le suspense et le spectacle sont garantis à Porto et Bâle. A Porto, même si le second représentant portugais, le FC Porto est un habitué des compétitions européennes, il n'en demeure pas moins que son adversaire du jour, le FC Séville, est à prendre au sérieux. A Bâle, huis clos oblige, le FC Valence qui n'a que cette compétition pour sauver sa saison tentera de profiter de l'absence du public Suisse pour surprendre le FC Bâle.

Aujourd'hui à 20h05

AZ Alkmaar	-	Benfica
Lyon	-	Juventus Turin
FC Bâle	-	Valence
Porto	-	FC Séville

L'affaire Anelka fait des émules Sagbo et Assou-Ekotto poursuivis pour une «quenelle»

La Fédération anglaise a décidé de poursuivre Yannick Sagbo (attaquant de Hull City) et Benoît Assou-Ekotto (défenseur de Tottenham prêt à QPR), accusés d'avoir exécuté à plusieurs reprises une «quenelle». L'affaire Anelka a malheureusement fait des émules en Premier League.

Ce mardi, la Fédération anglaise (FA) annonce qu'elle va poursuivre Yannick Sagbo (attaquant de Hull City) et Benoît Assou-Ekotto (défenseur de Tottenham prêt à QPR) pour «mauvaise conduite sur les réseaux sociaux» et pour «avoir exécuté à plusieurs reprises une 'quenelle'», le fameux geste

créé par Dieudonné qui est considéré comme antisémite par certains. Pour mémoire, Nicolas Anelka, qui avait lancé la polémique lors d'un match disputé avec son ancien club de West Bromwich Albion, avait été condamné à cinq matchs de suspension et une amende de 97.000 euros.

L'ancien joueur de Chelsea avait finalement décidé de rompre son contrat avec le club anglais qui l'avait licencié pour avoir le dernier mot. Par ailleurs, Samir Nasri et Mamadou Sakho ont été simplement avertis pour de vieilles photos où ils effectuaient ce geste controversé.

Naples Le président De Laurentiis encense Faouzi Ghoulam

Le président de Naples SSC, Aurelio De Laurentiis, a été élogieux envers le défenseur international algérien, Faouzi Ghoulam, auteur d'un grand match contre la Juventus (2-0), dimanche soir, lors de la 31^e journée du championnat d'Italie de première division de football, Série A. «Cette année, nous avons eu beaucoup de problèmes à cause de nombreux joueurs blessés, entre autres Zuniga et Mesto. Mais nous avons résolu d'une excel-

lente façon nos problèmes défensifs avec l'arrivée en janvier dernier de Ghoulam et Henrique», a déclaré De Laurentiis en conférence de presse à Naples. Recruté lors du mercato d'hiver en provenance de Saint-Étienne (France), le latéral gauche algérien est devenu un pion essentiel dans le système de jeu de l'entraîneur Rafael Benitez. De retour de suspension, Ghoulam a été l'un des meilleurs Napolitains lors de la victoire contre la Ju-

ventus Turin (2-0). Arrière gauche infatigable et offensif, quelques fois même trop, au point d'être rappelé à l'ordre par Benitez, l'ex-Stéphanois a défendu la cage inviolée de Reina et aurait même pu marquer dans les buts. A l'issue de la 31^e journée du championnat d'Italie, Naples bétonne sa troisième place au classement avec 64 points, à six longueurs de l'AS Rome (2^e) qui compte un match en moins contre Parme.

Portugal

Fin de carrière pour Nuno Gomes

L'international portugais Nuno Gomes, 37 ans, a mis un terme à sa carrière pour devenir l'adjoint chargé du secteur international du président du Benfica, Luis Filipe Vieira, a annoncé mardi le club lisboète sur son site officiel. Nuno Miguel Soares Pereira Ribeiro, connu sous le nom de Nuno Gomes, en hommage à son compatriote Fernando Gomes, a passé douze saisons au Benfica, interrompues par une période de deux années passées en Italie au club «violet» de la Fiorentina. Il était arrivé à Lisbonne en 1997 en provenance de Boavista. Nuno Gomes a marqué 166 buts pour les «Rouges» de Benfica avec lesquels il a remporté deux titres nationaux, une Coupe du Portugal, trois Coupes de la Ligue et une Supercoupe. Il avait quitté Lisbonne en 2011 pour le Sporting de Braga avant de rejoindre les Anglais de Blackburn Rovers. Nuno Gomes compte également 79 sélections en équipe nationale avec laquelle il a inscrit 29 buts.



Ligue des champions Suspense garanti au retour à Madrid et Munich



Il n'y a pas eu de vainqueur mardi en quarts de finale aller de la Ligue des champions, Manchester United et Bayern Munich, d'un côté, Barcelone et Atletico Madrid, de l'autre, en restant sur le même score de 1-1. Si le Bayern, champion en titre, et l'Atletico, leader de la Liga, semblent avoir fait les bonnes affaires, au moins, le suspense reste-t-il entier. Le Bayern Munich a joué comme à domicile, campant dans la zone manciennienne et faisant circuler le ballon façon handball en tournant autour de la surface. Toutefois, malgré une domination au niveau de la possession, le Bayern s'est montré stérile avec une seule grosse occasion en première période: une belle frappe enroulée de Robben (32^e) détournée en corner d'une belle détente par De Gea. Car, c'est bien MU, piètre 7^e de la Premier League, qui a failli créer la sensation par Welbeck. L'international anglais s'est d'abord vu refuser un but dès la 3^e minute pour un pied dangereux qui paraissait plutôt une tête basse du défenseur allemand...

Mais, surtout, Welbeck a «mangé» la feuille de match pour Man-

chester en ne réussissant pas à ouvrir la marque seul face à Neuer (41^e), qui a pu s'emparer de la timide pichenette de l'Anglais. De quoi nourrir des regrets qui risquent d'être éternels. Car si Nemanja Vidic a finalement mis MU devant à la marque sur une tête astucieuse sur un corner (56^e), le Bayern est revenu à hauteur, dix minutes plus tard, avec un Schweinsteiger à la conclusion d'une action d'école.

Le Bayern aura les faveurs du pronostic au retour avec ce but marqué à l'extérieur mais MU, que beaucoup de pronostiqueurs donnaient perdant, n'est pas mort. Le Bayern devra en plus se priver au retour d'un de ses joueurs-clés Schweinsteiger, expulsé en fin de match, après deux cartons, et donc suspendu. Au Camp Nou, l'Atletico Madrid a créé la surprise en ramenant un nul (1-1) qui fait ses affaires.

Les Colchoneros ont très bien maîtrisé le Barça, 2^e de la Liga, pendant la première heure de jeu avant de souffrir terriblement pendant le dernier tiers du match. La tactique de Diego Simeone: un pressing de tous les instants mais

aussi de nombreuses fautes et des gestes d'anti-jeu. Et si David Villa a loupé le coche à la 5^e (à côté) et 45^e (arrêt de Pinto), Diego, lui, n'a pas manqué la cible d'une frappe monumentale dans la lucarne à partir du flanc droit alors que tout le monde s'attendait à un centre (57^e). Un but qu'on risque de revoir. Le Barça avec un quatuor Neymar-Iniesta-Messi-Xavi, en feu en fin de rencontre, a ensuite refait son retard face à des Madrilènes à l'agonie physiquement, grâce à Neymar bien servi par Iniesta (71). Les Catalans ont ensuite passé la surmultipliée mais les Madrilènes ont résisté pour ramener le nul. Alerte pour l'équipe nationale d'Espagne: le match a été marqué par les blessures en première période de Piqué (12^e) pour le Barça et surtout de Diego Costa (30^e), le meilleur joueur de l'Atletico. Si elles s'avéraient graves, ces blessures pourraient peser lourd dans les semaines qui viennent pour l'Atletico et le Barça, comme pour la Roja. En attendant, après des 8^{èmes} de finale sans saveur, le suspense sera au rendez-vous en quarts de finale, lors des matches retour.

FIFA

Le FC Barcelone interdit de transfert la prochaine saison

Le FC Barcelone a écopé d'une interdiction de transfert pour la prochaine saison par la commission de discipline de la FIFA pour des infractions relatives au transfert de dix joueurs mineurs, a annoncé hier la Fédération internationale. «La commission de discipline a considéré l'infraction comme grave et a décidé de sanctionner le club d'une interdiction de transfert, au niveau national et international, pour deux périodes de transferts consécutives (marchés d'été 2014 et d'hiver 2015), ainsi que d'une amende de 450.000 francs suisses (370.000 euros)», a précisé la fédération dans un communiqué. Selon la FIFA, le Barça a 90 jours pour régulariser la situation de tous les joueurs mi-

neurs concernés.

Outre le club catalan, la Fédération espagnole de football (RFEF) a été reconnue coupable de violations du règlement sur les transferts de joueurs mineurs et a écopé d'une amende de 500.000 francs suisses (400.000 euros).

La RFEF s'est vu octroyer un délai d'une année pour régulariser son cadre réglementaire et son système existant à l'égard des transferts internationaux de footballeurs mineurs», a souligné la FIFA. Ces sanctions font suite à des enquêtes menées par la filiale de la FIFA chargée de surveiller les transferts et par sa commission de discipline sur les cas de plusieurs joueurs mineurs qui ont été enregistrés auprès du FC Barcelone et ont disputé des

compétitions pour le club entre 2009 et 2013. Selon les règlements, le transfert international d'un joueur n'est autorisé que s'il est âgé d'au moins 18 ans, à moins qu'il n'entre dans trois cas de figure spécifiques pour lesquels des exceptions peuvent être accordées. La commission de discipline a estimé que «si les transferts internationaux peuvent, dans certains cas spécifiques, être favorables à la carrière sportive d'un jeune joueur, il est très probable qu'ils aillent à l'encontre des intérêts du joueur mineur» et conclu que «l'intérêt de la protection du développement sain et approprié d'un mineur dans son ensemble doit prévaloir sur les intérêts purement sportifs».

TIZIRI MOTOR ALGERIE
DISTRIBUTEUR OFFICIEL DE HYUNDAI HEAVY INDUSTRIES

 **HYUNDAI**
HEAVY INDUSTRIES CO.,LTD.

SARL TIZIRI MOTOR ALGERIE, DISTRIBUTEUR OFFICIEL DE HYUNDAI HEAVY INDUSTRIES,
Informe son aimable clientèle de la disponibilité de la pièce de rechange d'origine **HYUNDAI**.

Léger, lourd et engins de TP.

DIRECTION GENERALE
Zone industrielle, lot N° 50 Oued Smar-Alger
Tél.: 021 50 52 11/24, Fax: 021 50 52 25
www.sarliziri.com

Succursale ALGER : Zone Industrielle, lot N° 50 Oued Smar-Alger. / Service P R : 0770 49 26 01 / 0770 35 29 96
Succursale BEJAIA : Zac Ibourassene, Oued Ghir, Béjaia. / Service P R : 0770 88 76 43 / 0770 49 04 97
Succursale SETIF : Smara groupe 139 lot N°12, Guedjal Route de Batna. / Service P R : 0770 49 54 78
Succursale ORAN : Zone Industrielle, lot 6+1 N° 5 El Kerma, Oran. / Service P R : 0770 82 66 23

Rejoignez notre réseau et devenez agent agréé

HYUNDAI
avec
TIZIRI MOTOR ALGERIE

Tél.: 021 50 52 11/24, Fax: 021 50 52 25, Mobile : 0770 35 54 29, 0770 49 04 99



La Sarl ESTHETAL,
importatrice exclusive en Algérie de la
marque MARY COHR, propose
aux esthéticiennes et SPA, la gamme
complète des produits MARY COHR
à usage professionnel :

**Crèmes de visage et du corps,
masques, gommages, PEELING
(résultats spectaculaires), résine
pour épilation (tiède et froide),
crèmes anti repousses, appareil de
soin visage,... etc.**

11, Avenue Cheikh Larbi Tebessi
(ex-Loubet) Oran
0661 200 571 / 041 33 60 91
esthetal@yahoo.com

**OFFICE PUBLIC Maître : MOSTEFA
HANCHOUB MOSTEFA**
Commissaire-priseur près le Tribunal de
Mostaganem
BT 18 (B) N° 202 CIA MOSTAGANEM -
Tél : (045) 30-82-21 / Mobile : 0770.56.74.77

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

Le Commissaire-priseur porte à la connaissance
du public, qu'il sera procédé à la vente aux En-
chères Publiques du matériel entreposé au
« DOCKS DE L'OUEST » Mostaganem.

Le 14/04/2014 à 09 H 30

N°	Désignation	Matricule	Année
01	Camion Malaxeur Chakman 9 M. Cube Etat neuf	10861-712-27	2012
02	Camion Malaxeur Chakman 9 M. Cube Etat neuf	10890-712-27	2012
03	Chargeur 2320 ENMTP	042-1285-27	1996
04	Porte Engin 54 Tonnes	02715-809-27	2009
05	Poclain Case 220 CKB	042-1379-27	1989

Le Commissaire-priseur

عمرة 2014

Départ tous les lundis :
ORAN – MEDDINE

NIHEL VOYAGES
31, AVENUE VICTOR HUGO –
BASTIE – ORAN
041 456 866 – 041 456 729

BENSMAIL VOYAGES
10, AVENUE OULED KABLIA
SALEHA - GAMBETTA
0770 106 766 – 0770 787 809 -
0770.787.810

1 / HOTELS entre 250 et 300 m
2 / HOTELS à 70 m
du HARAM



ALENER Spa ECOLE DE FORMATION

Filiale du Groupe SOPREC
En Partenariat avec



ALENER Spa, sise à Oum Drou chlef, lance des
formations diplômantes dans les spécialités :

- Installation panneaux solaire photovol-
taïques et thermiques.
- Installation des éoliennes.
- Plâtrerie (Plaquiste).

Niveau d'accès : Artisans électriciens, techniciens
- ingénieurs d'électricité et génie civil, architec-
tes, professionnels du bâtiment, entrepris de bâti-
ment et d'installation d'électricité...

Et pour plus d'information consulter le site web
ou contacté nous :

**Mobile : 05.60.08.51.40 Tél. : +213 (0)27
71.89.41 & 77.80.08**

Mail : alener@groupe-soprec.com
Site web : http://alener.groupe-soprec.com

ALENER Spa en collaboration
avec les laboratoires
de recherche de l'université
de CHLEF



RALPH LAUREN

**Nous informons notre clients
des magasins de la
disponibilité du polo ralph lauren
big pony n° 03**

**et la chemise manche long ralph lauren
oxford uni**

**et du polo lacoste classic demis -
manche faite vite**

qte limite appeler nous au 0560516940 kamel

الأستاذ: صديق إبراهيم - محافظ البيع بالمزايمة
25 شارع الأمير عبد القادر - سوق / الهاتف: 0771-98-88-09

إعلان عن بيع بالمزايمة

يوم: 2014/04/08 على الساعة 09:30 بوحدة البيع والتحويل بزاوية، إضافة

مسجلة تحت رقم: 2426.886.27 - Remorque Sonacome SNVI

الحصة رقم: 09

شروط البيع:

- شروط البيع القانونية المعروفة.

- لا يمكن إسترجاع التسيق المدفوع أثناء البيع.

- يمكن سحب أي حصة من البيع.

Recrute Importante entreprise recrute Collaborateurs et
Cadres pour développer son réseau et ses structures dans
les spécialités :

**Commerciaux / Architecte, Ingénieur génie civil /
Ingénieur automatisme / Ingénieur en mécanique /
Chargé marketing**

Conditions requises :
Connaissance dans le secteur appréciée
Libre de tout engagement

Profil: Véhicule apprécié.

Envoyez CV détaillé avec photo (obligatoire)
et lettre de motivation
à : recrute-nov@hotmail.fr

**SOCIETE DES TRAVAUX MARITIMES DE L'OUEST
SOTRAMO**

EPE - SPA AU CAPITAL SOCIAL DE 1.400.000.000 DA
SOTRAMO - DIRECTION GENERALE - ILOT N° 27 - ZHUN USTO - ORAN
NIF : 000 031 010 479 236

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N° 07 / DG / 2014

La Société des travaux maritimes de l'ouest SOTRAMO lance un avis d'appel d'of-
fres national pour la location d'une Centrale à béton de 30 m3 équipée d'une dragline,
d'une pompe à béton et d'un groupe électrogène pour les projets aux ports **D'AR-
ZEW ET DE BETHIOUA**.

Les entreprises intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges
auprès du siège social de SOTRAMO Département Marchés, contre paiement d'une
somme de mille dinars (1000 DA).

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de cent
vingt jours (120) à compter de la date de dépôt des offres.

La date limite de dépôt des offres est fixée à vingt jours (20) jours à compter de la
première parution dans l'un des quotidiens nationaux.

La date limite de dépôt des offres aura lieu le jour correspondant au dernier jour de
la durée de la préparation des offres au plus tard 13 h 00 mn.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture publique des offres,
qui aura lieu le jour de la date limite de dépôt des offres à 14 h 00 au siège de SOTRAMO.

Les soumissions doivent parvenir au siège de l'entreprise, à l'adresse suivante :
SOTRAMO - DIRECTION GENERALE - ILOT N° 27 - ZHUN USTO – ORAN
sous doubles plis fermés, enveloppe extérieure doit être anonyme portant la men-
tion suivante :

APPEL D'OFFRES NATIONAL N° 07/DG/2014
LOCATION D'UNE CENTRALE A BETON POUR LES
PROJETS AUX PORTS D'ARZEW ET DE BETHIOUA
Soumission à ne pas ouvrir

Avis de la consultation national Société de promotion immobilière Real 2000

REAL 2000 lance une consultation en direction des entreprises spécialisées dans le **lot PEINTURE** au
niveau de l'ensemble résidentiel de 196 logements promotionnels sis stade Zabana El Hamri - Oran.

Les entreprises intéressées par le présent avis de consultation peuvent retirer le cahier
des charges auprès de :

49 Coop 18 Février Es-Salem ex-St-Hubert - 31000 - Oran
Tél / 041 35 83 65

Ou au niveau du chantier des trois tours.

Compte tenu du temps imparti au lancement du lot peinture au niveau du projet , il sera tenu compte des
premières offres déposées dès la parution du présent avis.

Société privée à la recherche de UN RESPONSABLE DE PRODUCTION

Conditions de recrutement :
- Connaissance dans l'organisation de la production d'une
unité industrielle.
- Expérience minimum 05 ans.
- Avoir de sérieuses références.
- Capacité à manager un effectif important.
- Résider à Oran.
- Disponibilité immédiate.

Les candidats qui répondent aux conditions
sont priés d'envoyer leur CV avec photo à l'adresse
email suivante :
gestionressourceshumaines2014@gmail.com

**Société privée d'Importation
et de Commercialisation
de Ronds à béton**

Recrute un Cadre Commercial expérimenté

Connaissant bien les aciers, le marché
et les clients, Ayant déjà exercé le métier,
autonome, disponible immédiatement.

Lieu de travail/ Oran et l'Ouest -

Envoyer CV à :

emploie14@gmail.com

PENSÉE

A la mémoire de notre cher patron
AMRY Mohamed dit « Hadj Nouba »
décédé le 03 Avril 2013.
Il nous a quittés pour un monde meilleur.
Cette date sera gravée à vie dans nos
cœurs. Nous demandons à tous ceux qui
l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en
sa mémoire.

Le Personnel

إنا لله وإنا إليه راجعون

CONDOLEANCES

L'Association des médecins
« NUMIDIA » et l'ensemble
du corps médical de la wilaya
d'AÏN-TEMOUCHENT,
profondément touchés
par le décès de leur confrère

Dr BOURDIM Mohamed
Pneumo-allergologue
à TLEMEN

présentent à toute sa famille leurs
sincères condoléances
et l'assurent de leur profonde
sympathie en cette douloureuse
circonstance.

Dr GUENAOUI N.

إنا لله وإنا إليه راجعون



07.00 Journal télévisé
07.20 Sabah el kheir
09.00 Saïdati
10.00 Madinat el asmak
10.30 El aïda
11.40 Chahid wa chawahid
12.30 Campagne électorale
13.00 Journal télévisé
13.30 Koul aouladi
15.00 Mahla di aachiya
16.00 Atlas el hayawan
16.30 Ben 10
17.20 Fi taâni salama
17.30 Campagne électorale
18.00 Journal télévisé amazigh
18.20 Dar el bahdja
Série
18.45 Taqder tarbeh
20.00 Journal télévisé
21.15 Rana hana
22.15 El ibhar
22.40 Next - Film



19.45 Coco avant Chanel



Avec Audrey Tautou, Marie Gillain, Benoît Poelvoorde

A 9 ans, orpheline de mère, Gabrielle Chanel est confiée, avec sa soeur Adrienne, à une institution religieuse. Dix ans plus tard, Gabrielle trouve un modeste emploi chez un bonnetier et fréquente les cafés-concerts. C'est là qu'elle rencontre Etienne Balsan, un riche propriétaire terrien. Pour fuir son existence médiocre, Gabrielle se présente un beau jour au château d'Etienne, qui accepte de l'héberger.



JEUDI



19.55 Section de recherches



- Haute tension

Avec Xavier Deluc, Franck Sémonin
Clément Degas, un policier du Service de protection des hautes personnalités, délaisse subitement la célébrité dont il a la charge pour s'enfuir en direction d'un jardin public. Au même moment, une fusillade éclate. Peu après, le policier est retrouvé mort. Dépêchée sur le lieu du drame, la SR tente d'éclaircir les nombreuses zones d'ombre de l'affaire avec l'aide de Luc, présent au moment des faits.



19.45 Blade Trinity

Avec Wesley Snipes, Jessica Biel, Kris Kristofferson, Dominic Purcell



Les vampires ont retrouvé et réveillé un glorieux ancêtre, qui se fait appeler Drake. Ils réussissent à piéger Blade, leur pire ennemi. Ce dernier est traqué par la police qui finit par débarquer dans sa planque et élimine son mentor, Whistler. Arrêté, Blade est bientôt délivré par Hannibal et Abigail, tous deux à la tête d'un groupe de chasseurs de vampires. Abigail n'est autre que la fille de Whistler.

19.50 Qu'est-ce que je sais vraiment ?



Présenté par Karine Le Marchand, Stéphane Plaza

Qui des comédiens Clara Morgane et Tarek Boudali ou des humoristes Anne Roumanoff et Mustapha El Atrassi se qualifiera ce soir pour la finale avec le meilleur des trois cents étudiants présents dans le public ? Karine Le Marchand aborde au fil des six manches de dix questions de nombreux thèmes : littérature, sport, cinéma, géographie, sport, technologie, vie quotidienne, histoire...



19.45 Envoyé spécial

Présenté par Guilaine Chenu, Françoise Joly

La prison hors des murs. Aujourd'hui en France, 20% des personnes condamnées à moins de deux ans de prison ferme voient leur peine aménagée. Enquête sur la prison hors des murs, du bracelet électronique au travail d'intérêt général

• Turquie : un modèle à bout de souffle. Caroline Fourest et Fiammetta Venner ont interrogé les gagnants et les perdants de l'ère Recep Tayyip Erdogan, Premier ministre, dans un pays souvent présenté comme un modèle d'islamisme modéré.



19.55 House of Cards



- Chapter 21

Avec Kevin Spacey, Robin Wright, Gerald McRaney, Michael Kelly

Remy Danton rencontre Evelyn, une ancienne employée de Claire, à qui il essaie de soutirer des informations. Rachel prévient Doug Stamper qu'elle a accepté d'héberger une de ses amies pendant quelques jours. Claire conseille à Tricia de consulter un guide spirituel pour tenter de régler ses problèmes conjugaux. Jackie se sent prête à avoir une relation suivie avec Remy.

21.30 The Big C

- Dernière demeure
Avec Laura Linney, Oliver Platt, Gabourey Sidibe, Gabriel Basso

Deux mois ont passé, et la maladie de Cathy s'est aggravée, créant de nouvelles tensions au sein de la famille qui se relaie à son chevet. Elle accepte finalement de se rendre à l'hôpital afin de suivre des soins palliatifs ce qu'Adam et Sean ont du mal à accepter. Elle décide de prendre le volant et se fait arrêter par la police pour excès de vitesse. A l'hôpital, elle se démarque rapidement des autres malades, au grand dam du personnel.



09.00 Bonjour d'Algérie week-end
10.30 Senteurs d'Algérie
11.25 Campagne électorale
12.00 Journal en français
12.25 Assr El Khoulafe
13.45 Youcef Toutah
14.10 Réflexions
15.05 Le mariage de moussa
16.30 Dessins animés
17.00 Oulama'e el djazaïr
17.25 Campagne électorale
18.00 Journal en amazigh
18.25 Yamachi fel layle
19.00 Journal en français
19.30 Campagne électorale
20.00 Journal en arabe
21.15 Travelling
22.25 Troupe El Ferda
Concert
23.15 Sketch algérien



19.45 Thalassa



- La France face aux tempêtes, un littoral à protéger

Présenté par Georges Pernoud
Bretagne, en pleine tempête. Le 14 février 2014, la tempête Ulla balaie les côtes bretonnes • Vendée, contre vent et marée. Rencontre avec les sinistrés de la violente perturbation Xynthia qui s'était abattue sur le littoral atlantique en 2010 • Aquitaine, signal de fin. Menacé par l'océan, l'immeuble «Le Signal» de Soulac-sur-Mer doit être évacué • Normandie, guerre d'usure. Les côtes sont rongées par les éléments.



VENDREDI



19.55 Qui veut gagner des millions ?



Présenté par Jean-Pierre Foucault

A l'occasion du Sidaction, l'animateur accueille des célébrités qui tentent en duo de récolter un maximum de fonds au profit de la lutte contre le Sida. Se succèdent ainsi sur le plateau Catherine Laborde et Guillaume de Tonquédec, Valérie Lemerrier et la comédienne Pascale Arbillot, les humoristes Anne Roumanoff et Claudia Tagbo, le duo de médecins Michel Cymes et Marina Carrère d'Encausse, Laurent Ournac et Issa Doumbia.

22.30 Vendredi, tout est permis avec Arthur

Présenté par Arthur

L'animateur convie des personnalités de la chanson, de l'humour ou de la comédie à une soirée où ils pourront donner libre cours à leur créativité. Philippe Lacheau, Issa Doumbia, Ariane Brodier, Malik Bentahla, Florent Peyre et Alice David relèvent ainsi des défis d'improvisation où l'autodérision est de mise. Ils doivent par exemple jouer une saynète sur un décor penché à 22,5 degrés et ainsi défier les lois de la gravité. Ils se lancent aussi dans l'improvisation d'une chorégraphie sur Let's Dance ou évoluent dans le noir dans In The Dark.



19.50 NCIS : enquêtes spéciales



- Semper Paratus

Avec Mark Harmon, Diane Neal, Michael Weatherly, Pauley Perrette

L'équipe enquête sur une explosion survenue sur une plateforme pétrolière qui a coûté la vie à un marin. Son épouse arrive bouleversée sur les lieux. L'agent spécial Abigail Borin qui est chargée de diriger les recherches n'est pas certaine qu'il s'agisse d'un incident isolé. Tout porte à croire que la plateforme a été la cible d'une attaque terroriste.



19.45 Caïn

- L'île
Avec Bruno Debrandt, Anne Suarez, Julie Delarme, Mourad Boudaoud

Le cadavre d'une femme est découvert sur les rochers du Frioul. Mutilée et nue, elle a un nœud papillon autour du cou. Cette signature est l'emblème de Golden Jane, star du porno des années 90. Cette dernière est revenue vivre sur l'île de son enfance mais elle est rejetée par sa famille et conspuée par les habitants. Caïn, fan de l'actrice qui lui rappelle de nombreux émois, est en charge de l'enquête...



19.55 Le monde fantastique d'Oz



Avec James Franco, Mila Kunis, Rachel Weisz, Michelle Williams

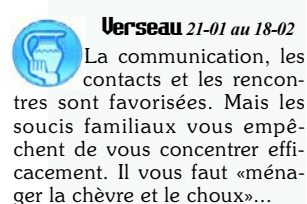
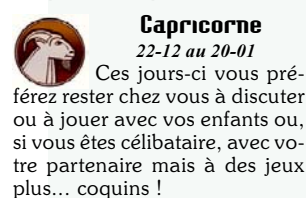
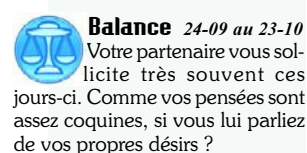
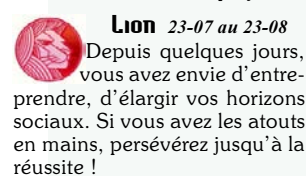
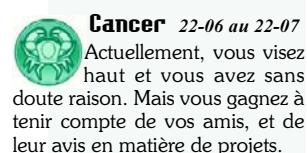
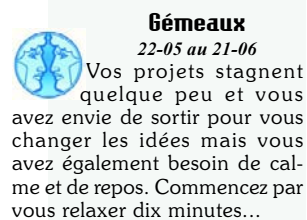
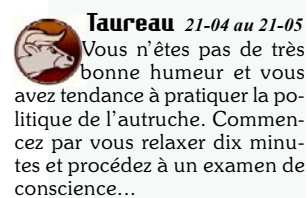
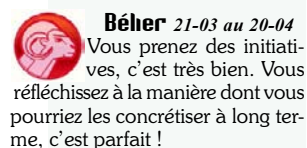
Au Kansas, en 1905, Oscar Diggs, illusionniste, est le concepteur et l'interprète d'une attraction foraine : Oz le magnifique. Le personnage, manipulateur, apprend qu'Annie, un amour d'enfance, va prochainement se marier. Peu après cette révélation, il est poursuivi par un forain, dont il a séduit l'épouse. Alors qu'il s'enfuit en montgolfière, un ouragan le projette dans un univers étrange, celui d'Oz.

19.45 Jack le chasseur de géants



Avec Nicholas Hoult, Stanley Tucci, Ewan McGregor, Warwick Davis

Jack, jeune fermier, se retrouve en possession de haricots magiques volés au démoniaque Roderick par un moine. Peu de temps après, il aide la princesse Isabelle importunée par des manants. Quand celle-ci, en quête d'évasion, vient voir Jack, les haricots, exposés à la pluie poussent jusqu'au ciel, emmenant la princesse au royaume des géants.



Horizontalement:

1. Des affaires qui se traitent en bloc !
2. Font de mauvaises affaires.
3. Volcan de boue. Ecran de fumée.
4. Protistes. De la suite dans les idées.
5. Indicateur en place. Va sur mesure.
6. Compris. Feront ce qu'il faut.
7. Revient bredouille. Pèze pas lourd.
8. Implantées. Dérivé.
9. Au devant. Percer.
10. Perspicace. A s'en mettre plein la panse.

Verticalement:

- A.** Portent plainte.
- B.** Coulée de lave à Hawaï.
- C.** Possessif. Indien «destructeur».
- D.** Donnent le moyen de se gondoler.
- E.** Médira.
- F.** Pronom. Façon de boire ; beaucoup.
- G.** La banquette ! Note élevée. Traits d'Union.
- H.** Branque. Coups de théâtre !
- I.** Lettres de classe.
- J.** Est à flipper et baliser.
- K.** Touche finale. Accès aux plaisirs des vieux.
- L.** Hommes de belle taille en général.

CROISÉS N°5282

M	U	T	I	N	E	R	I	E	S
O	P	E	N		T	O	R	T	U
U		R	U	T	A	C	E	E	S
S	O	C	L	E		A		S	N
T	U	E			S	I	S		O
A	I	T			H	E	L	I	U
C	E		B	A	L	L	E		M
H		M	O	L	L	E	S	S	E
E	C	O	U	T	E		T	E	E
S	U	I	T	E		N	E	M	S

FLECHES N°5282

P	S	I	G	N	I	F	I	E
P	O	M	M	E	A	L		
U	P		T	I	R	E	T	
C	O	U	R		R	C		A
E	C	R	A	S	E	S		
S		S	F		S	U		R
	P		A	S		R	U	E
R	A	C	L	E	S			F
E	R	R	E	N	T		V	U
E	T	E		T	U	N	I	S
L	I	E	R		D	I	T	E
	E	R		M	E	L	E	R

FOUILLIS N° 5282 ENFANT (En - Fan)

CODÉS N° 5282

[illegible]

1 T	2 C	3 U	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

5	2	8	9	16	4	2	16	4	
7	12	3	14	9		8		12	6
13	3	5	4	4	16	5	4	6	
4			5		5	11	9	16	6
9	16	13	3	6		1		5	12
7	4		17	5	8	12	3	4	6
13	9	8	12	11		10		6	16
5	7		16		6	9	2		5
9		9	4	6	5	7	16	2	
16	8		6		10	16		9	7
1	5	6		4	16	5	3	4	6
	3		8	3			6	4	
2	4	5	3	6	5	4		5	4
9	6		7	5	4	15		9	9
6		8	5	6	5		4	3	1

Jeux proposés par Chérifa Benghani

[illegible]

FLÉCHÉS N°5283

ACCORD - ACTE -
 AGREER -
 APPROVISIONNER -
 BRICOLER -
 CANALISATION -
 CARTE -
 CORDONNIER -
 ECLOSION -
 ECOUTER -
 ENCOURAGER -
 FOULE - FOUR -
 GERER - HAREM -
 HERMINE -
 LANCEMENT -
 LEURRER - MAGE -
 MECHANCETE -
 MELANCOLIE -
 MENSONGE -
 MERVEILLE -
 METRE - MODE -
 OCEAN - OTER -
 PARADIS -
 POURSUIVRE -
 RADIS - RAISIN -
 RAVIR - REPORTER -
 - SITE - STRESS -
 TARE - TERRE -
 VALEUR.

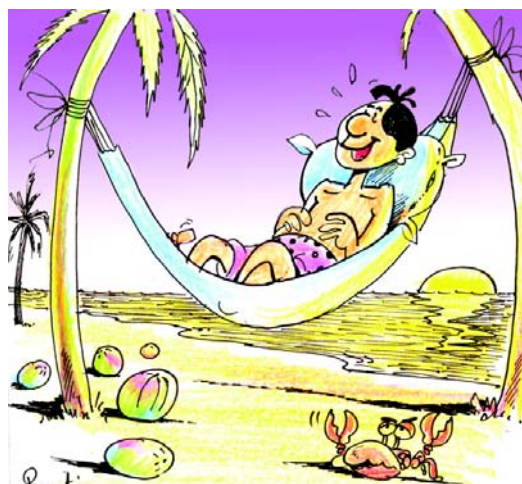
R	R	E	L	O	C	I	R	B	S	S	E	R	T	S
E	N	R	E	T	E	C	N	A	H	C	E	M	R	M
N	O	R	I	V	A	R	U	E	L	A	V	E	E	E
N	I	E	N	R	A	E	O	E	E	R	L	E	T	
O	T	T	I	U	E	D	S	T	N	R	A	N	A	R
I	A	N	S	O	T	I	I	U	N	C	R	T	E	
S	S	A	I	F	O	S	M	E	C	O	E	A	N	R
I	I	E	A	N	I	R	L	O	U	I	C	H	E	V
V	L	C	R	D	E	L	L	R	N	C	A	E	M	I
O	A	O	A	H	I	I	A	N	O	R	R	D	E	U
R	N	R	E	E	E	G	O	R	E	G	T	O	C	S
P	A	T	V	L	E	D	D	M	A	G	E	M	N	R
P	C	R	U	R	R	E	T	R	O	P	E	R	A	U
A	E	O	E	O	E	G	N	O	S	N	E	M	L	C
M	F	R	C	F	E	R	M	I	E	R	N	I	I	P

Les 10 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est un handicapé.
- Mon 2e est une céréale.

Mon tout est un lieu de soins.

7 ERRORS



Le nouveau gouvernement français sans les écolos



La France s'est dotée mercredi d'un gouvernement resserré autour du nouveau Premier ministre Manuel Valls, marqué par le retour sur le devant de la scène de l'ex-compagne du président, Ségolène Royal. L'équipe socialiste, qui ne compte plus aucun ministre écologiste et uniquement deux nouvelles têtes, doit encore être complétée la semaine prochaine d'une série de secrétaires d'Etat. Le précédent gouvernement de Jean-Marc Ayrault comptait 38 ministres, le nouveau en compte 16. Laurent Fabius, Jean-Yves Le Drian et Christiane Taubira conservent leurs fonctions aux Affaires étrangères, à la Défense et à la Justice. Ségolène Royal, ex-compagne et mère des quatre enfants du président, candidate à la présidentielle de 2007, retrouve le ministère de l'Ecologie qu'elle avait déjà occupé en 1992.

Classé à l'aile gauche du parti socialiste, Arnaud Montebourg est nommé ministre de l'Economie et Michel Sapin ministre des Finances.

Manuel Valls avait été nommé lundi Premier ministre, au lendemain d'une déroute électorale pour la gauche lors d'élections municipales, alors que le pouvoir s'est montré impuissant depuis son entrée en fonctions il y a 18 mois à stopper la hausse du chômage.

Attaque d'Al-Qaïda contre l'armée au Yémen, 20 morts



Des membres présumés d'Al-Qaïda ont lancé mercredi une attaque contre le QG de l'armée à Aden, dans le sud du Yémen, a indiqué à l'AFP une source militaire, faisant état de vingt morts, dont onze assaillants. Les assaillants ont pris pour cible le siège de la 4e région militaire à Tawahi, un quartier d'Aden, où certains d'entre eux ont réussi à s'infiltrer après l'avoir attaqué aux lance-roquettes RPG. Ils ont également fait exploser une voiture piégée à l'entrée du bâtiment.

Au total, onze personnes ont péri dans l'attaque, a indiqué à l'AFP une source militaire.

Cette source a expliqué que l'assaut avait été mené sur deux fronts: «un groupe d'assaillants a attaqué le bâtiment par le nord, où certains ont réussi à s'infiltrer en escaladant le mur d'enceinte, alors que d'autres ont fait exploser la voiture piégée à l'entrée des locaux, située plus à l'ouest».

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Trois attentats au Caire, un général tué



Trois bombes ont explosé mercredi au Caire, tuant un général de la police et faisant cinq blessés, alors que les attaques se multiplient dans le pays. Deux engins ont d'abord explosé quasi-simultanément en début d'après-midi dans le centre de la capitale devant des abris servant aux policiers en faction devant l'Université du Caire. Le général de brigade Tarek al-Mergawi, qui dirigeait un ser-

vice de la police judiciaire du Caire, a été tué et cinq autres personnes ont été blessées, selon le ministère de l'Intérieur. Un autre général, Abdel Raouf al-Serafi, conseiller du ministre de l'Intérieur, figure parmi les blessés, de même que deux colonels et un lieutenant-colonel, ont indiqué à l'AFP des responsables des services de sécurité qui ont requis l'anonymat. Une troisième bombe a explosé

deux heures plus tard dans un parc devant l'entrée du campus où policiers et journalistes s'étaient rassemblés après les premières explosions. Cette déflagration n'a fait aucune victime selon l'agence officielle Mena. Les deux premières bombes ont explosé devant l'entrée principale de l'Université du Caire où deux taches de sang étaient visibles sur le trottoir, a rapporté un journaliste de l'AFP.

Tunisie: le local d'un syndicat saccagé à la frontière libyenne

Le local du puissant syndicat tunisien UGTT a été saccagé mercredi dans la ville de Ben Guerdane par des manifestants reprochant à l'organisation de ne pas soutenir une grève pour obtenir la réouverture d'un poste frontière avec la Libye. Des dizaines de jeunes ont envahi les bureaux du syndicat et jeté documents et meubles dans la rue avant d'y mettre le feu. A l'intérieur du bâtiment, des équipements ont aussi été brûlés, selon un photographe de l'AFP. Des témoins, interrogés par l'AFP, ont indiqué que les assaillants avaient pris la fuite lorsque la police est arrivée sur les lieux.

L'UGTT n'a pas soutenu l'appel à une grève indéfinie lancée par une partie de la population de Ben Guerdane, qui réclame la réouverture du poste frontière de Ras Jedir, fermé depuis début mars. Ce haut lieu du commerce informel (carburant, produits alimentaires et manufacturés) entre la Tunisie et la Libye est crucial pour l'économie régionale. Lundi, une grève générale avait paralysé toute la ville et mercredi, nombre de magasins et d'écoles n'avaient pas ouvert leurs portes.

En janvier 2013, Ben Guerdane avait déjà connu une semaine de heurts entre policiers et manifestants à la suite d'une précédente fermeture de Ras Jedir. Le gouvernement tunisien s'est engagé à «éliminer le fléau de la contrebande et du commerce parallèle qui causent d'énormes pertes à l'économie».



EDITORIAL

Par K. Selim

LE G7 ET LE «SILENCE DE DIEU»

lente économie rentière et serait tenté de mettre au pas «l'institution militaire et 40 millions d'Algériens». Benhadid esquisse la sociologie politique plutôt quantitative d'une «bourgeoisie parasitaire» estimée à 500.000 personnes et brassant environ 20 milliards de dollars. Et si de manière empirique les Algériens savent que cela recouvre une réalité souvent honteuse, cela n'éclaire en rien sur les composantes de ce «G7» local qui est, comme son nom l'indique, un groupe plutôt restreint. Seraient-ce les hommes qui mènent la campagne par procuration pour Bouteflika ? S'agirait-il des hommes d'affaires qui ont ostensiblement ouvert leurs portefeuilles pour la campagne ? Voilà donc un mystère de plus à décrypter. Il appartiendra probablement au général qui a choisi d'alimenter le salutaire débat en cours d'aller plus loin dans l'information de l'opinion.

Mais ce qu'il faut retenir avant tout est cette remarquable convergence des appels à l'organisation d'une transition et à la recherche d'un consensus pour changer de régime et de cap. Au-delà des formulations et de la tonalité dans laquelle elle s'exprime, la transition est devenue le

leitmotiv avant l'élection présidentielle. Et elle le sera après le 17 avril sachant qu'ils sont très peu à croire qu'une surprise puisse surgir d'une élection semblable à celles qui l'ont précédée. Le discours de ceux qui mènent campagne pour Bouteflika martèle avec insistance le rejet de toute discussion autour de l'organisation et des modalités de quelque transition que ce soit. C'est dit sur tous les registres avec beaucoup d'assurance voire d'arrogance. Et surtout avec un discours lénifiant sur les institutions dans un pays où leur caractère factice ne se cache plus.

Ce refus d'entendre les appels à l'ouverture d'un vrai débat sur les moyens de rétablir le consensus national et de mener les changements nécessaires pour construire de l'intégration et rétablir l'espace-nation comme lieu d'exercice des libertés est inquiétant. Il place déjà l'après 17 avril dans une perspective conflictuelle d'autant plus dangereuse que le système en place s'est érodé au fil des ans pour devenir impotent. Si aujourd'hui on parle du poids grandissant des barons de l'informel, c'est bien en écho de l'effritement encore plus grand du pouvoir formel et son incapacité à reprendre la main. Entre ce mystérieux G7 qui est mis sur le marché et le «silence de Dieu» qui ne semble plus émettre par ses voies traditionnelles et les appétits visibles d'un néo-makhzen à l'algérienne, les incertitudes sont lourdes.

Plus de 700 immigrés sauvés par la marine italienne

La marine militaire italienne a sauvé environ 730 réfugiés au cours des dernières 24 heures, selon un communiqué publié mercredi, alors que la Chambre des députés a donné son premier feu vert à une loi dépenalisant l'immigration clandestine. «Les navires San Giorgio et Vega ont sauvé hier après-midi et pendant la nuit 730 immigrés, dont 124 femmes et 29 mineurs, à bord de deux embarcations en provenance des côtes nord-africaines», souligne le communiqué de la marine militaire. L'opération de sauvetage a été rendue indispensable par le fait que les embarcations étaient «surchargées» alors que les personnes à bord «ne disposaient pas de gilets de sauvetage», selon la même source. Tous les réfugiés, dont la nationalité n'a pas été précisée, ont été embarqués à bord du San Giorgio et seront conduits dans la journée dans le port sicilien de Porto Empedocle.

Dans le même temps, la Chambre des députés a adopté en première lecture un projet de loi dépenalisant l'immigration clandestine, sauf pour les étrangers expulsés par le gouvernement et qui revendraient illégalement dans la péninsule.

Alerte au tsunami après un fort séisme au large du Chili



Un fort séisme dans la nuit de mardi à mercredi au large des côtes du nord du Chili, de magnitude 8,2, a fait au moins six morts et suscité une alerte régionale au tsunami, qui a pu être levée quelques heures plus tard après l'évacuation d'une partie de la population. Plus de 900.000 personnes ont été évacuées dans la nuit au Chili le long d'une zone côtière de plus de 4.000 km, selon le Service national des situations d'urgences (Onemi). La compagnie minière d'Etat Codelco, la principale productrice de cuivre (dont le Chili est le premier extracteur mondial), a annoncé avoir évacué une partie de ses installations côtières, sans signaler de dégâts.

Le Honduras et le Pérou ont également appelé à la prudence. Le Nicaragua avait appelé à la vigilance tandis que l'Equateur déclarait une alerte rouge dans l'archipel des Galapagos. Le séisme s'est produit en mer à 20H46 locales (23H46 GMT) à environ 90 km au large des côtes chiliennes, à une profondeur de près de 50 km, selon le Centre sismologique national de l'Université du Chili.